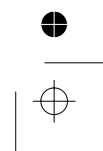
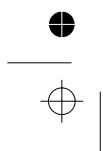


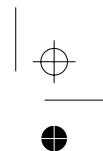
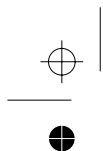
Service d'histoire de l'éducation

Unité de recherche associée au CNRS
URA 1397

RAPPORT SCIENTIFIQUE
2000-2003

Institut national de recherche pédagogique
Centre national de la recherche scientifique



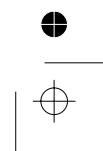
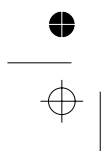


Conception graphique et réalisation PAO : Anne-Marie Fabry,
Service d'histoire de l'éducation.

© Institut national de recherche pédagogique, 2004

ISBN : 2-7342-xxxx-x

ISSN : 1765-5129

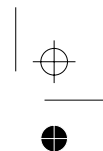
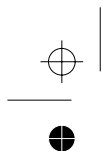


SOMMAIRE

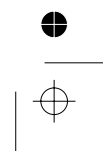
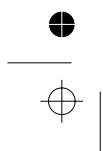
AVANT-PROPOS	7
PREMIÈRE PARTIE :	
PRÉSENTATION DE L'UNITÉ DE RECHERCHE	9
I – Historique et missions.	11
II – Organisation et personnel	13
III – Renseignements pratiques	17
DEUXIÈME PARTIE :	
LES RECHERCHES	19
I – HISTOIRE DES DISCIPLINES SCOLAIRES	22
1. Les apprentissages élémentaires : lire, écrire, compter . . .	23
2. L'histoire de l'enseignement du français	28
3. Bilinguisme et enseignement primaire	30
4. Les humanités	31
5. L'histoire de l'enseignement de l'histoire	32
6. L'histoire de l'enseignement des sciences	34
a) L'enseignement mathématique à l'école primaire. . . .	35
b) Les sciences dans l'enseignement secondaire	36
c) Les grandes écoles scientifiques	36
7. Histoire de l'enseignement du dessin	37
8. Le cours magistral	37
II – L'ÉDITION SCOLAIRE, ÉDUCATIVE ET ENFANTINE	40
1. Le programme EMMANUELLE sur les manuels scolaires français	41
2. La presse d'éducation et d'enseignement depuis la Seconde Guerre mondiale.	44
III – INSTITUTIONS ÉDUCATIVES, ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ.	46
1. Répertoire des collèges français, XVI ^e -XVIII ^e siècles : les collèges de Paris	47
2. École et démocratie à l'époque moderne.	48
3. L'enquête Guizot de 1833	49

4. Les établissements privés d'enseignement secondaire pour les garçons en Île-de-France, 1700-1940	50
5. Histoire des lycées et de l'enseignement secondaire	53
6. Histoire de l'enseignement technique	54
7. Les enseignements techniques et intermédiaires : recherches comparatives, régionales et urbaines	57
8. Histoire de l'enseignement agricole, de la Libération à nos jours	59
9. Le personnel enseignant aux XIX ^e et XX ^e siècles : économie, politique et gestion	59
IV – ADMINISTRATION ET POLITIQUES DE L'ÉDUCATION.	60
1. Histoire de l'inspection générale	60
2. Le bicentenaire de l'Inspection générale de l'Éducation nationale	62
3. Les recteurs d'académie en France de 1809 à 1940	63
4. La Direction des lycées depuis la Libération.	66
5. La prise de décision à l'Éducation nationale depuis la Guerre	67
6. Michel Debré et la formation professionnelle	68
7. Histoire biographique de l'enseignement	69
TROISIÈME PARTIE :	
ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES : RESSOURCES ET SERVICES	71
I – LE SITE DU SHE	73
II – ARCHIVES ET SOURCES DOCUMENTAIRES	75
1. Constitution d'archives orales	75
2. Fonds des anciennes écoles normales	77
3. Les instruments scientifiques anciens	81
III – OBSERVATOIRES DE LA RECHERCHE	82
1. La bibliographie d'histoire de l'éducation française	82
2. La banque <i>Emmanuelle 5</i>	84
3. La bibliographie internationale de recherche sur le livre et l'édition scolaires.	85
4. Le guide international de la recherche en histoire de l'éducation	86
IV – AUTRES RESSOURCES EN LIGNE	87
1. La banque <i>Emmanuelle</i>	87
2. Les candidats aux concours pour l'agrégation de l'université de Paris, 1766-1791	89

3. Les professeurs des facultés des lettres et des sciences de 1809 à 1879	89
4. Les professeurs des collèges universitaires de Paris de 1660 à 1793	90
5. L'iconographie dans les ouvrages pour l'enfance et la jeunesse, de Gutenberg à Guizot	91
6. L'enquête Guizot de 1833	92
7. Les ministres de l'Instruction publique, 1802-2003	93
8. L'agrégation de droit de 1856 à 1914 : candidats et reçus	93
9. Les réformes de l'enseignement du français	94
V – ACTIVITÉS D'ÉDITION	94
VI – REVUE <i>HISTOIRE DE L'ÉDUCATION</i>	95
QUATRIÈME PARTIE : LES PUBLICATIONS.	101
I – OUVRAGES.	105
II – ARTICLES ET CONTRIBUTIONS À DES OUVRAGES COLLECTIFS	108
III – COMPTES RENDUS DE LECTURE	123
IV – PARTICIPATION À DES COMITÉS ÉDITORIAUX	124
CINQUIÈME PARTIE :	
COLLOQUES, SÉMINAIRES, ENSEIGNEMENTS	127
I – ORGANISATION DE COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDES	129
II – INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES ET CONFÉRENCES	136
III – SÉMINAIRES	145
1. Séminaires propres du Service d'histoire de l'éducation	145
2. Organisation d'autres séminaires	146
3. Intervention dans des séminaires extérieurs	146
IV – ENSEIGNEMENT ET FORMATION	147
V – FORMATION DES PERSONNELS DE L'UNITÉ.	149
SIXIÈME PARTIE :	
ACCUEIL, RELATIONS, CONSEIL.	151
I – ÉTUDES MENÉES À LA DEMANDE D'ORGANISMES PUBLICS.	153
II – RELATIONS INTERNATIONALES	156
III – ACCUEIL ET ORIENTATION DES CHERCHEURS	162
IV – EXPOSITIONS, VULGARISATION	163
IV – PRESTATIONS DANS LES MÉDIAS	163
CONCLUSION	165



ANNEXES	169
Annexe 1 : Les professeurs associés et le programme d'activité du SHE	171
Annexe 2 : Les publications du SHE : un bilan, 1981-2001 . .	177
Index des noms	185
Publications du SHE	191





AVANT-PROPOS

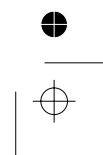
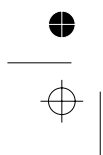
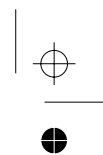
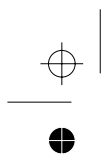
Le Service d'histoire de l'éducation est associé au CNRS depuis 1989 (URA 1397). Son association viendra à renouvellement pour la quatrième fois au 1^{er} janvier 2005, et a été examinée à cet effet en février 2004 par la section 33 du Comité national (Formation du Monde moderne). C'est le bilan de son activité pour la période d'association en cours que l'on trouvera ci-après, ainsi que les perspectives d'évolution et de développement de l'unité.

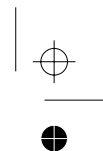
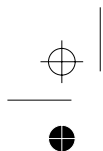
Par suite d'une modification dans le calendrier des sessions du Comité national, ce rapport est loin de couvrir la totalité des quatre années de son actuel contrat d'association. Selon les cas, on a arrêté le bilan des informations en juin ou en octobre 2003, ce qui correspond à une période d'activité de 36 à 40 mois. On a également fait mention de quelques activités ou publications, arrêtées à la date du 31 décembre 2003. Quant au plan général du rapport, il est exactement identique à celui du précédent, ce qui peut faciliter le suivi d'une opération dans une plus longue durée. Comme précédemment aussi, la présentation des « Activités spécifiques : ressources et services » est plus étoffée que dans les rapports scientifiques classiques, du fait des missions particulières de l'unité dans ce domaine.

Par ailleurs, on a fait suivre le rapport de deux annexes. La première présente la population des professeurs de l'enseignement secondaire associés au programme de recherche de l'unité ; elle actualise les données figurant en annexe au *Rapport scientifique 1992-1996*. La seconde dresse un bilan de vingt années de la politique éditoriale de l'unité (1981-2001). L'une et l'autre peuvent apporter des éléments d'appréciation utiles sur les conditions de réalisation du programme de l'unité et la diffusion de ses résultats de recherches.

Pierre CASPARD
Directeur de l'unité
mars 2004

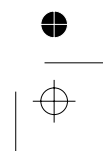
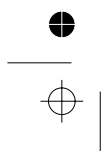


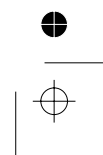
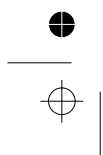
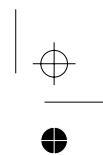
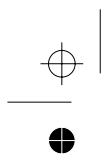




PREMIÈRE PARTIE

PRÉSENTATION DE L'UNITÉ DE RECHERCHE





I – HISTORIQUE ET MISSIONS

Le souci d'histoire et de mémoire existe depuis longtemps dans l'administration de l'enseignement, comme d'ailleurs dans d'autres administrations françaises. La première manifestation de cet intérêt, au plan institutionnel, réside sans doute dans la création du Musée pédagogique, en 1879. Quoique tourné vers le présent – malgré son nom –, cet établissement consacrait une part importante de ses moyens à la conservation d'ouvrages et documents anciens, et sut concevoir aussi, dans les premières décennies de son existence, nombre de publications et travaux d'intérêt historique. Cependant, cette dimension historique s'estompait progressivement et, dès la Première Guerre mondiale, puis davantage encore après la Libération, le Musée pédagogique et les établissements qui lui succédèrent se consacrèrent de plus en plus exclusivement à la documentation et à la recherche pédagogiques, abandonnant tout souci spécifique du passé et de l'histoire¹.

C'est donc une structure nouvelle, dépendant directement du ministère de l'Éducation nationale, qui reçut pour mission de renouer avec la fonction d'analyse et de veille de la mémoire de l'Éducation. L'origine directe du Service d'histoire de l'éducation remonte en effet aux arrêtés du 6 juillet 1970 et du 5 juillet 1972, créant un haut fonctionnaire et une commission chargés de l'histoire de l'éducation et leur donnant notamment pour missions de :

- « favoriser la recherche et la conservation des documents utiles à l'histoire de l'éducation,
- faire établir et tenir à jour le bilan des études et recherches portant sur l'histoire de l'éducation,

(1) Pierre Caspard : « Le Musée pédagogique » in : J. Julliard, M. Winock (dirs) : *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes. Les lieux. Les moments*. Paris, Seuil, 2^e éd., 2002.

– promouvoir la recherche en histoire de l'éducation »¹.

Héritier de ces missions, le Service d'histoire de l'éducation a été implanté en 1977, sous sa forme actuelle, dans l'Institut national de recherche pédagogique, qui venait d'être créé à la suite de la réorganisation de l'ancien Institut national de recherche et de documentation pédagogique (INRDP). Organisé en Service, l'unité a d'abord appartenu (1977-1980) à un « Département de la recherche historique, documentaire et comparée » ; elle a ensuite constitué (1980-1990) une des huit « Directions de programme » de l'INRP ; elle a appartenu de 1990 à 2002 au Département « Mémoire de l'éducation », qui réunissait aussi la bibliothèque de l'INRP et le Musée national de l'Éducation, implanté à Rouen et Mont-Saint-Aignan. Depuis 2003 et la délocalisation de l'INRP à Lyon-Saint-Fons, elle est hébergée par l'École normale supérieure de Paris, dans la perspective de constitution d'une UMR avec cette école, dont les termes sont, au printemps 2004, en cours de discussion.

Au travers de ces avatars institutionnels, l'unité a pu poursuivre une politique dans laquelle la continuité est l'une des conditions de l'efficacité. Depuis son origine, les missions de l'unité se caractérisent en effet par la grande permanence de ses priorités :

- production d'instruments de recherche historique, qui soient à la mesure de l'une des institutions ministérielles les plus anciennes et les plus impliquées dans tous les domaines de la vie sociale ;
- fonction d'observatoire de la discipline, l'unité étant la seule qui soit spécialisée dans un champ de recherches par ailleurs actif et prolifique ;
- conduite de recherches propres, soit dans des secteurs jugés déficitaires par l'institution de tutelle et la communauté scientifique (enseignement technique, histoire financière...), soit dans des champs requérant des approches spécifiques (histoire des disciplines scolaires...) ou des bases documentaires lourdes (histoire de l'édition scolaire...) ;
- fonction de conseil, d'accueil, d'orientation, de diffusion, tant en direction de l'institution que des chercheurs et du grand public.

De sa double origine, l'unité tire ainsi ce qui fait son originalité dans le champ de l'histoire et de la mémoire de l'éducation : il est un laboratoire de recherche et de service, tourné à la fois vers les chercheurs français et étrangers, les enseignants, les formateurs, et vers son administration de tu-

(1) Sur les origines du SHE, voir Guy Caplat : « Le Service d'histoire de l'éducation. Historique et missions ». *Histoire de l'éducation*, décembre 1978, pp. 3-11 et Pierre Caspard : « L'éducation, son histoire et l'État. L'exemple français », *Annali di Storia dell' educazione e delle istituzioni scolastiche* (Brescia), 5, 1998, pp. 101-123.

telle, envers laquelle il joue un rôle analogue à celui que d'autres organismes sont, aujourd'hui, très nombreux à jouer pour leur propre ministère¹.

En outre, son rapprochement avec l'ENS constituera, selon les termes du contrat quinquennal de l'INRP qui concernent l'unité, « un contexte favorable à l'émergence de nouvelles capacités de recherche dans ce champ. Le Service d'histoire de l'éducation est déjà reconnu en France et à l'étranger comme un laboratoire de recherche et de ressource incontestable, par la qualité, l'abondance et la pertinence scientifique de ses productions. Cependant, le SHE devra, au cours de ce contrat, développer l'accueil de doctorants et de jeunes chercheurs. De ce point de vue, l'association avec l'ENS Ulm a un intérêt stratégique ; l'unité contribuera à l'encadrement des normaliens et pourra orienter certains d'entre eux vers des problématiques portant sur les « champs émergents » de l'épistémologie et de l'histoire des disciplines, de l'analyse de l'institution (telles l'histoire des sciences et de leur diffusion, ou l'institution et la socialisation de l'enfance et de la jeunesse). Plus largement, la formation des normaliens, voire leur sensibilisation aux enjeux des champs ainsi définis, seront des facteurs de renouvellement et d'innovation dans l'ensemble des recherches en histoire de l'éducation »². Les missions qui viennent d'être rappelées déterminent l'organisation de l'unité et la caractéristique de ses personnels, l'une et l'autre conçues pour permettre une articulation aussi efficace que possible entre les fonctions de recherche et de ressources.

II – ORGANISATION ET PERSONNEL

À la différence de l'articulation entre enseignement et recherche, qui est canonique depuis Humboldt, celle qui unit recherche et ressources est

(1) Cf. la présentation qui en est faite dans : Club des comités d'histoire : *Guide des Comités d'histoire et des Services historiques*, Paris, Service d'information du Gouvernement, 2^e éd., 2002, 150 p. Préf. de Florence Descamps et Sophie Cœuré. Le Club a été créé le 15 décembre 1997, son secrétariat étant depuis lors hébergé par le SIG. Il rassemble des comités et services dont le point commun est d'être « situés à la charnière des institutions et des universités, lieux de rencontre entre praticiens, managers publics ou privés et historiens ou chercheurs ». Le *Guide* en présente soixante-huit, dont les deux tiers dépendent directement ou indirectement d'un ministère.

(2) Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche : contrat quinquennal de développement de l'Institut national de recherche pédagogique, 2002-2006, p. 8.

plus problématique, dispose de moins de modèles reconnus, et soulève quelques difficultés spécifiques, que la souplesse d'organisation de l'INRP a permis de résoudre d'une façon satisfaisante jusqu'à ce jour, qu'il s'agisse de la nature des emplois ou du mode et de la durée des recrutements.

Le programme de recherches et d'activités de l'unité possède en tous cas une forte cohérence. Chaque chercheur contribue à ce programme en étant responsable d'un des domaines de recherche qui le constituent, et décline ses activités dans plusieurs registres :

- productions d'instruments de recherche, de banques de données,
- recherches académiques classiques (ouvrages, articles...),
- vulgarisation et valorisation,
- accueil et orientation d'étudiants et de chercheurs.

La cohérence du programme permet des activités communes ou complémentaires, ponctuellement ou dans la longue durée. Les complémentarités se manifestent au niveau des activités de documentation et de recherche, à celui des recherches elles-mêmes ainsi que dans l'appui réciproque que s'apportent les ressources créées par l'unité et l'ensemble des recherches de l'unité elle-même.

Plusieurs chercheurs dirigent une équipe, plus ou moins étoffée, d'enseignants associés. Par ailleurs, des chercheurs ou enseignants-chercheurs apportent à l'unité une collaboration bénévole, prenant en charge des parties de son programme qui recourent leurs propres préoccupations de recherche.

Entre juillet 2000 et septembre 2003, divers changements ont affecté le personnel de l'unité. En septembre 2000, elle a recruté Henri Chamoux sur un poste d'ingénieur d'études ITRF, chargé de la mise en ligne des ressources de l'unité et de la création de ses pages Web. En septembre 2001, elle a recruté, sur le même type de poste, Vincent Alamercery, comme responsable de la bibliographie d'histoire de l'éducation, également chargé de la mise en ligne de la bibliographie courante et rétrospective. L'un et l'autre assurent aussi une fonction d'aide et de conseil auprès des utilisateurs de l'informatique de l'unité, ainsi qu'une interface avec le Centre informatique de recherche de l'INRP.

En septembre 2003 a été recruté Fabien Locher sur un poste d'agrégé libéré par Bruno Belhoste, élu professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris X. Ce jeune doctorant en histoire des sciences assurera la responsabilité du programme d'histoire de l'enseignement des sciences de l'unité.

D'autres mouvements ont affecté le personnel de l'unité pendant cette période.

Les postes d'agrégés à mi-temps se sont révélés précieux, soit pour permettre la continuité de parties pérennes du programme d'activités de l'unité, soit pour l'enrichir temporairement de compétences qui en sont absentes ; ils autorisent aussi le recrutement de doctorants ou de jeunes chercheurs, contribuant à la formation désormais préconisée par le contrat quadriennal de l'Institut pour le SHE.

Ainsi, Jean-François Condette a été recruté en 2001 sur un demi-poste. Il a été ensuite recruté à l'IUFM de Reims et reste associé au programme de recherches de l'unité. Renaud d'Enfert a également bénéficié d'un demi-poste en 1999 puis d'une décharge à temps partiel ; il a pu soutenir sa thèse en 2001 et, après qualification dans les sections 22, 70 et 72 du CNU, a obtenu un poste de maître de conférences à l'IUFM de Versailles en septembre 2003 ; lui a succédé Boris Noguès, agrégé et docteur en histoire. Françoise Lepagnot-Leca a été recrutée en septembre 2003 pour succéder à Marie-Thérèse Frank dans l'équipe des archives orales.

Enfin, Jérôme Martin, certifié d'histoire, doctorant à Paris IV, a bénéficié d'un détachement CNRS de deux ans (2001-2003) qui lui a permis, tout en participant aux activités de l'unité, d'avancer dans la préparation de sa thèse. Un second poste d'agrégé en détachement a été fléché par le CNRS vers l'unité en 2003, mais son bénéficiaire (R. d'Enfert) avait été entre temps recruté comme maître de conférences, et a opté pour ce dernier poste.

Est à signaler la participation à l'activité de l'unité d'une dizaine de chercheurs associés. Les uns sont d'anciens chercheurs du SHE qui, appelés à d'autres fonctions, continuent à coopérer de façons diverses avec lui (B. Belhoste, J.-F. Condette, R. d'Enfert, H. Gispert, A.-M. Lelorrain), les autres sont des retraités de la recherche ou de l'administration pour qui l'association à l'unité constitue un cadre de travail et de contacts utile à la poursuite de leurs activités. Inversement, ils enrichissent l'unité de compétences dans des domaines où celles de l'unité sont insuffisantes : histoire de l'enseignement des sciences et histoire de l'administration de l'enseignement, notamment.

Au plan administratif, Véronique Chettrit a été adjointe au directeur de l'unité jusqu'en 2000. Suite à une réorganisation de l'Institut, ses fonctions ont été assurées par Philippe Vannier et Éric Dumas, qui traitent, à temps partiel, les questions budgétaires, administratives et de personnels de l'unité.

Marcel Kaltembacher a quitté le secrétariat de l'unité en 2002 ; lui a d'abord succédé Anne-Marie Brémond-Médiani (2002-2003) puis Arille Agbo, par mutations internes.

PERSONNELS EN FONCTION EN NOVEMBRE 2003

		Date d'entrée dans l'unité
<i>Directeur de l'unité :</i>		
Pierre CASPARD	Directeur de recherche INRP	1977
<i>Directeur adjoint :</i>		
Philippe SAVOIE	Professeur agrégé d'histoire	1990
<i>Chercheurs et ingénieurs permanents :</i>		
Vincent ALAMERCERY	Ingénieur d'études ITRF	2001
Gérard BODÉ	Chargé d'études documentaires principal	1987
Annie BRUTER	Maître de conférences d'histoire	1999
Pénélope CASPARD-KARYDIS	Ingénieur d'études ITRF	1977
Henri CHAMOIX	Ingénieur d'études ITRF	2000
Anne-Marie CHARTIER	Maître de conférences de sciences de l'éducation	1996
Alain CHOPPIN	Maître de conférences d'histoire	1979
Marie-Madeleine COMPÈRE	Ingénieur de recherches ITRF	1977
Anne-Marie FABRY	Ingénieur d'études ITRF	1979
Françoise HUGUET	Ingénieur d'études ITRF	1977
Fabien LOCHER	Professeur agrégé de physique	2003
<i>Chercheurs permanents à mi-temps :</i>		
Françoise LEPAGNOT-LECA	Professeur agrégé d'histoire	2003
Pierre MIGNAVAL	Professeur agrégé d'histoire	1998
Boris NOGUÈS	Professeur agrégé d'histoire	2003
<i>Administration :</i>		
Philippe VANNIER	AASU	2001
Éric DUMAS	Ingénieur d'études ITRF	2001
Arille AGBO	Adjoint administratif	2003
<i>Chercheurs associés :</i>		<i>depuis :</i>
Bruno BELHOSTE	Professeur d'histoire contemporaine Université Paris X	2003
Pierre BENOIST	Conseiller à la Cour des comptes (en retraite)	2002
Guy CAPLAT	IGAENR (en retraite)	1986
André CHERVEL	Professeur agrégé de grammaire (en retraite)	1997
Jean-François CONDETTE	Maître de conférences d'histoire contemporaine IUFM Reims	2002
Renaud d'ENFERT	Maître de conférences d'histoire des sciences IUFM Versailles	2003
Jean-Yves DUPONT	Professeur de mécanique en classes préparatoires (en congé)	2003
Marie-Thérèse FRANK	Professeur agrégé d'histoire (en retraite)	2003
Hélène GISPERT	Professeur d'histoire des sciences Paris-Orsay	1999
Anne-Marie LELORRAIN	Inspecteur de l'enseignement agricole	1998

III – RENSEIGNEMENTS PRATIQUES / 17

PERSONNELS AYANT QUITTÉ L'UNITÉ ENTRE JUILLET 2000 ET SEPTEMBRE 2003

	date de départ	Fonctions ultérieures
Bruno BELHOSTE	2003	Professeur d'histoire contemporaine Paris X
Anne-Marie BRÉMOND	2003	Administration Muséum d'histoire naturelle
Véronique CHETTRIT	2001	Administration ministère de l'Agric- ulture
Jean-François CONDETTE	2002	Maître de conférences d'histoire contemporaine IUFM Reims
Isabelle DURAND	2000	Enseignement secondaire
Marie-Thérèse FRANK	2003	Retraite
Marcel KALTEMBACHER	2002	Administration Collège de France
Bertrand PINHÈDE	2000	Centre informatique de recherche INRP

III – RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Le Service d'histoire de l'éducation est une unité de l'Institut national de recherche pédagogique, établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche. Ses statuts actuels ont été publiés au *Journal Officiel* du 16 janvier 2000. Le siège de l'INRP est en 2003 à Saint-Fons (Rhône). Certaines de ses unités sont implantées à Rouen, Paris, Marseille et Lyon. En août 2003 a été signée avec l'ENS (rue d'Ulm) une convention de partenariat en vue de la création de l'UMR SHE au 1^{er} janvier 2004, qui doit être renouvelée au printemps 2004.

En tant qu'URA CNRS, le Service d'histoire de l'éducation est entouré d'un comité d'évaluation, créé conformément aux statuts du CNRS par décision conjointe des directeurs du Département des Sciences de l'Homme et de la Société (CNRS) et de l'INRP. Ce comité est présidé par Patrick Fridenson, directeur d'études à l'EHESS, et composé de Jean-François Chanet, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lille III, Jean-Michel Chapoulie, professeur de sociologie à l'université de Paris I, Christophe Charle, membre de l'Institut universitaire de France et directeur de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, Bernard Colombat, professeur de linguistique latine à l'École normale supérieure LSH de Lyon, Caroline Douki, maître de conférences d'histoire à l'ENS LSH et membre de la section 33 du Comité national de la recherche scientifique, Willem



Frijhoff, professeur d'histoire culturelle et doyen de l'Université libre d'Amsterdam, Dominique Julia, directeur de recherche au CNRS et directeur du Centre d'anthropologie religieuse, Jean-Noël Luc, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris IV Sorbonne, Dominique Pestre, directeur d'études à l'EHESS et directeur du Centre Alexandre-Koyré, et Antonella Romano, directeur de recherche en histoire des sciences au CNRS et membre de la section 33 du Comité national de la recherche scientifique.

Adresse postale :

Service d'histoire de l'éducation

Institut national de recherche pédagogique

45, rue d'Ulm – 75005 Paris

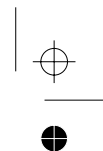
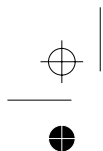
tel. : 01 46 34 91 02 – télécopie : 01 46 34 91 04

Adresse du site web : www.inrp.fr/she

e-mail personnels :

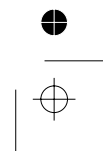
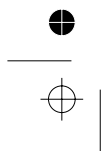
aagbo@inrp.fr – abruter@inrp.fr – achoppin@inrp.fr –
amfabry@inrp.fr – chamoux@inrp.fr – chartier@inrp.fr –
compere@inrp.fr – dumas@inrp.fr – fabien.locher@inrp.fr –
fhuguet@inrp.fr – gbode@inrp.fr – mignaval@inrp.fr –
nogues@inrp.fr – pcaspard@inrp.fr – pkarydis@inrp.fr –
psavoie@inrp.fr – pvannier@inrp.fr – vincent.alamercery@inrp.fr

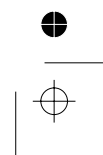
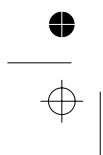
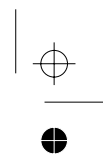
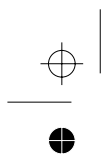




DEUXIÈME PARTIE

LES RECHERCHES







Les liens entre la recherche historique et le champ éducatif sont anciens et profonds. L'histoire a d'abord été constitutive de la réflexion menée sur la construction des systèmes éducatifs nationaux, au XIX^e siècle ; dans cette perspective, elle s'est particulièrement attachée à l'histoire des idées pédagogiques et des institutions scolaires, susceptible de fournir aux politiques, aux administrateurs et aux enseignants, des valeurs et des modèles. Plus tard, elle a adopté quelques-unes des approches de l'histoire sociale, s'intéressant à la condition enseignante ou au devenir des élèves. En même temps, elle élargissait son horizon hors du cadre scolaire et pédagogique, en intégrant l'histoire de l'enfance, de la famille, de la socialisation des jeunes et de leurs apprentissages. Aujourd'hui, ces trois grands domaines coexistent, offrant à l'histoire de l'éducation un champ thématique très large, où les interrogations croisées s'avèrent tout particulièrement fécondes.

Sans s'interdire a priori aucune approche ni aucun thème, l'unité s'efforce cependant de donner à son programme général de recherche une cohérence maximale, qui tienne compte à la fois de ses missions de Service historique, dépendant d'un ministère, de son implantation dans un Institut de recherche pédagogique, et de son association au CNRS, dans une section de recherche historique. C'est pourquoi ce programme, qui s'inscrit dans une démarche générale d'histoire culturelle et sociale, s'oriente essentiellement selon quatre axes :

- l'histoire des disciplines scolaires ;
- l'histoire de l'édition scolaire, éducative et enfantine ;
- les institutions éducatives dans leur contexte ;
- l'administration de l'enseignement et les politiques d'éducation.

On trouvera ci-après les objectifs visés et atteints dans chacun de ces domaines, une distinction, partiellement arbitraire, ayant dû être opérée entre la présentation des volets « Recherches » (II^e partie) et « Activités spécifiques » (III^e partie) de plusieurs des opérations concernées.

Nota : Les chiffres en caractères gras renvoient aux ouvrages et articles énumérés dans la IV^e partie.



I – L’HISTOIRE DES DISCIPLINES SCOLAIRES

Depuis vingt ans environ, l’histoire des disciplines scolaires constitue l’axe dominant des recherches du SHE. Il n’est pas exagéré de dire que le Service d’histoire de l’éducation a contribué de manière décisive à l’émergence de ce domaine de recherches, qui connaît aujourd’hui des développements aussi divers qu’importants.

Il s’agissait, au départ, de répondre à une demande forte, notamment de la part des enseignants en formation ou en activité, et d’apporter une contribution originale et importante à l’histoire des cultures savantes et populaires, alors en plein essor. La stratégie du Service d’histoire de l’éducation a consisté, dans cette conjoncture, à mettre à la disposition de tous les utilisateurs concernés, qu’ils soient chercheurs, décideurs ou enseignants, les matériaux, les sources, les instruments de travail et les travaux d’érudition indispensables à la construction d’une histoire des disciplines scolaires solidement constituée.

Ce travail de longue haleine a été poursuivi sans discontinuer depuis deux décennies. Il est arrivé aujourd’hui à un point où il paraît possible de mesurer l’ampleur du chemin parcouru, même si beaucoup reste encore à faire. On peut affirmer que nous avons acquis, grâce à ce travail, une bonne connaissance des principaux enseignements au XIX^e siècle, dans leur organisation et leurs contenus, ainsi que de leurs évolutions, tant au niveau de l’instruction primaire que de l’enseignement secondaire. La progressive désagrégation du bloc des humanités classiques et la montée en puissance des disciplines nouvelles sont des phénomènes majeurs bien analysés dans leurs causes et dans leurs effets, même si le travail est à poursuivre pour certaines disciplines.

Nous connaissons, en revanche, beaucoup moins les enseignements avant 1800 ainsi que ce qu’il est advenu des disciplines au XX^e siècle. Pour la période moderne, le Service d’histoire de l’éducation a déjà engagé de nombreux chantiers, qui ont permis d’obtenir des résultats importants, sur l’histoire de l’enseignement du latin, sur celle de l’histoire ou sur celle des savoirs élémentaires par exemple : ils devraient permettre de faire encore progresser nos connaissances dans les années qui viennent. L’effort devra porter dorénavant principalement sur le XX^e siècle, qui reste sous-étudié et qui devrait constituer l’un des principaux chantiers du SHE dans le futur, y compris pour l’histoire des disciplines scolaires.

1. LES APPRENTISSAGES ÉLÉMENTAIRES : LIRE, ÉCRIRE, COMPTER (ANNE-MARIE CHARTIER)

Ce secteur particulier de recherche présente un enjeu méthodologique important dans les débats actuels autour de l'histoire des disciplines. En effet, la lecture et l'écriture ne sont pas des « savoirs disciplinaires » au sens habituel du mot, qui suppose l'existence d'un contenu clairement répertorié comme tel, que ce soit dans le champ de la légitimation savante (savoirs universitaires de référence) ou dans le monde de l'école (disciplines scolaires). Elles sont généralement traitées comme de simples savoir-faire instrumentaux, sans contenu propre, qui sont tantôt la fin visée par le processus de scolarisation, tantôt le préalable aux autres apprentissages.

Or, plusieurs enquêtes historiques ont remis en cause cette approche, politiquement dominante (celle des évaluations statistiques internationales sur le modèle PISA, PIRLS, etc.), qui traite le savoir lire-écrire comme un invariant anthropologique. Elles soulignent au contraire combien les modalités d'alphabétisation dépendent des contenus de la culture écrite à transmettre. Variables selon les temps, les pays et les groupes sociaux, les modes d'appropriation de la lecture et d'écriture lient indissociablement savoir-faire techniques et valeur d'usage des textes scripturaires.

Ce champ de recherche, mis en place à la fin des années 1980, est maintenant bien structuré autour de plusieurs thématiques : enquêtes historiques sur les pratiques sociales de l'écrit (diffusion de l'alphabétisation, modalités et représentations de la lecture, usages de l'écriture et du calcul écrit), transmission du savoir lire, écrire, compter hors de l'école et dans l'école, évolution des modalités scolaires de la lecture, élémentaire et secondaire (n° 78).

Historiquement, en effet, l'école ne peut être considérée comme le seul lieu qui construise et transmette les savoirs et pratiques de l'écrit. Elle joue cependant un rôle, plus ou moins important selon les époques, dans leur définition, en particulier quand elle énonce les normes légitimes de leur usage. Ces mutations ont permis d'éclairer à nouveaux frais les mutations contemporaines, qui ont suivi la secondarisation de masse et la découverte de l'illettrisme contemporain (n° 101). Les mutations récentes (1980-2000) ont fait l'objet d'une étude particulière. Les éditions Fayard souhaitant rééditer *Discours sur la lecture, 1880-1980*, paru en 1989, une actualisation était nécessaire. On a donc repris le dossier des discours contemporains sur la lecture, sur trois chantiers particulièrement polémiques, l'illettrisme, les pratiques de lecture ordinaire, les nou-

velles technologies de lecture-écriture. Il s'agissait d'une part, de dresser un panorama des écrits publics foisonnant sur ces sujets entre 1980 et 2000, d'autre part, de confronter les discours médiatisés (politiques, journalistiques, corporatifs, militants) et les recherches ou enquêtes scientifiques récentes sur la question, en construisant une problématique susceptible de rendre compte des continuités et ruptures constatées. L'ouvrage, grossi de 150 pages, s'intitule désormais *Discours sur la lecture 1880-2000* (n° 17). Cette partie nouvelle a été publiée en espagnol sous forme d'un livre séparé (n° 18).

Pour avancer plus précisément sur l'histoire de « la scolarisation du lire-écrire », il est nécessaire de conjuguer plusieurs approches : recueil comparatif des textes prescriptifs (règlements des études, textes officiels, programmes, préfaces de manuels, articles dans les revues pédagogiques, etc.), collation des manuels et supports pédagogiques, reconstitution des exercices scolaires. Les deux premières directions de travail ont été les premières à être suivies au Service d'histoire de l'éducation. Cependant, ni les textes prescriptifs, ni les manuels, ni les revues ne donnent accès directement aux réalités de la classe (n° 84). Une voie de recherche largement initiée par le SHE s'attache à décrire les pratiques ordinaires des maîtres et les travaux des élèves.

Enseignement et apprentissage de la lecture

S'agissant de la lecture, on a tout d'abord cherché à saisir les mutations des modèles culturels de référence. Un article de problématique épistémologique et méthodologique (en collaboration avec Jean Hébrard) a illustré, à travers trois études de cas, les variables « culturelles » de la scolarisation de la langue française. L'article paru en 1999 (*Éducation et Sociétés*) sous le titre « La lecture scolaire entre histoire des disciplines et histoire culturelle » était la version remaniée du texte destiné à un ouvrage collectif américain paru en 2001, intitulé *Cultural History and Education, Critical Essays of Knowledge and Schooling* (n° 86), puis en espagnol (n° 100) en 2003. Jean Hébrard en a fait une version parue en portugais (2003). Un autre article, aboutissement de plusieurs séminaires et conférences au Mexique et au Brésil, s'est attaché à critiquer une conception linéaire et cumulative du « progrès pédagogique » en présentant des innovations « paradoxales » en matière d'enseignement de la lecture, à partir de trois brèves études de cas (au XVII^e siècle, la progression des Frères des écoles chrétiennes, au XVIII^e siècle les débats autour de l'enseignement préceptoral, au XIX^e, le passage de la méthode épellative à la méthode syllabique) (n° 82). Enfin, un article de synthèse a tenté de dresser, à partir de la littérature disparate existante, un premier tableau comparatif des évolutions des

méthodes d'enseignement depuis la Réforme jusqu'à la Première Guerre mondiale pour différents pays d'Europe occidentale et les États-Unis. Une première version a été publiée en espagnol en 2001 (n° 90), une autre en anglais est parue dans un ouvrage collectif sur l'apprentissage de la lecture (n° 103).

Le prolongement actuel de cet axe de recherche concerne les instruments de l'apprentissage et leur usage, en distinguant deux chantiers. L'histoire de l'enseignement de la lecture avant Jules Ferry demande un cadre méthodologique pour analyser les abécédaires et premiers livres de lecture entre le XVII^e et la fin du XIX^e siècle. Ceux-ci ne peuvent être traités de la même façon selon qu'ils sont destinés à un usage individuel. Une recension des abécédaires français conservés à la Bibliothèque de l'INRP a été menée dans ce sens, afin de permettre une étude sur l'évolution des méthodes d'enseignement de la lecture, selon qu'elles sont familiales, préceptorales ou scolaires. Il s'agit de comprendre comment on est passé des méthodes disjoignant l'apprentissage de la lecture et l'apprentissage de l'écriture, aux méthodes d'enseignement simultané de la lecture et de l'écriture à la mi-XIX^e siècle : en une génération, l'épellation, rituellement pratiquée par les débutants depuis d'Antiquité gréco-latine a été abandonnée. Un premier répertoire, prioritairement ciblé sur le Second Empire, concerne 254 ouvrages conservés à la bibliothèque, 12 publiés avant 1830, 24 entre 1830 et 1850, 83 sous le Second Empire, 62 entre 1870 et les lois Ferry, 40 entre les lois Ferry et 1900, quelques autres entre 1900 et 1914. Une grille de dépouillement analytique est en cours d'élaboration.

Un deuxième chantier, dont les retombées sont plus directes pour la formation des maîtres, concerne les méthodes de lecture du XX^e siècle. L'histoire des instructions officielles sur les premiers apprentissages, répertoriées dans *Discours sur la lecture* (n° 17) est déjà bien documentée, ainsi que les commentaires des prescriptions dans la presse pédagogique. En revanche, reste largement à écrire une histoire des méthodes (n° 88) qui inclurait à la fois les théories, les outils et les pratiques « canoniques » de cours préparatoires. La formation continue des enseignants, longtemps assumée par des mouvements militants (n° 81) défenseurs d'une pédagogie plus « moderne » et plus progressiste, se trouve, depuis les réformes de 1970, prise entre des modèles théoriques issus de la recherche et les exigences politiques d'efficacité immédiate. De ce fait, les études produites par la didactique du français sont souvent marquées par des polémiques de stigmatisation (dénigrer les « mauvaises/anciennes » méthodes pour une défense et illustration des « bonnes/nouvelles » méthodes, supposées obéir à des modèles plus scientifiques, donc être plus effica-

ces). Ces conflits de position sont d'autant plus vifs qu'interfère la question des échecs précoces, révélés par des critères de plus en plus objectivés (taux de redoublements, tests d'apprentissage, compétences de base des évaluations nationales), sans que les pratiques pédagogiques recommandables en soient forcément mieux éclairées (n° 83, 85, 89). Subsumer sous le même vocable d'illettrisme les difficultés scolaires des élèves et les difficultés sociales des adultes (n° 101) n'aide pas forcément à clarifier le débat. Le travail commencé dans cette direction est directement relié à des interventions dans la formation des maîtres. Une synthèse des Instructions officielles (1880-2002) a été rédigée pour la formation de formateurs, ainsi qu'une analyse succincte de quatre manuels vedettes entre 1950 et 1990 (*Rémi et Colette, Daniel et Valérie, Au fil des mots, Ratus*). Un traitement comparatif des progressions est en cours sur huit manuels parus de 1970 à 2000. Ces recherches n'ont pas encore donné lieu à publication.

Productions écrites et travaux d'élèves

Le deuxième axe de recherche a concerné les productions écrites et les cahiers d'élèves. Il a été travaillé en interférence avec une autre recherche commandée par le ministère, dont la responsable a assuré le pilotage scientifique entre 1997 et 2000 (« Polyvalence des maîtres et formation des professeurs d'école ». Trois modalités d'enquête sur les cahiers scolaires ont été utilisées successivement : une enquête directe *in situ* en 1998, une enquête par questionnaire auprès d'une centaine de maîtres primaires en 2000, et une enquête historique. Le travail d'observation en classe avait donné lieu à une première communication publiée en 2001 (n° 87) mais ce qui a servi de matrice méthodologique et épistémologique pour les recherches suivantes, c'est le travail effectué autour de la notion transversale de dispositif. Après l'enquête de terrain, une enquête par questionnaire voulait connaître les modalités d'utilisation des cahiers/classers les plus fréquentes et contrôler les limites de validité d'hypothèses forgées à partir d'une étude de cas. Le questionnaire a porté sur l'utilisation des cahiers ou classeurs « en général », mais aussi, de façon plus détaillée, pour les activités de français visant l'apprentissage du « lire-écrire » (n° 77). Au modèle dégagé par l'observation directe, on a pu opposer un autre modèle (plus « primaire ») distribuant de façon plus fonctionnelle que disciplinaire les rôles des classeurs et cahiers.

L'enquête historique en cours s'effectue selon deux modalités : des études monographiques d'une part, à partir de différents corpus de cahiers conservés. Il s'agit de dégager les indices permettant d'inférer, à partir de traits archivistiques ou de contenus disciplinaires, les modalités et valeur d'usage de ces instruments dans la vie scolaire ; travail collec-

tif/individuel, etc.) ; d'autre part, a débuté une recherche de témoignages biographiques (récits de vie, interviews) et une relecture des diverses recherches déjà faites sur les travaux d'élèves, afin de documenter davantage les hypothèses et la réflexion, d'autant que cet angle d'approche recoupe l'intérêt croissant d'ethnologues, de muséologues ou d'historiens de la mémoire, en France comme à l'étranger (n° 93 et n° 102). L'intérêt que les chercheurs portent actuellement aux pratiques donne lieu à d'abondantes publications sur « l'écriture des pratiques professionnelles » (requis de plus en plus souvent dans les dispositifs de formation : mémoire professionnel, compte rendu de stage ou d'expérience pédagogique, etc.). À partir d'une analyse de cas, on a cherché à spécifier les difficultés inhérentes à ce type d'écriture, à laquelle l'institution accorde trop facilement une valeur de formation professionnelle et d'initiation à la recherche (n° 105).

Du croisement de ces différentes pistes, il semble qu'on puisse d'ores et déjà dégager la spécificité du cahier du jour, modèle original de l'école primaire républicaine, destiné à témoigner des « progrès de l'élève » et de la « sincérité de son travail », en opposition à ce qui l'a précédé et suivi. Une synthèse problématisée a été rédigée pour la revue *Télémaque* (n° 104).

Pour contextualiser les pratiques de lecture au-delà des premiers apprentissages, on a, depuis *Discours sur la Lecture*, appris à confronter les modalités primaires et secondaires de la lecture d'instruction et de culture : scolarisation de la lecture littéraire au collège, initiation aux lectures longues en bibliothèque (n° 95), lecture collective en classe ou lecture autonome par l'élève, introduction récente d'un programme d'œuvres de littérature de jeunesse en primaire, etc. L'allongement de la scolarisation dans la deuxième moitié du XX^e siècle (en amont de l'élémentaire, à l'école maternelle (n° 80), et en aval, au collège et lycée) met en concurrence des modèles hérités anciens (modèle secondaire de la lecture expliquée vs modèle primaire de la lecture expressive oralisée) et des modèles nouveaux (lecture de consultation et d'information, lecture de la presse, etc.). Un numéro des *Études de linguistique appliquée* paru en 2000, et centré sur la crise du français, a permis de reprendre la réflexion sur l'usage (ou les abus) de la notion de « crise » en éducation (n° 79), le corpus de référence étant la revue les *Cahiers pédagogiques*, entre 1945 et 1968. En revanche, l'introduction de la littérature dans les programmes de l'école élémentaire a donné lieu à plusieurs études destinées à situer l'arrière-fond historique de cette « innovation » (n° 92, 94 et 96) et ses enjeux culturels et politiques. Une réflexion d'ensemble sur la « culture scolaire » a été rédigée à l'occasion d'une série de conférences prononcées en

2001 à Mexico. Un livre en espagnol publié par le FEC (Fondo económico y cultural) est à paraître (n° 19). Certains chapitres ont été la base de publications en français (n° 91, 97) ou en portugais (n° 99).

2. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS (ANDRÉ CHERVEL)

Cette recherche a été engagée (au cours des années 1960 et 1970) en dehors de l'INRP, continuée de 1983 à juillet 1997 (date du départ à la retraite du chercheur) au Service d'histoire de l'éducation, et poursuivie depuis 1997 au titre de chercheur associé au même Service. La recherche proprement dite est aujourd'hui achevée ; le travail en est au stade de la synthèse et de la rédaction, les seules « recherches » encore menées visant à compléter des développements ou à éclaircir des points restés inachevés ou obscurs. Comme il arrive souvent, le temps de la synthèse et de la rédaction est également celui de la découverte. La mise en ordre des données ouvre des perspectives nouvelles, tant il est vrai qu'une rhétorique de la *dispositio* ne saurait être fondamentalement opposée à une rhétorique de l'*inventio*.

La mise en place du chapitre sur l'histoire de l'enseignement de l'orthographe (qui ouvre, logiquement, ou en tout cas chronologiquement, l'histoire de l'enseignement du français) a amené le chercheur à associer à la documentation concernant l'histoire de l'enseignement certains résultats des recherches de nature linguistique qu'il avait menées entre 1965 et 1968 avec Claire Blanche-Benvéniste pour rédiger son (leur) ouvrage sur l'orthographe (Maspero, 1969). L'étude historique de l'usage orthographique (et non de la « norme » académique) entre le milieu du XVII^e siècle et la première moitié du XIX^e s'est ici avérée indispensable. La chronologie ainsi établie éclaire l'évolution de l'enseignement de la lecture (du latin et du français, puisqu'on apprenait à lire dans cet ordre), de la grammaire française, de l'orthographe. On peut estimer que la grande réforme de la lecture due à Jean-Baptiste de La Salle aurait été impossible sans les transformations que subit l'orthographe française dans la seconde moitié du XVII^e siècle ; mais on subodore également que ces bouleversements eux-mêmes sont liés aux contraintes de l'enseignement de la lecture. L'interaction entre histoire de l'enseignement et histoire de l'institution (langue, orthographe) ou de l'art (littérature, composition) a pu être constamment observée.

Au terme de ces recherches qui mêlent étude de la documentation manuscrite ou imprimée, analyses linguistiques, établissement de séries

chiffrées et rapprochements historiques, une périodisation peut être mise en place, où se succèdent des dates (larges : du niveau de la décennie) significatives : années 1660-1670 (modernisation de l'orthographe), années 1770-1780 (l'opinion réclame un enseignement systématique de la langue française), années 1800-1810 (création des outils modernes de cet enseignement), années 1830-1840 (ou le « moment Guizot » : généralisation de l'enseignement orthographique en France), années 1880-1891 (tentative inaboutie dans le primaire pour réduire cet enseignement au profit de l'enseignement littéraire).

L'histoire moderne et surtout contemporaine, jusqu'au milieu du XX^e siècle, est aussi celle du refoulement des patois et des langues régionales par la langue nationale. L'histoire scolaire de ce conflit avait été amorcée, mais non traitée, par Ferdinand Brunot (*Histoire de la langue française*). Les sources d'archives, en particulier pour le XIX^e siècle (dont Brunot avait abandonné l'étude à ses successeurs), permettent d'éclairer d'un jour nouveau, celui de l'instruction publique, les conditions dans lesquelles le français est venu à bout des idiomes locaux, sans confirmer pour autant le tableau particulièrement noir que dressent Paul Lorain (1837) ou Eugen Weber (1977).

Concernant l'histoire des aspects « littéraires » de l'enseignement du français, règne aujourd'hui un certain nombre d'idées reçues : que l'explication française comme la dissertation ont été introduites dans l'enseignement public par le *Traité des études* de Rollin (1726) ; que la technique de l'explication de texte français prend sa source dans la *praelectio* des jésuites ; que la dissertation littéraire qui triomphe au XX^e siècle n'est au fond qu'une modalité du discours français traditionnel ; que l'enseignement secondaire d'avant 1880 obligeait l'élève à écrire presque constamment en latin ; qu'il a suffi d'un décret pour remplacer en 1881 le discours latin par la dissertation littéraire ; que La Fontaine est devenu un auteur scolaire avec l'école primaire du XIX^e siècle ; que c'est seulement au XX^e siècle, et tardivement, que l'enseignement littéraire s'est ouvert aux auteurs contemporains, etc. Les recherches qui ont été menées ne confirment pas ces idées, ou du moins obligent à les nuancer fortement.

Quelques dates clés scandent l'histoire de l'enseignement littéraire. Les deux plus importantes sont celles d'une découverte et d'une défaite. La première, c'est la découverte (faite autour de 1840) que les élèves, et même leurs maîtres (rôle des jurys d'agrégation), ne comprennent plus réellement les classiques du XVII^e siècle, et qu'il faut donc les expliquer. La seconde (1870-1880), c'est l'épreuve de la défaite, qui suscite dans l'enseignement des lettres, avec un regain de patriotisme souvent teinté de nationalisme, un intérêt quasiment immédiat pour l'histoire de la litté-

rature (et de la langue) française et pour les auteurs contemporains. L'enseignement des auteurs français, la pratique de la composition et les exercices quotidiens de la classe en seront bouleversés.

L'histoire des disciplines littéraires s'attache à décrire et à comprendre les modalités de ces transformations. Tant pour l'explication d'auteurs français que pour la mise au point de la dissertation littéraire, toute une documentation d'archive portant sur les examens et les concours, mais également sur l'enseignement donné dans les classes, fait apparaître un temps de latence parfois énorme entre les décisions prises et formellement appliquées et le traitement réel de la question par le corps enseignant dans son ensemble. Par exemple, les plaintes des jurys de baccalauréat (mais aussi de licence et d'agrégation) à partir de 1841 sur la nullité de l'épreuve orale d'explication d'auteurs français deviennent un *topos* sans cesse rabâché dans les rapports des présidents. Quarante ans plus tard, au terme d'une lente préparation qui n'intéresse longtemps qu'une petite élite, le problème de l'explication d'auteur français sera pris en charge par les enseignants et les jurys eux-mêmes, qui proposeront enfin les solutions précises et concrètes qu'on attendait en vain des élèves et des candidats, et qui consacreront les vingt années suivantes à les adapter aux conditions spécifiques des différentes classes. La même observation vaut pour la mise en place de la dissertation littéraire. L'enseignement secondaire ne peut intégrer correctement l'innovation que si elle est systématiquement assumée et organisée par ses fonctionnaires qui, trop souvent (à d'autres époques que la nôtre, bien sûr), ont eu tendance à se défausser sur les élèves et sur les candidats. La situation est analogue dans l'enseignement primaire, qui a dû à plusieurs reprises, au XIX^e siècle, créer des procédures d'apprentissage nouvelles. La différence, considérable, c'est le rôle de l'inspection primaire, des bulletins départementaux, des écoles normales et des conférences pédagogiques, qui n'auront longtemps (en dépit des apparences homonymiques) aucun équivalent dans le secondaire : toutes ces instances ont pour fonction primordiale d'encourager, de contrôler et de diffuser le travail d'élaboration des disciplines nouvelles. Autrement dit, de mettre au point ces « modèles » que les instituteurs (mais aussi les professeurs) de toutes les époques innovantes, en particulier les années 1880, réclament avec tant d'insistance.

3. BILINGUISME ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (GÉRARD BODÉ)

Jusqu'à une date relativement récente, le parler maternel des Français ne correspondait pas à la langue officielle normée. Aussi la première étape de la scolarisation consistait-elle souvent, à l'école maternelle et

dans l'enseignement primaire élémentaire, à apprendre la langue française. Depuis la Révolution – et notamment depuis la Convention – l'État a mené une politique officielle d'imposition de la langue nationale et d'éradication des patois et idiomes. Si cette politique officielle paraît assez bien connue dans ses principes et sa législation, son application sur le terrain l'est beaucoup moins, en raison de la dispersion des sources et de la nature essentiellement administrative de la plupart des documents conservés. Aussi cette recherche se propose-t-elle, à partir de l'analyse de la situation particulière de l'Alsace et de la Lorraine germanophone, et en s'appuyant plus précisément sur l'exploitation d'un fonds important de lettres d'instituteurs de 1862-1868, d'étudier les méthodes préconisées par l'administration, la position des enseignants, les résistances éventuelles de la part de la population, et d'évaluer les résultats réels de cet apprentissage de la langue française en s'attachant à décrypter la rhétorique administrative et les témoignages apparemment plus spontanés des enseignants et des parents d'élèves. Le premier objectif en est la publication commentée d'une sélection de ces lettres.

Dans le même esprit, une exploitation systématique de l'enquête du ministre Fortoul en 1856 est en cours pour déceler la vision linguistique des autorités académiques du Second Empire.

Dans le cadre de cette recherche, des contacts ont aussi été noués en 2002 avec le *Sonderforschungsprojekt* (projet de recherche interdisciplinaire spécifique portant sur une problématique ciblée) de l'université de Sarre, qui a invité Gérard Bodé à participer à l'organisation d'un séminaire annuel intitulé *Fächer ohne Fächergrenzen* (littéralement : Frontières sans frontières disciplinaires). Ce séminaire rassemble des archéologues, des géographes, des linguistes, des archivistes, des historiens et des chercheurs en histoire de la littérature, tant français qu'allemands. L'objectif que s'est donné le chercheur en participant à ce séminaire est de traiter de cette question du bilinguisme à la fois comme historien de l'éducation et comme Français, dans le but d'apporter des éclairages méthodologiques et des problématiques comparatistes sur l'histoire d'une région aux frontières mouvantes dans le temps (n° 50).

4. LES HUMANITÉS (ANNIE BRUTER, MARIE-MADELEINE COMPÈRE)

Le terme d'humanités classiques désigne au sens large un projet éducatif global, auquel s'intéressent plus particulièrement deux chercheurs de l'unité. Sans qu'il constitue un objet d'investigation à proprement parler, son histoire se trouve éclairée par deux des recherches évoquées

ci-après, l'une sur les collèges d'Ancien Régime, l'autre sur l'enseignement de l'histoire. Quelques aspects de l'enseignement des humanités ont été plus précisément abordés au cours de la période. Ainsi, A. Bruter a analysé les finalités, postulées ou constatées, de la rhétorique dans le cadre d'une journée d'études organisée par l'unité sur « l'utilité des études ». M.-M. Compère mène une recherche sur les « feuilles classiques », supports imprimés des explications des textes latins et grecs dans les collèges, du XVI^e au XVIII^e siècle. S'inscrivant dans le cadre de la recherche sur le « cours magistral »¹ mise en place à l'automne 2003 ; ce travail aboutira également à la mise en ligne de documents : affiches de programmes de collèges, pages caractéristiques de ces feuilles classiques.

5. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE (ANNIE BRUTER)

L'objectif général de cette recherche est de décrire et d'expliquer l'origine et l'évolution de l'enseignement historique, en remontant en-deçà de son institutionnalisation comme « discipline scolaire » enseignée de l'école élémentaire à l'université, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, et sans la réduire à un ensemble de « contenus » historiques : il s'agit, en somme, d'expliquer les modalités et les raisons de l'autonomisation de cette matière au sein du cursus des humanités, puis de son expansion à tous les niveaux d'enseignement, de l'élémentaire au supérieur.

Venant à la suite de travaux menés dans le cadre de la préparation d'une thèse sur l'histoire enseignée au XVII^e siècle, puis poursuivis dans des cadres institutionnels divers, et notamment en liaison avec le Service d'histoire de l'éducation, la recherche s'est centrée sur la période 1770-1830, du fait que c'est celle qui a le moins retenu l'attention des chercheurs pendant le dernier demi-siècle. Or cette période apparaît cruciale, puisque c'est alors qu'ont été jetées les bases d'un enseignement historique autonome dans les établissements secondaires : sous l'Ancien Régime, dans les collèges réformés après le départ des jésuites (1764) et dans les écoles militaires ; pendant la Révolution, dans les écoles centrales ; entre 1802 et 1830, dans les lycées napoléoniens, auxquels ont succédé les collèges royaux (pour s'en tenir à l'enseignement public). C'est également pendant la Révolution, à l'occasion des innombrables discussions sur l'organisation de l'instruction publique, qu'a été évoqué pour la première fois le rôle que pouvait jouer l'histoire dans la formation de base des futurs citoyens.

(1) Voir ci-après, pp. 32-33.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le recueil de textes officiels sur l'histoire et la géographie de 1795 à 1914, élaboré par un chercheur associé au Service (Philippe Marchand) et publié par l'INRP en 2000, donne désormais à la recherche une base solide. Il a ainsi été possible de se consacrer aux travaux plus pointus que la commémoration du bicentenaire de la création des lycées, en 2002, invitait à consacrer à ces établissements : deux interventions faites dans deux colloques qui se sont tenus à cette occasion (n° 58 et 59) devraient déboucher sur une publication prochaine. Il en ressort que la vision de la création de l'enseignement historique encore dominante aujourd'hui dans l'historiographie française majore le rôle des « grands hommes », que ce rôle soit tenu pour négatif (Napoléon) ou positif (Guizot), minimisant celui des autres acteurs de l'éducation (administrateurs, professeurs, élèves et familles) et ignorant les contraintes et les rythmes effectifs de l'innovation pédagogique. L'utilisation de documents d'archives a permis de mieux mettre en lumière l'action d'individus plus modestes, telle celle d'un ancien élève de l'École préparatoire qui présenta aux Chambres une pétition pour la création de chaires d'histoire, en 1818, ou celle des premiers professeurs d'histoire pour la défense de leur matière, dans les années 1820 ; d'autres sources ont montré la lenteur des créations de chaires et l'inégalité des divers établissements, ceux de Paris et de quelques grandes villes en ayant seuls bénéficié avant 1830. L'étude de rapports d'inspection et de manuels jusqu'ici méconnus a aussi permis de mieux cerner la pédagogie historique mise en œuvre par les professeurs et régents du début du XIX^e siècle, dans le cadre d'une restauration des études d'humanités qui obéissait, semble-t-il, à des raisons structurelles profondes autant et plus qu'à des ordres venus d'en-haut ; elle a également mis en lumière le rôle des épreuves d'examen ou de concours (en l'occurrence celui du Concours général des établissements de Paris) dans l'autonomisation de l'histoire au début du XIX^e siècle. La constitution de celle-ci en matière scolaire apparaît, en somme, comme un processus bien plus long et bien moins linéaire qu'on ne le dit souvent. La recherche ultérieure, sans négliger la poursuite de l'exploration commencée sur les années 1770-1830, devra s'orienter vers les modalités de consolidation et d'expansion de l'enseignement historique dans les établissements secondaires du XIX^e siècle (1830-1870), encore peu étudiées.

Les conditions de recherche sont différentes dans le cas de l'enseignement de l'histoire à l'école primaire, car manque encore le recueil de textes officiels qui pourrait fournir une vision d'ensemble de sa mise en place. Disposer d'une telle vision d'ensemble est d'autant plus nécessaire que la vulgate historiographique ne donne de ce processus qu'une vision lacunaire et anachronique, déformée par la méconnaissance des concep-

tions pédagogiques en cours à l'époque révolutionnaire et par la non-prise en compte du premier type d'enseignement historique à avoir été dispensé à l'école primaire au XIX^e siècle, celui de l'histoire sainte. L'élaboration de la première partie de l'ouvrage (1793-1914) a commencé à l'automne 2002. Elle est moins rapide que prévu du fait de l'incomplétude des dépouillements préparatoires : d'ores et déjà, les *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique* ont été dépouillés, et le réexamen des publications officielles sur l'instruction publique au XIX^e siècle est en bonne voie ; il reste aussi à dépouiller les publications semi-officielles que furent, à certaines époques, le *Manuel général*, le *Journal des instituteurs* et la *Revue pédagogique*, ainsi qu'un certain nombre de documents d'archives. L'achèvement est prévu pour 2004. L'élaboration d'une bibliographie spécialisée, qui pourra à terme faire l'objet d'une mise en ligne, accompagne l'ensemble de ces travaux.

Enfin, la recherche « Le cours magistral : modalités et usages (XVI^e-XX^e siècles) dont Annie Bruter assure la direction (voir ci-dessous), sera l'occasion de se pencher sur des cours d'histoire et d'histoire littéraire dispensés dans des institutions d'enseignement supérieur au XIX^e siècle (par exemple Villemain à la Sorbonne, Michelet à l'École normale) : il s'agira moins de revenir sur leur contenu, qui a souvent fait l'objet d'études multiples, que d'essayer d'estimer leur influence à travers les témoignages éventuels des auditeurs, les éditions et rééditions successives des ouvrages qui en sont issus, et la pénétration des idées exprimées par ces cours dans les cours et manuels de l'enseignement secondaire ou des écoles normales.

6. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES (BRUNO BELHOSTE, FABIEN LOCHER)

Dans ce champ de recherches, l'unité a ouvert depuis plusieurs années des chantiers portant sur tous les niveaux d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur), avec des approches diversifiées et complémentaires, allant de l'histoire des disciplines à l'histoire sociale, de l'histoire des sciences à celle des institutions d'enseignement. Certains de ces chantiers sont menés en propre par l'unité ; d'autres, en collaboration avec des chercheurs ou des équipes qui lui sont associés. Depuis 2000, les recherches se sont développées dans la continuité des travaux antérieurs. L'effort a porté principalement sur l'enseignement primaire et les grandes écoles scientifiques. En revanche, le niveau secondaire, qui avait bénéficié dans la période précédente d'un intérêt particulier, a suscité cette fois sensiblement moins de travaux.

L'intérêt grandissant des historiens des sciences pour l'étude des institutions et des pratiques d'enseignement a contribué à donner une meilleure visibilité à ce champ de recherches, qui devrait connaître d'importants développements dans les années qui viennent. Recruté en septembre 2003, Fabien Locher assurera la continuité de la réalisation ou de la coordination de ce programme de recherches, tout en y introduisant une dimension liée à sa propre formation en physique et en histoire des sciences.

a) L'enseignement mathématique à l'école primaire (Renaud d'Enfert, Hélène Gispert, Josiane Hélayel)

Cette recherche, commencée en 1995 en collaboration avec l'IUFM de Versailles, s'insère dans une réflexion plus large sur l'enseignement scientifique primaire, prenant en compte les interactions avec les autres « ordres » d'enseignement (secondaire ou technique). Elle a abouti à la publication, en 2003, d'un premier recueil de textes officiels commentés portant sur la période qui s'étend de la Révolution française à la Première Guerre mondiale (n° 26). Prenant pour objet l'école élémentaire, mais aussi l'enseignement primaire supérieur et la formation des maîtres dans les écoles normales primaires, elle a permis de mettre en évidence la constitution, au XIX^e siècle, d'un enseignement mathématique primaire bien spécifique, qui se démarque des études secondaires par ses finalités pratiques et une pédagogie misant sur le concret et sur l'activité des élèves. Ce qui n'interdit pas une diversification des contenus : si l'arithmétique et le système métrique dominant largement, la géométrie, l'algèbre ou encore la comptabilité sont progressivement intégrées aux programmes. Une attention particulière a été portée à l'enseignement de la géométrie. Nourris par des recherches spécifiques menées parallèlement, les travaux ont fait apparaître d'une part, des convergences avec l'enseignement secondaire de niveau moyen au début du XX^e siècle, notamment autour de la réforme de 1902, et d'autre part, les « collaborations disciplinaires » qui sont à l'œuvre, avec l'intervention de deux disciplines qui semblent a priori hors du champ scientifique, le dessin et le travail manuel (n° 143 et n° 144). Depuis le milieu de l'année 2003, la recherche s'est portée sur la période postérieure à 1914. La recension des textes officiels a commencé, qui doit prendre en compte le processus d'intégration de l'enseignement primaire supérieur dans le secondaire et, plus généralement, le rapprochement entre les deux ordres d'enseignement. Un premier examen rapide des textes permet de formuler l'hypothèse d'une grande continuité des programmes et des finalités de l'école primaire élé-

mentaire avant la réforme des mathématiques modernes des années 1960-1970. De même, les méthodes pédagogiques semblent constituer, jusqu'à la fin des années 1950, un élément important de différenciation entre l'enseignement des cours complémentaires et le premier cycle de l'enseignement secondaire.

b) Les sciences dans l'enseignement secondaire (Bruno Belhoste)

Ce champ de recherche, qui avait fait l'objet de travaux nombreux au cours de la période 1996-2000, a reçu moins d'attention depuis cette date. La publication des textes officiels portant sur l'enseignement scientifique après 1914, qui était prévue pour l'année 2002, a dû être reportée. Le développement des recherches sur la filière des grandes écoles explique pour partie ce délai. Les problèmes posés par une mise en ligne des textes sur Internet y ont également contribué. Cette publication, sur papier et en ligne, devrait être l'un des chantiers importants à mener au cours des années qui viennent.

c) Les grandes écoles scientifiques (Bruno Belhoste, Jean-Yves Dupont)

Le parachèvement d'une recherche lourde sur l'histoire de l'École polytechnique au XIX^e siècle explique que l'effort ait porté tout particulièrement sur ce niveau d'enseignement au cours de la période 2000-2003. Les travaux ont concerné la totalité de la filière scientifique et technique allant des classes de terminales de mathématiques jusqu'aux écoles d'ingénieurs, en passant par les classes préparatoires. L'idée était d'analyser de manière globale et systématique les caractéristiques du contenu de cette formation en rapport avec les débouchés offerts. Le résultat, outre une série d'articles spécialisés, est une étude synthétique consacrée à l'histoire du système polytechnicien, c'est-à-dire de l'École polytechnique et de ses institutions annexes (classes préparatoires, écoles d'application), au XIX^e siècle, prenant en compte les contenus enseignés et les publics formés, qui a été présentée à l'occasion d'une soutenance d'habilitation à diriger des recherches et a donné lieu à la publication d'un livre (n° 4). Ce travail a permis de dégager les traits d'une culture scolaire d'élite, distincte de la culture des humanités dominante au XIX^e siècle, culture qui associe étroitement l'idéal scientifique des Lumières à l'idéal modernisateur d'une technocratie d'État.

Jean-Yves Dupont a mené, par ailleurs, une recherche spécifique sur l'enseignement de la mécanique appliquée dans les écoles d'ingénieurs

françaises au XIX^e siècle, mettant en évidence l'importance d'une tradition savante d'étude des mécanismes et des moteurs.

7. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN (RENAUD D'ENFERT)

Cette recherche a été engagée en 1996 dans le cadre d'une thèse de doctorat, aujourd'hui publiée (n° **25**). Portant sur la période 1750-1850, elle concerne principalement, mais pas exclusivement, l'enseignement populaire – et public – du dessin. Celui-ci constitue, en effet, un observatoire privilégié de la diversité des formations graphiques comme des principaux modèles didactiques en vigueur au cours de la période. D'une part, on a fait apparaître la diversité et la complémentarité des lieux d'enseignement (écoles de dessin, établissements techniques à vocation industrielle, instruction primaire, enseignement secondaire), des acteurs (artistes, architectes, savants, pédagogues), des méthodes (figure humaine ou dessin géométrique), des débouchés. Contrairement à une idée largement répandue dans l'historiographie, l'étude de la « figure humaine » n'est pas seulement un art d'agrément réservé aux élites sociales, mais peut pleinement participer de la formation graphique des ouvriers et des artisans (n° **141, 142**). D'autre part, la recherche a permis de mettre en évidence les conditions et les enjeux de l'invention puis de la popularisation, dans la première moitié du XIX^e siècle, d'une nouvelle discipline appelée « dessin linéaire », parfois « dessin géométrique » : popularisé en premier lieu dans les écoles primaires (mutuelles) de la Restauration, ce nouveau modèle didactique remet largement en cause une tradition académique éprouvée en faisant de la géométrie (et non plus de la figure humaine) le fondement de l'enseignement du dessin. Non seulement l'invention du dessin linéaire opère une véritable rupture épistémologique, mais elle conduit également à une réorganisation de l'ordre des apprentissages et à l'émergence de formes plus collectives d'un enseignement du dessin dont les artistes ne sont plus les acteurs exclusifs.

8. LE COURS MAGISTRAL (ANNIE BRUTER)

À côté de recherches menées dans un cadre strictement disciplinaire, l'unité a entrepris l'approche historique de pratiques scolaires communes à plusieurs disciplines. Pendant plusieurs années, le SHE a inscrit à son programme des recherches portant sur les travaux d'élèves, qui ont abouti à des publications considérées comme pionnières et continuent à figurer parmi les préoccupations de certains chercheurs de l'unité. Plus récemment, le SHE a aussi consacré une attention spécifique à l'histoire

des examens, considérés notamment comme des instruments de préservation ou d'innovation disciplinaires (n° 3). Dans les années qui viennent, il abordera, dans la longue durée, l'histoire d'un autre facteur de stabilisation des disciplines : le cours magistral.

Un projet de recherche présenté par Annie Bruter, « Le cours magistral : modalité et usages, XVI^e-XX^e siècles », auquel participent plusieurs membres de l'unité (Henri Chamoux, Anne-Marie Chartier, Marie-Madeleine Compère), a en effet été retenu par l'ACI du CNRS « Histoire des savoirs ». L'objet de cette recherche, qui devrait être conduite en trois ans, est d'étudier le rôle du cours magistral dans la production et la transmission des savoirs (au niveau de l'enseignement supérieur ou de second cycle secondaire), et d'offrir des ressources pour cette étude, en rassemblant et publiant, principalement en ligne, des répertoires de sources, des dossiers documentaires et des propositions méthodologiques, certains travaux aboutis pouvant, à terme, faire l'objet d'une publication imprimée. La collaboration de chercheurs s'occupant de domaines variés du savoir autour de cet objectif sera une occasion de confronter les différentes visions de ce rôle selon la discipline, en même temps que de réfléchir de façon plus globale à l'efficacité du cours magistral en tant qu'outil d'enseignement et d'apprentissage.

Ce sujet de recherche est entièrement neuf. Seul, le livre récent de Françoise Waquet sur l'oralité dans le monde savant¹ avait commencé à l'aborder, sans cependant se centrer sur lui. Son émergence est en partie due au capital de connaissances accumulé par les recherches récentes en histoire de l'enseignement citées ci-dessus. Ainsi, plusieurs des répertoires de sources élaborés par le SHE, et conservés dans ses locaux, constitueront une base documentaire précieuse pour cette recherche.

La constitution de l'équipe s'est faite notamment grâce aux liens qu'entretient Bruno Belhoste, ancien membre du SHE devenu chercheur associé de l'unité, avec plusieurs autres chercheurs en histoire des sciences : ils avaient commencé à s'interroger ensemble sur le rôle du cours dans le progrès scientifique, les cahiers de notes de cours prises par les étudiants étant l'un des types de traces qui permettent d'accéder à ce rôle dans une certaine mesure. Le séminaire de recherche et le site Internet² constitués dans ce but sont opérationnels depuis octobre 2003.

(1) *Parler comme un livre. L'oralité et le savoir (XVI^e-XX^e siècle)*, Paris, Albin Michel, 2003.

(2) www.inrp.fr/she/cours_magistral/index.htm

L'un des objectifs immédiats est d'élargir ce noyau initial aux enseignements littéraires : des contacts ont été pris en ce sens pour les séances de séminaire de l'année prochaine, celles de cette année devant être majoritairement – mais non uniquement – consacrées à l'enseignement des sciences. Un autre objectif à court terme est de constituer une méthodologie de l'étude des cahiers de cours : le croisement des sources, toujours nécessaire en histoire, semble dans le cas de ces cahiers plus indispensable encore, comme l'a montré l'intervention de Bruno Belhoste sur le cours de Lagrange à l'École polytechnique à la deuxième séance du séminaire.

D'une manière plus générale, l'équipe s'est donné trois grands objectifs : élaborer plus précisément la notion de cours magistral, celui-ci ayant été défini dans un premier temps comme ensemble spécifique de pratiques orales et écrites, et décliner ses différentes modalités historiques ; étudier, sur des cas particuliers, le rôle qu'il a pu jouer dans la constitution et la transmission de savoirs déterminés ; commencer à faire l'histoire de ses modalités et de ses usages : la première séance du séminaire a consisté en un premier repérage des emplois divers du mot « cours » dans les dictionnaires et les prescriptions officielles tout au long de la période considérée, ce travail étant à poursuivre.

D'un point de vue méthodologique, l'accord s'est fait sur la nécessité de distinguer trois moments dans l'analyse de l'enseignement magistral :

– L'émission, qui correspond à la préparation du cours et à la prestation proprement dite du professeur, saisie dans tous ses aspects (institutionnel, matériel, formel et rhétorique aussi bien que du point de vue du contenu). Cette recherche sera ainsi l'occasion de réfléchir à l'évolution du type de prestation demandé aux professeurs depuis l'époque moderne jusqu'à nos jours. Les transformations de la conception du rôle professoral recouvrent en effet des modifications épistémologiques profondes, dont il serait intéressant de savoir quels sont les ressorts et les effets dans les divers champs scientifiques.

– La réception, avec l'analyse des stratégies d'appropriation du savoir mises en œuvre par les auditeurs du cours. Cette analyse demande à la fois le rassemblement de témoignages sur le déroulement du cours et l'élaboration d'une méthodologie fine d'étude des cahiers de notes.

– La transmission, qui implique l'étude de la diffusion du savoir présenté par le cours au-delà de ses auditeurs immédiats, que ce soit par reprise dans d'autres cours, par circulation sous forme imprimée ou par d'autres moyens. La recherche entreprise rejoint par ce biais les études récentes sur l'enseignement et la vulgarisation des sciences au XIX^e siècle et voudrait y situer la place du cours magistral parmi l'ensemble des moyens de diffusion des savoirs.

II – L'ÉDITION SCOLAIRE, ÉDUCATIVE ET ENFANTINE

Entre les prescriptions officielles, les programmes, les idées et théories pédagogiques, d'une part, et les pratiques éducatives réelles, dans l'école ou la famille, d'autre part, des médias pédagogiques de masse ont, depuis la fin du XVIII^e siècle au moins, joué un rôle décisif dans la transmission des savoirs et des valeurs : il s'agit des manuels scolaires, de la littérature et des ouvrages pour enfants, de la presse pédagogique destinée aux enseignants, aux familles, aux jeunes et aux adolescents.

Ces divers médias présentent des caractéristiques communes qui en font, pour l'historien de l'éducation, une source majeure. Ce sont, tout d'abord, des documents imprimés, faciles à déchiffrer, à caractériser et, le plus souvent, à dater. Ils présentent par ailleurs une forte cohérence interne et s'insèrent dans des ensembles plus vastes (numéros, séries, collections, rééditions, etc.). Continue et abondante, cette production se prête tout particulièrement à une étude sérielle : l'historien peut ainsi suivre, sur la longue durée, au travers des numéros successifs d'un même périodique ou du flux de productions classiques, l'apparition ou l'évolution d'une méthode pédagogique, du traitement d'un événement historique, littéraire ou scientifique, ou encore les variantes d'un discours éducatif ou moralisateur...

15 000 à 20 000 revues pédagogiques et plus de 120 000 manuels différents ont été publiés en France depuis la Révolution ; les ouvrages destinés à la jeunesse se chiffrent également par dizaines de milliers de titres. Le caractère pléthorique de ces productions, leur plus ou moins rapide obsolescence et leur faible coût concourent à les banaliser et à les déprécier ; de ce fait, leur conservation est généralement mal assurée et leur recension est restée très lacunaire.

Cette situation explique, pour une part, que les études qui se sont attachées à ces documents, de plus en plus nombreuses depuis le milieu des années 1970, aient longtemps présenté un caractère monographique qui ne saurait rendre compte de l'ensemble de la production. Faute d'instruments scientifiques adaptés, elles se cantonnaient généralement dans l'analyse de contenu, et ce, dans une perspective majoritairement idéologique. Par ailleurs, ce domaine de recherche, qui se caractérise par la diversité des investigations et leur dissémination géographique, a pâti jusqu'au début des années 1980 d'un sérieux déficit méthodologique.

Pour apporter un soutien à ces recherches ponctuelles ou monographiques, comme pour en élargir les perspectives, l'unité a donc estimé qu'il convenait de les traiter dans leur globalité, avec plusieurs finalités : – étayer, au plan documentaire, ses recherches propres portant sur l'his-

toire des disciplines scolaires ; la publication de corpus exhaustifs de manuels par discipline en constitue une des manifestations ;

- contribuer à une histoire des idées et des préoccupations éducatives qui ne se limite pas à celles d'un petit nombre de pédagogues, d'intellectuels et de théoriciens ;
- contribuer à l'histoire économique de l'édition, dans laquelle le secteur scolaire pèse d'un poids significatif ;
- contribuer à l'histoire du livre, dans un domaine souvent considéré comme mineur et où, de ce fait, les retards de la recherche française étaient considérables.

Eu égard à la masse des informations traitées et à la multiplicité des approches scientifiques possibles, les travaux décrits ci-dessous ont en commun de reposer sur des bases de données qui constituent autant d'apuis lourds à la recherche.

1. LE PROGRAMME EMMANUELLE SUR LES MANUELS SCOLAIRES FRANÇAIS (ALAIN CHOPPIN)

Lancé au début des années 1980, le programme Emmanuelle investissait un domaine qui n'avait encore guère retenu l'attention des historiens, en France comme dans le reste du monde. La surabondance des titres, fréquemment réédités, la trivialité et la faible valeur marchande de ces ouvrages, produits en très grande quantité, mais rapidement périmés, la paradoxale rareté des collections, mais aussi leur dissémination et leur difficulté d'accès, constituaient autant d'entraves psychologiques et techniques à leur valorisation et à leur exploitation scientifique. En France, à la fin des années 1970, seules avaient été publiées quelques analyses de contenus, davantage menées dans une perspective sociologique que franchement historique.

Le programme Emmanuelle résulte d'une réflexion globale sur l'évolution de la nature, du statut et des fonctions du manuel dans l'institution scolaire, mais aussi dans la société. Objet complexe, le manuel participe en effet de l'histoire du livre, au sens matériel (économie du livre, techniques d'impression) comme au sens culturel (conception, réception). C'est l'ensemble de ces approches que le programme Emmanuelle tente de prendre en compte. Pour des raisons fonctionnelles, il s'articule autour de plusieurs axes qui mettent en jeu des sources diverses et obéissent nécessairement à des problématiques et des méthodologies différentes. Mais une forte cohérence unit ces diverses activités, les résultats obtenus dans un domaine étant systématiquement réinvestis dans les autres, concourant ainsi à un unique objectif : l'histoire totale du livre de classe.

• *Le recensement de la production* : le recensement des éditions de manuels scolaires publiés en France depuis la Révolution obéit à des motivations patrimoniales, mais aussi à des nécessités scientifiques : l'absence de bibliographies spécialisées a longtemps constitué une entrave à la recherche historique dans ce domaine en France. Il en est encore de même dans de nombreux pays : c'est ce qui explique la multiplication des chantiers similaires qui, se référant explicitement au modèle français, ont été ouverts et continuent de s'ouvrir à l'étranger depuis dix ans.

Cette recherche a abouti à la publication de répertoires et de catalogues par disciplines, ainsi qu'à la rédaction d'articles de synthèse (n° 115) ; elle donne également lieu à diverses exploitations statistiques et à la publication de la liste de l'ensemble des programmes relatifs à l'enseignement de chaque discipline. Mais l'évolution des technologies a conduit à adopter, pour les disciplines suivantes, des modes de diffusion plus adaptés aux mises à jour que nécessite la continuité de la production éditoriale scolaire.

Plusieurs corpus viennent d'être achevés : l'histoire, la géographie et l'instruction civique, portant à neuf le nombre des corpus disciplinaires intégralement recensés. L'histoire sainte, les langues dites « rares » (le portugais, le russe et l'arabe) et une langue régionale, le breton, sont en cours de traitement. La saisie de l'imposant corpus dit de français (lecture, orthographe, grammaire, littérature, etc.) vient également d'être entreprise.

• *L'histoire des éditeurs scolaires* : l'histoire de l'édition scolaire, jusque-là très mal connue malgré son importance économique, est actuellement, selon Jean-Yves Mollier, le secteur le plus dynamique de l'histoire du livre de ces deux derniers siècles en France ; c'est aussi depuis peu le cas en Italie, où s'est développé un programme de recherche sur le modèle français. La recherche entreprise en ce domaine offre une illustration de la complémentarité des activités menées dans le cadre du programme Emmanuelle. Le recensement d'une grande partie de la production a permis de dresser une liste temporaire des principales entreprises qui, depuis deux siècles, ont produit des ouvrages à l'usage des classes. Parmi les milliers d'entreprises référencées, la moitié sont occasionnellement scolaires (un éditeur repéré sur deux n'a publié qu'un seul et unique manuel). Environ cinq cents raisons sociales ont en définitive été retenues. Les sources monographiques ou réglementaires ont été inventoriées et les investigations menées dans les bibliographies spécialisées et dans différents fonds d'archives, trop souvent lacunaires, sont aujourd'hui achevées. Elles ont permis de mettre à jour les caractéristiques principales de la plupart de ces entreprises (dates de création et de cessation d'activité, orientations éditoriales, etc.) et de préciser la nature des

rapports ou la date des « filiations » mis en évidence lors de la constitution de la banque Emmanuelle. La possibilité désormais offerte d'interroger sur Internet le *catalogue de la Bibliothèque nationale de France* par le nom des éditeurs constitue, en dépit des innombrables variantes, le plus souvent erronées, du libellé de la raison sociale, une source précieuse pour situer la production proprement scolaire dans l'ensemble de leurs activités.

Ces recherches visent à constituer un instrument de recherche « ouvert » qui, capitalisant des informations d'ordre économique et commercial, permette de retracer les grandes mutations de ce secteur d'activité. Aussi la recherche s'est-elle orientée vers la constitution d'un outil informatique susceptible de recouper et synthétiser les données collectées, afin de mettre en évidence les liens qui unissent les diverses raisons sociales des maisons d'édition. Ce n'est donc pas une somme de monographies, même si la bibliographie propre à chaque maison d'édition est appelée à figurer dans les sources.

Une banque de données a été constituée en octobre 2001 sous le logiciel Doris. La synthèse des informations est effectuée par les chercheurs eux-mêmes en même temps que la saisie, ce qui en ralentit nécessairement le rythme. Une interconnexion entre cette banque de données et la banque Emmanuelle est envisagée dès que les opérations de saisie auront été menées à bien.

- *L'histoire de la réglementation* : les contraintes réglementaires relatives à la conception, la production, le financement et la diffusion des manuels scolaires constituent un paramètre essentiel à la définition et à l'analyse de la production scolaire. Le dépouillement systématique de tous les recueils de textes émanant de l'administration depuis la Révolution, période qui marque la naissance du manuel scolaire moderne, ainsi que celui d'un grand nombre de documents d'archives, avait donné lieu en 1993 à une publication dans le cadre de la collection Emmanuelle. Depuis cette date, le travail mené sur l'histoire de la politique du livre scolaire en France se résume à une activité de maintenance : le travail rétrospectif accompli est complété par le dépouillement régulier du *Bulletin officiel* et de divers documents émanant des milieux professionnels.

Mais si ce travail peut être considéré comme achevé pour la France, toute une série de recherches, qui se réfèrent pour la plupart au modèle français, ont été récemment entreprises à l'étranger, notamment en Grèce, en Espagne, en Italie, en Suisse, au Japon, au Mexique, au Québec, en Allemagne, en Colombie, au Brésil, etc. L'internationalisation de cette problématique a conduit à s'interroger sur les types de réglementation existant ou ayant existé dans les divers pays.

Dès lors émergent deux types de questionnements :

– d'un point de vue proprement historique, la question des influences qui ont pu s'exercer entre pays, question que la multiplication des travaux nationaux sur l'histoire de la réglementation et la constitution de vastes corpus de référence permet désormais d'aborder. C'est notamment l'objet d'un programme de recherche financé par le gouvernement fédéral du Canada dans le cadre de l'opération France-Canada 2004, programme auquel Alain Choppin participe en tant qu'expert et membre du comité scientifique pour la partie française.

– d'un point de vue plus actuel, tout particulièrement dans les pays qui semblent opter pour une certaine ouverture, comme la Chine, la Corée, le Maroc ou les pays d'Europe centrale, la question de l'influence que le pouvoir politique peut ou doit exercer sur l'élaboration et la diffusion des contenus d'enseignement, et de ses limites. Un certain nombre des interventions récentes d'Alain Choppin s'inscrivent dans cette dernière problématique (n° **119**).

• *L'histoire culturelle : statut, conception, réception et usages*

La définition, le statut et les fonctions des manuels, ainsi que les questions méthodologiques qui découlent de la spécificité du manuel en tant que source historique, avaient fait l'objet de nombreuses communications et publications les années précédentes. La demande est toujours aussi forte, notamment à l'étranger (n° **116** et **118**). L'aspect le plus marquant est certainement l'impact qu'ont sur la production scientifique les réflexions méthodologiques menées dans le cadre de l'unité. Cet impact peut être apprécié tant par la part de plus en plus grande que consacrent les travaux universitaires aux questions de méthode que par le nombre des citations et références aux publications de l'unité.

2. LA PRESSE D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE (PÉNÉLOPE CASPARD-KARYDIS)

L'inventaire analytique de la presse française d'éducation et d'enseignement, des origines (XVIII^e siècle) à nos jours, est une opération de longue haleine, qui a débuté à la fin des années 1970 et a abouti à la publication d'un premier volume dès 1981. Les objectifs visés ont déjà été exposés dans les précédents rapports, ainsi que les résultats atteints, aux plans de la publication des répertoires proprement dits (six volumes parus à ce jour pour les deux séries, la première du XVIII^e à 1940, la seconde de 1941 à 1990) comme de ses retombées scientifiques : au sein même de l'unité, elle a apporté de nombreux appuis aux autres recherches, notam-

ment à l'histoire des disciplines scolaires ; au dehors, le répertoire est devenu un instrument de travail classique par la polyvalence de ses usages et la variété des entrées qu'il permet.

On se bornera donc ici à faire le point sur l'état d'avancement de la publication. L'année 2000 a vu celle du premier volume de la seconde série (1941- 1990), comportant des notices sur 530 revues (lettres A-D), l'année 2003 celle du second (386 notices, lettres E-K) (n° 14). Toutes les revues restantes (L-Z) ont été dépouillées, leurs notices rédigées et indexées. La publication du troisième et dernier volume est donc prévue pour la fin de 2004 (n° 15).

Parallèlement à l'achèvement de la seconde série, la modernisation et l'amélioration de la première (XVIII^e s.-1940) ont été entreprises, notamment pour intégrer le recours à des technologies qui étaient encore inexistantes au moment où elle a été conçue. Au cours des dernières années, les quatre volumes de cette série ont été scannés. En même temps, leur vérification a été entreprise. Celle-ci porte essentiellement sur la description bibliographique des périodiques mais s'accompagne, chaque fois qu'il est jugé utile, d'un enrichissement de l'analyse du contenu éditorial. Quelques titres supplémentaires ont également été découverts et prendront place dans cette version électronique qui, mise en ligne sur Internet, accroîtra considérablement les services rendus à la communauté scientifique internationale.

Ces vérifications et ces compléments se font par le recours aux collections de la Bibliothèque nationale de France. Il faut noter que celles-ci ne sont pas figées, même pour les revues les plus anciennes : des parties manquantes de ces collections ont parfois été découvertes grâce à des récolements, en particulier lors du transfert de Versailles vers le site de Tolbiac, ou ont été complétées grâce à de nouveaux dépôts effectués par des associations et des particuliers, qui n'avaient pas toujours mesuré l'intérêt que présentaient leurs publications (on pense en particulier à certains mouvements de jeunesse ou à d'anciens responsables d'associations d'enseignants qui conservaient des collections de périodiques chez eux). Ces recherches, utilisées par les conservateurs de la BnF même, ont également permis de reconstituer des revues à travers leurs titres multiples et d'opérer ainsi des regroupements plus rationnels. Néanmoins, les résultats complets du travail, sur le plan proprement bibliographique comme sur celui de l'analyse scientifique des fonds de revues, ne pourront être appréciés que le jour où la BnF aura la possibilité d'apporter elle-même des corrections dans sa banque « Opale plus » et le jour, aussi, où elle pourra et voudra se pencher avec persévérance sur l'ensemble du répertoire.

Par ailleurs, la mise au point de la base de données, interrogeable à distance, qui contiendra les quelque 5 000 notices de l'ensemble des deux séries, repose sur une réflexion et un travail informatiques dont le calendrier devra être arrêté dans le courant de l'année 2004.

III – INSTITUTIONS ÉDUCATIVES, ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

L'historiographie française a été longtemps dominée par une vision à la fois étatiste, élitiste et idéaliste de l'enseignement et de l'éducation. Elle a laissé de côté, et souvent ignoré, ce qui, dans l'offre d'enseignement, ne relevait pas de l'action de l'État, mais de celle des collectivités publiques ou du privé. Elle s'est désintéressée des enseignements pratiques ou à finalité professionnelle, supposés intellectuellement peu intéressants, et donc de la question des relations entre l'école et la société, en particulier la sphère économique et technique. Elle a négligé d'étudier pour eux-mêmes les aspects économiques, matériels et financiers des questions éducatives, qui en constituent pourtant une composante majeure. Le Service d'histoire de l'éducation a engagé, notamment depuis la fin des années 1980, une série de recherches dans ces domaines, afin de rééquilibrer l'historiographie de l'éducation et de l'ancrer dans son contexte économique et social.

Outre quelques études ponctuelles sur des sujets neufs ou présentant des approches originales, les recherches menées par l'unité dans ce domaine visent à :

– quadriller et baliser largement l'ensemble de l'histoire des enseignements industriels, commerciaux et agricoles d'une part, celle du financement de l'enseignement et de la gestion des données démographiques, financières et matérielles qui en déterminent le coût et l'efficacité d'autre part. Des recueils de textes réglementaires, éclairés par la fréquentation des documents d'archives nationaux et locaux, sont constitués à cette fin. En effet, si on ne peut prétendre saisir la réalité historique à partir de la seule littérature officielle, l'ignorance de la réglementation ou la prise en compte de textes normatifs isolés conduisent à de graves contresens ;

– faire émerger, à partir d'études centrées sur les établissements, une image plus complète et plus juste de l'offre d'enseignement et de scolarisation, et des données qui déterminent son évolution : croisement de la logique de réseau et des données locales, recherche de résultats et de débouchés, diversité des acteurs individuels et collectifs, concurrence, nécessité du recrutement, recherche de ressources et de financements, contraintes réglementaires et matérielles, etc. Bien qu'elle ait constitué

longtemps le genre dominant de l'histoire de l'éducation, la monographie d'établissement a été jusqu'ici incapable de dépasser l'horizon local. Un des enjeux des travaux du laboratoire est de montrer qu'on peut la relier à l'étude des évolutions observées à l'échelle nationale.

1. RÉPERTOIRE DES COLLÈGES FRANÇAIS, XVI^e-XVIII^e SIÈCLES : LES COLLÈGES DE PARIS (MARIE-MADELEINE COMPÈRE)

Marie-Madeleine Compère est chargée de préparer et de rédiger le *Répertoire des collèges français* sous l'Ancien Régime. Aux deux volumes de ce répertoire (couvrant la France du Midi, 1984, et la France de l'Ouest, 1988) publiés avec la collaboration de Dominique Julia, directeur de recherche au CNRS, elle a fait succéder sous sa seule responsabilité le volume sur les collèges de Paris, paru en 2002 (n° 22).

Compte tenu de la dispersion des sources et de la méconnaissance dans laquelle l'historiographie a laissé ces collèges, cet instrument de travail devrait relancer la recherche et faire reconnaître l'importance historique des collèges de Paris dans la formation des élites françaises. Les collèges de l'université de Paris peuvent être considérés, en effet, comme un des principaux laboratoires où s'est édifié le modèle du collège d'humanités, en vigueur en Europe jusqu'au XIX^e siècle. L'aire de recrutement des collèges parisiens s'étend bien au-delà de la capitale : au réseau médiéval des villes épiscopales du bassin parisien et de la Normandie s'ajoutent, sous l'Ancien Régime, l'attrait exercé par la capitale administrative et politique auprès des notables provinciaux et la suprématie de la faculté de théologie dans la formation de l'élite cléricale. Grâce au maintien des collèges universitaires, la ville de Paris a échappé au monopole du collège jésuite qu'ont connu la plupart des grandes villes françaises depuis l'installation locale de la Compagnie jusqu'à son expulsion. Principal foyer de formation de professeurs séculiers, la faculté des arts de Paris a inspiré l'Université impériale dans son mode de recrutement et son fonctionnement et explique encore bien des aspects du corps enseignant secondaire aujourd'hui.

Il reste à publier, dans ce répertoire des collèges, le volume sur la France de l'Est (quinze départements), qui a déjà fait l'objet de recherches approfondies dans les années 1980. Les dossiers sont en cours d'actualisation (mise au point sur la documentation, informatisation des notices déjà rédigées). La parution de ce dernier volume devrait avoir lieu dans les années qui viennent.

2. ÉCOLE ET DÉMOCRATIE À L'ÉPOQUE MODERNE (PIERRE CASPARD)

La constitution des systèmes éducatifs contemporains s'est accompagnée, dans tous les pays occidentaux, d'un obscurcissement des pratiques éducatives antérieures. Plus ou moins consciemment menée, durant tout le XIX^e siècle, par les États enseignants et leurs intellectuels organiques, cette disqualification des pratiques éducatives de l'époque moderne imprègne encore très largement, non seulement la mémoire collective, mais aussi l'historiographie même de l'enseignement ; c'est particulièrement le cas pour les enseignements et les apprentissages élémentaires.

Une première dimension de cette recherche est donc historiographique. On a entrepris une relecture de la littérature historique actuelle, savante ou non, pour mettre à jour les vulgates concernant l'école élémentaire, ses élèves, ses enseignants, ses méthodes et ses programmes, qui dominent sous la plume d'auteurs de différentes origines : historiens de l'époque moderne ou de l'époque contemporaine, pédagogues et formateurs, journalistes, hommes politiques. On s'efforcera de décrire et d'analyser ces vulgates qui s'écrivent ou s'énoncent en parallèle, et les écarts parfois considérables qui les séparent ; ceci ne peut manquer de susciter toutes sortes de questions sur le sens et les usages du travail de l'historien dans le champ de l'éducation (n° 65, 72, 73). Cette réflexion historiographique, en cours, s'est également traduite dans la rédaction d'une dizaine de notes critiques d'ouvrages récemment parus sur l'école élémentaire au tournant des époques moderne et contemporaine (XVIII^e-XIX^e siècles).

Le cœur de la recherche consiste cependant dans la poursuite de l'enquête menée dans l'histoire du pays (aujourd'hui canton suisse) de Neuchâtel, du XVII^e siècle au milieu du XIX^e. Quoique fortement ralentie par la concurrence avec d'autres obligations du responsable de la recherche, l'enquête a permis d'avancer sur l'un des chantiers qu'il avait ouverts, celui de l'examen d'admission à la Sainte-Cène, de la Réforme au XIX^e siècle. En croisant des sources communales, paroissiales et privées, on a pu mettre en évidence la façon dont la préparation à cet examen a permis de faire converger les efforts des différents acteurs de l'éducation des enfants pour obtenir, dans la jeunesse des deux sexes, un taux d'analphabétisme extrêmement faible (inférieur à 3 %) dès les années 1830, soit au moment où l'État commence seulement à s'intéresser à l'instruction élémentaire et à lui accorder quelques subsides (n° 64 et 67).

Cette recherche a permis de contribuer à plusieurs des volets du programme de l'unité, notamment à l'histoire des apprentissages élémentaires, en analysant un contexte socio-culturel qui valorise la maîtrise de la lecture et de l'écriture, mais en s'attachant aussi aux différents acteurs de l'instruction. Au terme de l'analyse, le rôle de l'Église et de l'État se trouve minoré, celui des familles et des municipalités fortement revalorisé, par rapport à la vulgate dominante dans l'historiographie de la question.

Parmi les thèmes de recherche que l'on compte aborder dans les années à venir figure l'enseignement de l'orthographe, dont on s'attachera à expliquer pourquoi il est apparu au XVII^e siècle dans les curriculums des écoles communales, et s'y est généralisé dès le milieu du XVIII^e siècle : son enseignement est présent dans 60 % au moins des programmes communaux dans la première moitié du XVIII^e siècle, 89 % dans la seconde moitié. Cet enseignement de l'orthographe, qui s'appuie sur l'exercice de la dictée dès la fin du XVII^e siècle, est également assuré dans les familles, ce qui jette un jour nouveau sur leurs attentes dans ce domaine, et sur les moyens qu'elles se sont donnés pour les satisfaire. On s'attachera aussi à réévaluer ce qu'ont été la condition et les compétences des régents de l'Ancien Régime, que l'historiographie républicaine ou radicale du XIX^e siècle et ses prolongements dans l'historiographie universitaire des XX^e et XXI^e siècles ont extraordinairement caricaturées. Enfin, le rôle de l'Église (jusqu'au XVIII^e siècle) et de l'État (au XIX^e siècle) dans les progrès de l'instruction élémentaire fera également l'objet d'un ré-examen critique.

3. L'ENQUÊTE GUIZOT DE 1833 (ANNE-MARIE CHARTIER, GILLES ROUET ET ANDRÉ OLIVA)

Cette recherche, plusieurs fois interrompue en raison de la multiplicité des engagements de ses responsables successifs, connaît aujourd'hui une double orientation. D'une part, les informations contenues dans les rapports des inspecteurs dépêchés en 1833 dans 32 000 écoles doivent être présentées dans une base de données, dont les perspectives de mise en ligne sont présentées *infra*.

D'autre part, elle doit aboutir à un volume présentant la synthèse nationale du *Rapport au Roi*, qui a résulté de l'enquête. Les textes de présentation et d'analyse, les annexes et bibliographies sont achevés, mais la publication est retardée par des questions techniques liées à la réalisation de la partie d'atlas de l'ouvrage. Restera également à rédiger une présentation générale problématisée de l'enquête dans le contexte de la naissance des statistiques d'État.

4. LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POUR LES GARÇONS, EN ÎLE-DE-FRANCE, 1700-1940 (FRANÇOISE HUGUET)

Cette recherche sur les établissements privés d'enseignement secondaire à Paris et dans sa proche banlieue a été entreprise il y a quatre ans. Elle s'inscrit dans une des orientations du Service d'histoire de l'éducation, l'histoire de l'enseignement au niveau des établissements. Ce niveau d'analyse, qui a émergé depuis une quinzaine d'années, permet d'aborder sous un jour nouveau quelques notions classiques en matière d'histoire scolaire (contenus d'enseignement, sociologie des élèves, etc.) mais aussi inédites : dans un pays où la présence de l'État, certes considérable, a été constamment majorée dans l'historiographie traditionnelle, il faut descendre jusqu'aux établissements eux-mêmes pour apprécier la diversité des enseignements dispensés et des formations assurées. D'autre part, cette étude prolonge d'autres recherches entreprises par le SHE sur les collèges d'Ancien Régime, les établissements d'enseignement technique ou encore le personnel enseignant.

Bien que l'importance de ces établissements ait été considérable dans l'histoire de l'enseignement français, aucune étude systématique ne leur a jamais été consacrée. En se focalisant sur la querelle scolaire, l'histoire de l'éducation a largement négligé l'étude empirique de l'enseignement privé et de son rôle dans le système éducatif. Celui-ci accueille pourtant, à la fin du XIX^e siècle, sensiblement le même nombre d'élèves que l'enseignement public. Le désintérêt des chercheurs s'explique sans doute par leur identification à l'institution publique dont ils sont idéologiquement solidaires. L'évolution respective des deux enseignements et le renouvellement des problématiques en sociologie de l'éducation permettent de dépasser ces blocages. Si on se place du point de vue de l'offre d'enseignement, on doit prendre en compte l'ensemble de cette offre, sous quelque forme institutionnelle qu'elle se présente. Les établissements privés introduisent dans le système un élément de flexibilité et d'innovation, indispensable au fonctionnement de l'ensemble. L'enseignement privé a incontestablement contribué, au moins à certaines époques, au renouvellement des pratiques d'enseignement. C'est le cas, par exemple, à la fin du XVIII^e siècle, quand les pensions privées proposent un modèle d'éducation « moderne », différent de celui des humanités enseignées dans les collèges, ou, dans la première moitié du XIX^e siècle, quand les institutions préparatoires inventent des formes pédagogiques adaptées à la préparation des concours. Il convient donc d'intégrer dans l'analyse historique du système scolaire global les fonctions assurées par les établissements privés.

Pour manifester à la fois la fragilité ou la longévité des établissements, leur place dans le système d'enseignement et les innovations pédagogiques dont ils ont pu être les promoteurs, ont été recueillis pour chaque établissement son nom, ses dates extrêmes de fonctionnement, ses adresses successives, la liste des directeurs qui se sont succédé à sa tête, chacun d'entre eux faisant l'objet d'une notice biographique (à l'heure actuelle, près de 3 000 notices ont été établies) ; les objectifs de l'enseignement proposé sont détaillés quand les sources disponibles le permettent, de même qu'il est fait mention du nombre d'enseignants et d'élèves ; ces derniers sont répartis, dans la mesure du possible, dans les différentes sections, avec indication du nombre de reçus aux baccalauréats ou aux écoles du gouvernement. Le mode d'hébergement est donné dans une brève description des bâtiments qui précise le nombre de salles de cours ou d'études et de dortoirs. Quelques « observations » dues le plus souvent aux inspecteurs d'académie lors de leurs tournées, sont rapportées ; elles donnent une idée, pour une année donnée, de l'état de l'institution.

Que les renseignements recueillis soient, d'une institution à l'autre, d'inégale valeur tient essentiellement à la pauvreté et à la dispersion des archives. La période la plus riche, du point de vue des sources, est celle au cours de laquelle l'Université exerce son monopole (1808-1850) ; les dossiers conservés aux Archives nationales ont pu être dépouillés dans leur totalité (séries F¹⁷ et AJ¹⁶). Pour le XVIII^e siècle, les renseignements sont donnés par les registres du chantre conservés aux Archives nationales, mais l'information y est succincte et on a dû avoir recours aux almanachs, aux prospectus ou aux annonces parues dans la presse de l'époque (*Mercur de France, Journal général de la France, etc.*). La période postérieure à la loi Falloux est, de même, assez pauvre en sources ; en effet, il n'y a plus d'inspections de la part de l'Instruction publique, puisque l'enseignement est « libre ». Les informations ont été recueillies soit dans des rapports administratifs et des enquêtes consignées dans divers bulletins officiels de l'Instruction publique, soit dans des monographies d'établissements. À l'heure actuelle des recherches sont poursuivies auprès des archives départementales et municipales, ces dernières conservant des dossiers qui n'ont pas été versés aux Archives nationales.

Dans son état actuel, le recensement fait état de plus de deux mille établissements sur toute la période étudiée. Les plus importants d'entre eux sont bien connus (tels Sainte-Barbe, rouvert en 1798, Stanislas, fondé en 1804, ou les grands collèges religieux nés à la faveur de la loi Falloux, comme les établissements jésuites de Sainte-Geneviève ou de Saint-Louis de Gonzague, ou encore l'école Albert-le-Grand, tenue par les Dominicains à Arcueil). La quasi exhaustivité du recensement permet

d'ores et déjà de relativiser leur place en mettant en valeur la diversité des autres établissements ; l'enquête inclut, en effet, ceux qui, en grand nombre, ont été fragiles ou instables, ou ceux qui offraient des programmes novateurs, étrangers aux standards de l'enseignement public. Il convient d'ailleurs de noter le caractère très relatif de ce que nous avons ici dénommé « établissements de niveau secondaire » : le secondaire est une notion qui s'est imposée au XIX^e siècle pour désigner des établissements proposant des études latines, mais la plupart des établissements privés accueillait des élèves de niveau élémentaire et certains proposaient des cursus non classiques. Ont été délibérément retenus des critères aussi larges que possible, afin de mesurer le phénomène de la pension privée dans toute son ampleur.

Les relations entre enseignement public et privé ont toujours été d'une grande complexité, alliant concurrence et complémentarité. Dans le cadre d'un monopole, reconnu à l'université de Paris avant la Révolution, puis à l'Université impériale après 1808, les pensions et institutions privées de Paris proposent aux élèves des collèges, en particulier à ceux venus de province, à la fois des possibilités d'hébergement et un soutien pédagogique. La loi Falloux, qui autorise, en 1850, la création d'établissements « libres », provoque la décadence des anciennes institutions privées et favorise le développement de l'enseignement confessionnel. Les diplômes et examens étant nationaux, les établissements privés doivent toutefois respecter les programmes des lycées. À partir de cette date c'est bien un système de concurrence qui s'installe entre les deux types d'enseignement.

Du fait de la longueur de la période considérée, il est clair que la notion même de pension a évolué. Une institution privée du XVIII^e siècle est très différente d'un établissement du XX^e siècle. Ces établissements ont cependant en commun de remplir, en dehors de l'enseignement proprement dit, des fonctions d'hébergement, de répétition de cours, d'aide au travail scolaire personnel, de surveillance des études. Le personnel est d'ailleurs composé, en dehors du directeur de l'établissement, de professeurs, de maîtres d'études, de répétiteurs et de surveillants, appellations qui correspondent bien à leurs fonctions.

D'autres problèmes, inhérents à la longue durée, se sont posés, qui concernent la dénomination d'un établissement, son identité ou encore son statut. Enfin, la notion même de pension ou d'institution évolue et l'on voit se créer, au cours du temps, des écoles, des externats, des cours, des académies, des écoles professionnelles ou encore des conférences ou des instituts. Le nom donné n'est pas anodin et indique le plus souvent le type d'enseignement proposé ou le statut de l'établissement.

Cette enquête permet de mettre les transformations de l'enseignement privé en rapport avec un grand nombre de facteurs, d'ordres très divers : l'évolution du système éducatif, de ses objectifs et de ses méthodes, mais aussi le développement économique et social, ou les mutations du cadre urbain. Les premiers résultats de ce travail montrent les capacités d'adaptation et d'évolution qui sont l'une des spécificités des pensions et institutions privées de garçons, et mettent en évidence la contribution qui a été la leur à l'évolution générale de l'enseignement secondaire.

À l'heure actuelle, ce travail est pratiquement achevé. Plus de deux mille monographies d'établissements et trois mille biographies de directeurs ont été réalisées. Il reste à mettre au point la base de données, interrogeable à distance, qui contiendra ces notices. Le calendrier de développement de cette base devra être arrêté dans le courant de l'année 2004.

5. HISTOIRE DES LYCÉES ET DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (PHILIPPE SAVOIE, MARIE-MADELEINE COMPÈRE ET AUTRES)

L'histoire de l'enseignement secondaire, que ce soit sous l'angle des disciplines scolaires, des établissements ou du personnel enseignant, occupe une place de premier plan dans les recherches du SHE, alors qu'elle est plutôt sous-représentée dans la production française et internationale en histoire de l'éducation. Le bicentenaire de la création des lycées (1802) a fourni l'occasion de profiter de la somme de compétence et de réflexion collective accumulée par les chercheurs de l'unité sur ce champ de recherche pour susciter une dynamique beaucoup plus large. Le SHE s'est associé à l'université Paris-IV pour organiser en juillet 2002, d'une part un colloque à la Sorbonne consacré à l'histoire des lycées (*Lycées et lycéens en France, 1802-2002*), d'autre part le XXIV^e congrès de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation, consacré à l'enseignement secondaire, au sens le plus large du terme, et à son histoire institutionnelle, culturelle et sociale (voir *infra*, organisation de colloques).

Dans le cadre du bicentenaire des lycées, le SHE a également prêté son concours à la Direction des Archives de France pour l'organisation d'une journée d'études ayant pour thème *Mémoires de lycées : archives et patrimoine* (8 juillet 2002), et à l'Institut Napoléon pour son colloque *La création des lycées et la politique scolaire de Napoléon* (15-16 novembre 2002). Il a enfin collaboré avec l'Inspection générale de l'Éducation nationale à la



célébration du bicentenaire de l'Inspection générale, née, comme le lycée, de la loi du 11 floréal an 10, qui a pris notamment la forme d'une publication collective¹. Les chercheurs du SHE ont largement participé, par leurs contributions et articles, à ces diverses manifestations et publications, et leur ont donné des prolongements sous la forme de publications ou d'interventions de l'ordre de la synthèse ou de la vulgarisation.

Marie-Madeleine Compère et Philippe Savoie, promoteurs des deux manifestations co-organisées par le SHE, ont par ailleurs donné un prolongement au séminaire sur la place de l'établissement scolaire dans l'histoire de l'éducation (voir le rapport d'activité 1996-2000) en publiant un numéro spécial d'*Histoire de l'éducation* consacré à *L'établissement scolaire. Des collèges d'humanités à l'enseignement secondaire (XVI^e-XX^e siècles)* (n° 23).

6. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (GÉRARD BODÉ)

En histoire de l'enseignement technique, la recherche a connu des avancées significatives depuis une quinzaine d'années et il n'est désormais plus question d'en parler comme d'un « chantier déserté », pour reprendre une formule de 1989 qui connut un certain retentissement. Depuis cette date, diverses thèses ont été soutenues et publiées, d'autres sont en cours, des séminaires et des colloques (quelquefois internationaux) se sont tenus, les problématiques se sont développées, allant des traditionnelles monographies d'établissements prestigieux du technique supérieur jusqu'à des questions plus larges touchant à la certification, l'apprentissage scolarisé, la formation professionnelle continue, et aux études régionales (quelquefois comparatives). Ainsi, on constate aujourd'hui l'existence d'une réelle dynamique dans ce champ de recherche, à laquelle le SHE a apporté une contribution reconnue, notamment au travers des instruments de travail et de recherche qu'il a produits. Depuis 1981, l'objectif principal du travail sur l'histoire de l'enseignement technique industriel et commercial, outre la diffusion de ses résultats par le biais de séminaires et de journées d'études, qui sera évoquée plus loin, a consisté à réaliser des outils susceptibles de servir à tout chercheur en ce domaine. Ces outils sont de deux ordres : d'une part, des recueils de textes officiels, d'autre part, des répertoires départementaux des établissements d'enseignement technique.

(1) Jean-Pierre Rioux (dir.), *Deux cents ans d'Inspection générale, 1802-2002*, Paris, Fayard, 2002.



Le premier, le recueil de textes officiels, répondait, sans doute plus encore que pour d'autres niveaux de l'enseignement, à une réelle nécessité. Depuis 1789, l'enseignement technique est marqué par une histoire administrative complexe, changeant de tutelle en plusieurs occasions et voyant, jusqu'à aujourd'hui, ses attributions scindées entre plusieurs départements ministériels concurrents, mais dont les finalités ne se recouvrent pas nécessairement. Il importait donc de débroussailler et de clarifier cette histoire. Il s'en est suivi la publication de deux premiers volumes couvrant respectivement les périodes 1789-1926 et 1926-1958. Un troisième, portant sur la période postérieure à 1959, est en cours de réalisation.

Après l'important travail de clarification opéré par l'équipe de Thérèse Charmasson pour le premier volume, la réalisation du second, paru en 2002 (n° 7), semblait a priori s'inscrire dans une période chronologique à l'histoire administrative plus stable puisque, depuis 1920, l'enseignement technique est définitivement rattaché au ministère de l'Instruction publique. En réalité, divers ministères ont réussi à conserver leurs établissements et à développer leur propre politique de formation professionnelle, le plus important étant le ministère de l'Agriculture, qui fait l'objet d'une autre recherche au Service d'histoire de l'éducation (cf. *infra*). Par ailleurs, les contingences économiques (la dépression des années 1930, l'Occupation, les difficultés de la reconstruction des années 1950) ont provoqué un élargissement du domaine de compétence de l'enseignement technique. Ses relations avec l'apprentissage traditionnel se sont renforcées par le biais d'une politique de scolarisation progressive des divers types d'apprentissages. De même, pour répondre à la montée du chômage au cours des années 1930, puis plus tard, dans les années 1950, au manque de main-d'œuvre qualifiée, l'enseignement technique est devenu un élément d'une politique plus vaste de développement et de sauvegarde de l'emploi. De ce fait, le ministère chargé du Travail a créé ses propres structures, qui pouvaient apparaître comme complémentaires, voire même concurrentes, de celles de l'Éducation nationale. Enfin, l'inflation en textes réglementaires au cours du XX^e siècle, en dépit de la multiplication de recueils officiels, nuit à une vision synthétique du développement de la politique officielle et de l'évolution administrative de cette branche d'enseignement. C'est ainsi que, pour cette période 1926-1958, plus de 16 000 textes ont été recensés : l'une des difficultés pour la réalisation de ce volume a été d'en proposer une vision structurée.

Le choix opéré a consisté à scinder le volume en deux tomes, le premier comprenant une sélection des principaux textes officiels, publiés *in extenso* et accompagnés d'un appareil de notes et d'une introduction

historique, le second présentant sous forme thématique l'intégralité des textes recensés, avec indication, pour chacun d'eux, des cotes d'archives ou de bibliothèques.

Pour le troisième tome, dont la préparation est bien avancée, les difficultés sont similaires. Elles ont encore été accentuées du fait de l'intégration de cet enseignement dans un système éducatif unifié et, de plus, en perpétuelle mutation. Il faut aussi tenir compte de l'apparition, au cours de ces dernières années, d'une édition électronique des textes officiels (sites Légifrance pour les journaux officiels, mise en ligne des bulletins officiels des principaux ministères) qui pose la question de la pertinence de la poursuite de cette opération de publication de textes officiels sous la forme papier traditionnelle. Cette recherche n'échappe donc pas à la réflexion globale entamée au sein du SHE sur la mise en œuvre de bases de données. La plupart des dépouillements pour cette période 1959 à nos jours sont déjà achevés, et plus d'un tiers des textes a été saisi en vue de la publication. Mais l'achèvement du recensement thématique des textes reste partiellement conditionné par les choix éditoriaux que le SHE sera amené à prendre dans les années à venir (livre, cédérom, mise en ligne, etc.).

Le second volet de la recherche, les répertoires départementaux des établissements d'enseignement technique (qui couvrent ici, outre l'enseignement industriel et commercial, l'enseignement agricole, vétérinaire et maritime, tant civil que militaire), répond à une finalité complémentaire de celle du travail sur les textes officiels. En recensant les établissements créés ou projetés entre 1789 et 1940 dans un certain nombre de départements, c'est le résultat de leur politique qu'on tente de cerner. Par ailleurs, cette approche présente aussi l'avantage de permettre l'examen de différents types d'acteurs, tant privés que publics, d'étudier leurs motivations et leurs attitudes à l'égard des politiques étatiques, et de déceler des variations locales. Ce travail est effectué au niveau départemental avec l'aide d'une équipe de chercheurs associés. 28 départements sont actuellement concernés. En 2003, la recherche a débuté pour le département du Rhône ; en revanche, le départ de professeurs associés en charge de la Haute-Vienne et du Pas-de-Calais y a provisoirement arrêté les dépouillements. Les travaux sont terminés pour quatre départements (Corrèze, Var, Somme et Lot) et en voie d'achèvement pour six autres (Pyrénées-Orientales, Dordogne, Charente-Maritime, Gironde, Loire-Atlantique et Côtes-d'Armor). La préparation de la publication des premiers (n° 9) a nécessité une remise en cause de certains choix. L'aspect « atlas » cartographique qui figurait dans le projet initial a ainsi été abandonné ou, plus exactement, reporté

sur l'échelon national. La publication des premiers volumes a aussi permis d'amorcer une réflexion sur l'opportunité d'une mise en ligne des résultats, parallèlement à la publication des ouvrages. Outre l'extension de la recherche vers de nouveaux départements au fur et à mesure de la publication des premiers répertoires, cette mise en ligne constituera l'un des axes de travail pour les années à venir.

7. LES ENSEIGNEMENTS TECHNIQUES ET INTERMÉDIAIRES :
RECHERCHES COMPARATIVES, RÉGIONALES ET URBAINES (GÉRARD
BODÉ, RENAUD D'ENFERT, PHILIPPE SAVOIE)

La recherche a pour origine une étude conventionnée sur la formation de la main d'œuvre en Lorraine industrielle française et allemande (1870-1940), menée entre 1992 et 1994 par Gérard Bodé et Philippe Savoie. Cette étude avait permis de vérifier les perspectives de renouvellement des connaissances et des problématiques qu'offre une approche des enseignements postélémentaires populaires qui soit à la fois attentive à la dimension locale des phénomènes – rôle de divers acteurs locaux, données politiques, administratives, financières et matérielles – et soucieuse de les replacer dans une analyse à plus large échelle. Les prolongements qui lui ont été donnés depuis 1995 ont approfondi l'analyse comparée des systèmes allemand et français. Ils ont également fait apparaître la nécessité de mieux intégrer à l'analyse l'étude des enseignements dispensés, des cursus, des moyens mobilisés par l'enseignement et des rapports entre la formation et ses applications pratiques. Le colloque co-organisé par le SHE à Villeneuve-d'Ascq en janvier 2001 a permis de confronter ces pistes aux travaux d'un grand nombre de chercheurs de ce secteur, en France et à l'étranger.

Pendant la période considérée, les recherches menées dans ce cadre ont été les suivantes :

– Une étude comparative entre les niveaux les plus élémentaires de l'enseignement technique et professionnel en France et en Allemagne entre 1815 et 1940 (cours professionnels français et *Fortbildungsschulen* allemandes). Amorcée en réponse à un appel d'offres du programme *Éducation et formation en Europe* du CNRS, cette étude s'est poursuivie autour de la question récurrente du « modèle allemand » de formation professionnelle, en s'attachant plus particulièrement au développement des cours par alternance destinés aux apprentis ou ouvriers du commerce et de l'industrie déjà impliqués dans le monde du travail. En France, bien avant que la loi Astier n'instaure les cours professionnels obligatoires, di-

vers types de cours du soir s'étaient développés (cours pour ouvriers de la Restauration et de la monarchie de Juillet, cours du soir des Bourses du travail, cours patronaux au sein des usines, etc.). À la même époque, en Allemagne, les cours de perfectionnement (*Fortbildungsschulen*) recouvraient un ensemble hétérogène assez proche de ce qui se passait en France, comme a pu le démontrer l'analyse ciblée sur le district de Trèves (n° 48). Jusqu'à vers 1870, la situation ne paraît pas fondamentalement différente dans les deux pays, tout au moins au niveau de l'organisation scolaire. En revanche, la législation allemande du travail instaure une réglementation de plus en plus tatillonne avec la mise en place, entre 1825 et 1869, du Code industriel (*Gewerbeordnung*) – qui devient loi impériale en 1871 – déléguant le soin de l'organisation de l'apprentissage et des cours par alternance à des organismes intermédiaires (chambres de métiers et de commerce, corporations, communes, etc.). Cette réglementation peut être opposée au libéralisme français (abolition des corporations, contrats d'apprentissage individuels) comme le révèle bien le cas de l'Alsace-Lorraine (n° 46 et 49).

– Une recherche spécifique sur l'enseignement du dessin, dans le cadre d'une thèse de doctorat, aujourd'hui publiée (n° 25). Elle a notamment permis de réévaluer le rôle joué par les écoles de dessin dans la formation technique élémentaire en France au XIX^e siècle, rôle généralement masqué par le caractère local de ces établissements et par un enseignement jugé trop « artistique » pour être intégré dans le champ de l'enseignement technique. Il a ainsi été possible de prendre la mesure du phénomène « école de dessin » au XIX^e siècle (densité du réseau, importance des effectifs), de préciser la fonction et l'organisation pédagogique (« à temps partiel ») de ces établissements et de mettre en évidence les articulations entre l'enseignement dispensé en leur sein et l'apprentissage effectif du métier chez un patron.

– L'étude sur les origines, le développement et les modalités de l'enseignement technique industriel français (Philippe Savoie) a peu progressé pendant cette période, d'autres recherches et activités ayant mobilisé son auteur. Toutefois, une partie de ses résultats a pu être exposée et publiée à l'occasion de colloques internationaux.

8. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE, DE LA LIBÉRATION À NOS JOURS (ANNE-MARIE LELORRAIN)

Fortement ralentie par le départ de son responsable vers de nouvelles fonctions, cette recherche peut cependant être considérée comme achevée. Elle a en effet abouti, dans la lignée d'un ouvrage paru en 1992 sur la période précédente, à la constitution d'un recueil des principaux textes officiels ayant régi l'enseignement agricole de 1945 à 1999, chaque texte étant présenté et annoté. L'ensemble est précédé d'une introduction générale analysant l'évolution de cette législation, dans le contexte économique et politique qui a été le sien au cours du dernier demi-siècle. L'ouvrage devrait paraître à la fin de 2004.

9. LE PERSONNEL ENSEIGNANT AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES : ÉCONOMIE, POLITIQUE ET GESTION (PHILIPPE SAVOIE)

Après la publication, en 2000, du premier volume du recueil des textes officiels relatifs aux enseignants du secondaire (n° 34), l'activité du responsable de la recherche a été principalement mobilisée par l'organisation des manifestations liées au bicentenaire du lycée et la publication de leurs actes, ainsi que par celle d'un numéro spécial d'*Histoire de l'éducation* consacré aux établissements secondaires, en collaboration avec M.-M. Compère (n° 23). La question du corps enseignant secondaire est évidemment présente dans tout ce qui concerne les lycées et autres établissements secondaires, et dans les publications du chercheur en particulier, mais la recherche elle-même, consacrée à la dépense enseignante, à ses déterminants (traitements, revenus et charges annexes, carrières, effectifs, taux d'encadrement, temps de service, etc.) et aux politiques du personnel mises en œuvre depuis deux siècles, s'en est trouvée ralentie.

Une série de travaux, d'interventions et de publications de natures diverses (contribution à un rapport officiel sur le personnel enseignant, contribution à la revue ministérielle *Éducation et formation*, participation à des séminaires, articles de presse, interviews) a toutefois permis d'en diffuser plus largement les résultats.

Les études locales menées par des chercheurs associés dans les dépôts d'archives publiques et privées du Morbihan et de l'ancienne Seine-et-Oise se sont poursuivies pendant toute la période ; celle qui concerne l'Aube, jusqu'en septembre 2002. Elles sont consacrées à des collèges communaux et à des établissements privés, ainsi qu'au lycée de Versailles, qui devrait faire l'objet d'une étude centrée sur la crise des ly-

cées sous la Troisième République, et au collège de Troyes, devenu lycée en 1854. Les données accumulées, qui ont déjà alimenté la recherche en général, seront exploitées dans les prochaines années sous forme monographique (à l'échelle départementale pour le Morbihan, à celle des établissements pour l'Aube et l'ancienne Seine-et-Oise).

IV – ADMINISTRATION ET POLITIQUES DE L'ÉDUCATION

Les politiques éducatives constituent certainement – avec les idées pédagogiques – un des domaines le plus anciennement explorés par l'historiographie. Dès le XIX^e siècle, une production de qualité abonde, éventuellement sous la forme autobiographique (souvenirs de ministres ou hauts responsables de l'Instruction publique). Explicitement ou non, ces histoires participent aux débats et conflits sur les rapports entre l'État, l'Église et l'École qui constituent une constante majeure de notre histoire depuis deux siècles au moins.

L'évolution récente de notre système éducatif a passablement modifié l'idée que l'on se fait aujourd'hui des conditions et des effets des politiques ministérielles. La question désormais récurrente des « réformes » ou des « innovations », de leurs champs d'application – établissements, zones, quartiers... – et des forces qui les soutiennent ou les combattent, fait apparaître (ou réapparaître) le rôle d'acteurs plus nombreux de l'institution : administrateurs, directeurs d'établissements, enseignants ou, d'une façon moins institutionnelle, acteurs de la vie politique ou économique locale ou régionale, membres d'associations ou de réseaux d'influence divers, etc.

C'est dans cette double perspective que l'unité a engagé des recherches tendant à évaluer le rôle de différents acteurs de l'histoire de notre enseignement. L'approche principalement utilisée ici est celle qui est le mieux à même de cerner des populations d'importance moyenne : il s'agit de la prosopographie et, pour l'époque récente, de l'enquête orale.

1. HISTOIRE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE (GUY CAPLAT)

Depuis plusieurs années l'étude de l'histoire de l'administration de l'enseignement a été essentiellement orientée vers l'analyse historique de la fonction d'inspection générale de l'Instruction publique. L'aspect biographique a été privilégié dans la mesure où la découverte des hommes – dont la plupart étaient méconnus – permet de mesurer plus concrètement le recrutement, la formation, les origines et le rôle des inspecteurs

généraux et de mieux concevoir les phases d'une évolution de l'institution, riche et complexe.

Après la parution de deux volumes d'un dictionnaire biographique des inspecteurs généraux de 1802 à 1940, un troisième ouvrage a été consacré à l'inspection générale de l'enseignement supérieur au XIX^e siècle (n° 12). La double originalité du travail des deux auteurs (Guy Caplat et Bernadette Lebedeff-Choppin) a été, d'une part, de mettre en valeur les sources d'information que constituent les rapports d'inspection, produit spécifique de l'activité exercée sur le terrain par les inspecteurs généraux, d'autre part, de présenter un répertoire de ces rapports, assorti d'une série d'entrées destinées à en faciliter l'exploitation par les chercheurs. À l'origine de l'étude, un recensement, à visée exhaustive, des rapports des inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur (en dépôt principalement aux Archives nationales) a permis de repérer plus de huit cents rapports rédigés entre 1805 et 1912 (dont certains reproduits dans l'ouvrage). À partir des critères fournis par une grille d'analyse des informations contenues dans les documents, les données estimées les plus pertinentes pour les chercheurs ont été sélectionnées. L'ensemble des rapports, classés dans l'ordre chronologique de leur rédaction, a donné lieu à de courtes notices qui permettent d'identifier le rapport (date, ville, établissement, nombre de pages, auteur(s)) ; de donner une liste des thèmes abordés ; de localiser le rapport dans les fonds des Archives nationales.

On peut souligner l'intérêt que présente, pour les chercheurs, l'identification des thèmes présents dans les rapports. Sont également éclairées les conditions d'intervention des inspecteurs : sont retracés l'évolution de l'institution de contrôle dont on découvre l'étendue des missions (les cours de l'enseignement supérieur, avec les compétences scientifiques et pédagogiques dont ils témoignent, font l'objet d'inspections), le déroulement des tournées, le cadre des instructions officielles, la variété des rapports. Les établissements sont inventoriés, les dates de création et les implantations (qui ont varié) sont définies avec une précision jusqu'alors trop négligée. Sont exposés les problèmes dominants du « haut enseignement » : état des locaux, personnel, étudiants. Autant de témoignages de nature à permettre une meilleure connaissance de l'histoire des universités.

Une nouvelle recherche a été entreprise par Guy Caplat concernant l'inspection générale de l'enseignement technique. Ce corps est rattaché seulement depuis 1920 au ministère de l'Instruction publique, de même que la direction de l'enseignement technique qui relevait, jusqu'alors, de l'autorité du ministère du Commerce et de l'Industrie. Les origines et la spécificité de cette inspection apparaîtront en la replaçant dans l'histoire



du mouvement, profond mais assez discontinu et discret, qui a favorisé l'essor et le développement d'un enseignement professionnel et technique. Lorsque cet enseignement, en prenant de l'importance, s'est structuré en une administration, celle-ci, à l'instar des administrations centrales, s'est dotée de moyens de contrôle, et en particulier d'une inspection générale. Sans doute en raison de la diversité des formations, inhérente à ce secteur, et aussi de la disparité des établissements, la création d'un poste d'inspecteur général a été limitée, à son point de départ sous le I^{er} Empire, à la surveillance d'une catégorie d'établissements, les écoles d'arts et métiers. La fonction finira par s'étendre, en dépit de phases d'expansion inégales et parfois rémittentes, acquérant plus de force et d'ampleur avec les transformations industrielles et économiques, surtout à la fin du XIX^e siècle. L'accompagnement du milieu professionnel est un fait institutionnel dans l'enseignement technique mais la part des hommes est loin d'être négligeable. Les biographies des inspecteurs généraux l'attestent. L'enseignement technique a évolué en marge des autres ordres d'enseignement, ce qui n'exclut pas l'existence de conflits entre ministères de tutelle, mais le plus souvent il est resté ignoré des autres. Ce relatif isolement a longtemps caractérisé cet enseignement et son corps d'inspection. Le rattachement de 1920 a conduit à des rapprochements après la Deuxième Guerre mondiale, voire à des fusions, mais la tendance à l'autonomie a suscité pendant bien des années des ambiguïtés au sein du système éducatif.

2. LE BICENTENAIRE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

L'inspection générale de l'Éducation nationale a célébré en 2002 le bicentenaire de sa création. Le Service d'histoire de l'éducation a attiré l'attention de la Délégation aux Célébrations nationales sur cet anniversaire (n° 130).

Ce corps trouve son origine dans l'article 17 de la loi du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802), qui crée une inspection générale des études. En deux siècles, l'institution a évolué, comme l'ont montré les ouvrages de Guy Caplat consacrés à son histoire. C'est par l'édition d'un ouvrage collectif établi sous la direction de Jean-Pierre Rioux, historien et inspecteur général : *Deux cents ans d'Inspection générale, 1802-2002*, que l'IGEN a tenu à marquer le bicentenaire. À ce livre, sous-titré « Mélanges », ont collaboré nombre d'IGEN mais également des chercheurs extérieurs au corps, dont plusieurs chercheurs du Service d'histoire de l'éducation ou chercheurs associés. Ils ont abordé aussi bien



la question des origines et des débuts du corps (n° 131 et 159) que celle de son évolution récente suite à la réforme des statuts de 1989 (n° 146) et ont également consacré une étude spécifique à deux de ses composantes : l'inspection des écoles maternelles (n° 151) et celle de l'enseignement technique (n° 62).

C'est également dans la perspective de la célébration de ce bicentenaire que la recherche sur la prise de décision en éducation (cf. *infra*) s'est focalisée sur le recueil d'archives orales auprès d'inspecteurs généraux de l'Éducation nationale ; l'inventaire analytique des entretiens avec quarante d'entre eux a été publié (n° 30), l'analyse de ces entretiens ayant fourni la matière à l'une des contributions au volume du bicentenaire (n° 146). Enfin, le SHE a contribué à faire connaître l'histoire du corps à travers le bulletin de l'IGEN, qui a publié dans chacun de ses quatre numéros de l'année 2002 un article historique documenté aux sources d'archives (n° 60 et 61).

Globalement, l'unité a montré sa capacité à mobiliser des moyens significatifs sur la célébration d'un événement ponctuel lié à l'histoire de son administration de tutelle, en faisant converger des ressources constituées dans un programme de recherche s'inscrivant dans la durée.

3. LES RECTEURS D'ACADÉMIE EN FRANCE DE 1809 À 1940 (JEAN-FRANÇOIS CONDETTE)

Depuis plusieurs décennies, les critiques se multiplient contre la « machine Éducation nationale » et sa gestion administrative des affaires, au sein d'une structure jugée monolithique. C'est alors un lieu commun que de dénoncer le poids des traditions et des pesanteurs centralisatrices qui contrecarrent l'esprit de novation et l'initiative locale, même après le vote des grandes lois de décentralisation des années 1980. Le ministère de l'Éducation nationale serait ainsi victime du poids trop lourd de son histoire dans laquelle le moment napoléonien, par la fondation de l'Université impériale (1806 et 1808), apparaît comme une sorte de tare originelle, celle d'une centralisation à l'extrême où l'enseignement devient un élément constitutif du « système idéologique d'État ». La recherche sur les recteurs d'académie de 1809 à 1940, par l'étude détaillée de leur action dans la longue durée, cherche à réexaminer cette logique de la décision politique au sein de l'Instruction publique en accordant davantage de place à l'échelon local et régional.

Si les travaux sont nombreux sur l'évolution générale des structures éducatives en France depuis la Révolution, ceux sur les recteurs d'aca-

démie demeurent, en revanche, très rares. On connaît bien mieux les enseignants des facultés, surtout parisiennes (travaux réalisés ou dirigés par C. Charle), les inspecteurs généraux (travaux réalisés et dirigés par G. Caplat, ouvrage dirigé par Jean-Pierre Rioux), les maîtres du primaire et du secondaire, que le microcosme rectoral, qui joue pourtant un rôle fondamental dans la construction du système éducatif français. Tout se passe comme si, dans une hiérarchie tridimensionnelle, on oubliait volontairement l'étage intermédiaire, pour concentrer le regard sur les hautes sphères décisionnelles parisiennes (ministère, inspecteurs généraux...) et sur les structures de base qui, sur le terrain mettent en œuvre la politique éducative (les établissements et leurs multiples monographies, les personnels enseignants...). Dans ce schéma préconstitué, l'étude du recteur en son académie, maillage intermédiaire entre le central et le local, n'a qu'un médiocre intérêt. Il n'est alors qu'un agent d'exécution de décisions prises par d'autres et ne dispose d'aucune autonomie réelle. C'est cette vision d'un recteur identifié à une simple courroie de transmission, au sein d'une pyramide décisionnelle hypercentralisée, que veut réexaminer cette recherche. Dépeints tout au long du XIX^e siècle, par la presse éducative et par les enseignants eux-mêmes, comme « *des fruits secs de l'enseignement* » (Francisque Sarcey) pressés de quitter l'univers de la classe qui les épuise, ou comme des universitaires renégats qui, par goût des honneurs et du pouvoir, délaissent leur idéal de libres chercheurs pour devenir les serviteurs de l'État, les recteurs d'académie demeurent des méconnus de l'histoire.

Le chantier de recherche, ouvert au sein du Service d'histoire de l'éducation depuis 1999, s'appuie sur un travail prosopographique de grande ampleur qui doit permettre de réaliser les fiches biographiques de l'ensemble des titulaires de la fonction entre 1809, date des premières nominations par l'empereur, et 1940. La reconstitution des successions rectorales, académie par académie, est achevée et permet d'isoler près de quatre cents titulaires pour la période. Le dépouillement des dossiers personnels des fonctionnaires (série F¹⁷ des Archives nationales), complété par la lecture des multiples dictionnaires nationaux et locaux, par l'examen des revues pédagogiques et scientifiques spécialisées, doit déboucher sur la composition de fiches biographiques détaillées pour chaque titulaire. L'ensemble de ces informations donnera lieu à la publication d'un *Dictionnaire biographique des recteurs d'académie en France de 1809 à 1940*.

À partir de cette base de données, la seconde étape du travail, fondamentale, a pour but de dégager les grandes caractéristiques de ce microcosme. Chantier d'histoire sociale, cette recherche doit permettre de mesurer le degré de renouvellement d'une élite administrative sur la

longue durée et de mieux appréhender les processus mis en œuvre dans le recrutement de ces serviteurs de l'État. La synthèse napoléonienne entre notables d'Ancien Régime et nouvelles classes dominantes est-elle effective chez les recteurs d'académie et assiste-t-on, progressivement, tout au long du XIX^e siècle, au déclin des « notables », remplacés par la bourgeoisie montante puis par les « boursiers conquérants » célébrés par la République enfin installée ? Il faut aussi examiner le possible enracinement des recteurs dans le tissu social régional, tout en s'intéressant aux conditions d'une lente professionnalisation de la fonction, qui fait progressivement disparaître le recrutement exogène au monde de l'Instruction publique, puis impose la figure du recteur professeur de faculté (1854). Chantier d'histoire politique, la recherche tente aussi de dégager, selon les divers régimes en place, les critères politiques du choix des recteurs et d'examiner le processus des épurations administratives lors des changements politiques majeurs. Le recteur est aussi souvent amené à prendre position dans la vie de la Cité et certaines périodes historiques le transforment en agent politique au service du régime, le bon recteur étant, comme le préfet, celui qui obtient, dans son académie, de « bonnes élections ».

Plus largement, l'enjeu majeur de la recherche est de définir la possible marge de manœuvre du recteur, « chef » de son espace académique spécifique. Doit-on forcément conclure à une application sans nuance des décisions nationales, au nom de l'unicité nécessaire de la nation et du combat contre le particularisme des « petites patries » ? Ne peut-on pas, à certaines périodes, voir aussi dans le recteur un défenseur des spécificités et des volontés éducatives de son académie, à l'écoute de la demande locale de formation ? C'est alors l'enracinement réel de la figure rectorale au sein de la réalité régionale qu'il faut analyser, en dépassant le stade des simples textes législatifs pour retourner au plus près du terrain, par le dépouillement de la volumineuse correspondance entre les recteurs et le ministère (F¹⁷) et l'étude systématique des procès-verbaux des réunions des conseils académiques (F¹⁷). La relecture des multiples ouvrages monographiques qui présentent l'histoire des établissements particuliers ou l'évolution de la situation de l'enseignement dans une entité territoriale définie sont autant d'outils au service de cette recherche. Celle-ci revêt enfin une dimension d'histoire culturelle évidente, par l'examen des profils « scientifiques » des recteurs, mais aussi par la prise en compte de leur rôle dans l'animation de la vie culturelle régionale. Officiers supérieurs d'un système scolaire d'État, ils sont porteurs d'une certaine culture savante, mais aussi de valeurs philosophiques, politiques ou religieuses qu'il faut prendre en considération. Dans un autre sens, anciens enseignants pour la plupart, les recteurs ont souvent des opinions personnelles sur les questions d'éducation, certains se transformant d'ailleurs en « rec-

teurs pédagogues ». Au travers du prisme rectoral, il faut alors tenter une nouvelle lecture de l'ensemble de la politique scolaire des gouvernements français pour analyser comment les recteurs mettent en œuvre les grandes réformes des XIX^e et XX^e siècles. Une fois encore, c'est toute la question des rapports entre l'autonomie et la dépendance, entre la centralité parisienne et la périphérie académique, qui se trouve posée.

L'ensemble de ces questions devrait donc logiquement déboucher sur un ouvrage de synthèse, complétant le *Dictionnaire biographique des recteurs*.

4. LA DIRECTION DES LYCÉES DEPUIS LA LIBÉRATION (PIERRE BENOIST)

L'histoire de l'administration centrale de l'Enseignement est mal connue, tout particulièrement pour la période récente. En croisant l'analyse historique et la réflexion née d'une expérience personnelle de cet échelon de décision, on a cherché, sur une question précise dont l'occasion a été donnée par la célébration du bicentenaire des lycées, à déterminer comment l'organisation de l'administration centrale de l'Éducation nationale a préparé, accompagné, suivi l'évolution des établissements d'enseignement public de second degré de 1944 à 1986. Jusqu'en 1960 environ, les établissements sont gérés d'une manière centralisée dans le cadre des structures verticales traditionnelles mises en place en 1944. Trois directions étaient concernées par les effectifs du second degré : celle du second degré, celle de l'enseignement technique, celle du premier degré (pour les cours complémentaires). À l'accroissement considérable des effectifs, l'administration a d'abord répondu par un renforcement de la centralisation, en nationalisant les collèges municipaux (1955), mais cette réponse était partielle, car très lente ; une autre réponse a consisté dans la rationalisation des constructions scolaires, par la création d'une direction spécialisée (1956). Mais le système d'administration, à la fois cloisonné et centralisé, avait atteint ses limites. À partir de 1960, la mise en application des cycles d'observation et d'orientation, définis par la réforme de 1959, n'a été possible que par la réorganisation de l'administration centrale : cette réorganisation a consisté dans la création d'une direction générale (1960), puis d'un secrétariat général (1963), permettant une gestion unifiée de la réforme du second degré. Les outils essentiels de cette gestion ont été la carte scolaire (1963) et, à partir de 1964, la déconcentration sur les rectorats, dont l'histoire reste à faire pour cette période. Par la suite, la succession des organigrammes a été inspirée par la recherche des meilleures connexions administratives, sans qu'un opti-

mum ait pu être véritablement trouvé. Paradoxalement, la décentralisation, entrée dans les faits en 1986, si elle a profondément modifié l'administration des établissements, n'a eu pratiquement aucune conséquence sur l'organigramme de l'administration centrale.

5. LA PRISE DE DÉCISION À L'ÉDUCATION NATIONALE DEPUIS LA GUERRE (MARIE-THÉRÈSE FRANK, PIERRE MIGNAVAL, FRANÇOISE LEPAGNOT-LECA)

La recherche sur les politiques éducatives et la prise de décision à l'Éducation nationale depuis 1945 s'est poursuivie avec sa double mission initiale : collecte, traitement informatique, archivage des témoignages ; analyse des politiques éducatives et du processus décisionnel à travers ces sources orales constituées par la mémoire « d'en haut » du ministère.

Depuis la fin de l'année 2000 jusqu'à l'automne 2003, la progression de l'enquête a conduit à fixer la recherche sur les politiques éducatives de Jean-Pierre Chevènement et de René Monory, ministres de l'Éducation nationale de 1984 à 1986 et de 1986 à 1988. Ces deux ministres, un secrétaire d'État, Nicole Catala, et la plupart des membres des cabinets ministériels ont pu être interviewés, ainsi que des responsables syndicaux et des inspecteurs généraux en poste au ministère de l'Éducation nationale durant ces quatre années.

Au double objectif originel de la recherche s'est ajoutée, en 2001-2002, une mission intermédiaire liée à la commémoration du bicentenaire de l'Inspection générale. Pour la mener à bien, quarante inspecteurs généraux, parmi lesquels les doyens successifs de l'Inspection générale et les doyens de chaque groupe, ont été sollicités. Leurs témoignages enregistrés ont fait l'objet de publications. Cette inflexion de la recherche a contribué à une meilleure connaissance de l'Inspection générale et de son rôle dans le système éducatif, au moment où elle connaissait une mutation fondamentale de ses fonctions du fait de la réforme lancée par Lionel Jospin en 1989.

Toutefois, l'objectif prioritaire demeure la collecte de témoignages, menée en parallèle sur deux ministères politiquement différents, ceux de J.-P. Chevènement et de R. Monory, pendant une période, courte mais essentielle, celle de la cohabitation, des consultations électorales législatives (1986) et présidentielle (1988). Les deux ministres, conscients des limites imposées à leur fonction et à leur possibilité d'action par ces échéances électorales, ont conduit une politique d'autant plus volontairement active et novatrice. Comparer l'action, les priorités, les

équipes et les méthodes successivement choisies par J.-P. Chevènement et R. Monory, cerner les continuités et les ruptures avec les politiques de leurs prédécesseurs Alain Savary et Christian Beullac, tels ont été les principaux objectifs qui ont orienté l'enquête.

La décision a été prise, en outre, d'exploiter le fonds d'archives recueillies et de le valoriser, en publiant l'intégralité du témoignage d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation nationale : Jean Ferrez. Responsable de dossiers majeurs, Jean Ferrez a accordé onze entretiens. Ce témoignage, d'une grande richesse, permet de suivre, de 1943 à 1983, les transformations des structures du ministère, l'évolution du système éducatif, et de mieux comprendre le fonctionnement des rouages de l'administration centrale comme lieu essentiel de prise de décision.

Pour les années à venir sont prévus :

- la poursuite de l'étude des ministères de J.-P. Chevènement et de R. Monory, en axant plus particulièrement la collecte de témoignages sur l'action des secrétaires d'État, sur le rôle des groupes de pression, syndicats et parents d'élèves, et sur celui des autorités décentralisées ;
- le lancement d'une nouvelle campagne, systématique, sur les recteurs, visant à étudier, par leurs témoignages, l'évolution de leur fonction et de leur place dans le système éducatif ;
- la poursuite de la publication des inventaires et de la publication intégrale d'autres témoignages, dans un premier temps celui de Guy Caplat.

6. MICHEL DEBRÉ ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE (PIERRE BENOIST)

Cette recherche se situe à l'intersection de deux axes du programme de Service d'histoire de l'éducation précédemment évoqués : l'histoire de l'enseignement technique et la prise de décision dans l'Éducation nationale. Elle a été menée en 2001-2002 sur l'œuvre de Michel Debré dans le domaine de la formation professionnelle, lorsqu'il était Premier ministre de 1959 à 1962, puis ministre de l'Économie et des Finances en 1966. Elle a porté d'abord sur la période dite de la « promotion sociale », qui a commencé en 1959, et elle a permis de mettre en relief le rôle personnel de Michel Debré dans le projet qui consistait à offrir aux travailleurs, quel que soit leur statut, la possibilité d'un perfectionnement professionnel débouchant sur une promotion individuelle dans l'échelle sociale. M. Debré utilisait, pour réaliser ce projet, qui lui tenait à cœur pour des raisons personnelles et politiques, une zone de liberté d'action que lui laissait le chef de l'État, et répondait à une évolution de la demande en main-d'œuvre au niveau de technicien. L'opération ne pouvait se faire

sans la participation active des ministères qui avaient déjà une activité importante dans ce domaine, notamment celui de l'Éducation nationale, mais elle heurtait néanmoins de plein fouet les susceptibilités territoriales. Aussi les plus grandes précautions ont-elles été prises pour masquer les critiques sous-jacentes du système existant sur lesquelles reposait le projet.

Les résultats obtenus ont été honnêtes, sans plus. Un des intérêts principaux de l'opération a été de regrouper les ministères formateurs dans des organismes interministériels placés sous l'autorité du Premier ministre, et de créer une dynamique nouvelle. Mais le système a périclité après le départ de Michel Debré du gouvernement (1962), qui a posé le problème crucial de l'interministérialité du dispositif. L'accélération de la croissance économique, à partir de 1960, a fait oublier le souci de promotion sociale au profit de l'adaptation de la main-d'œuvre aux besoins de l'économie.

En 1966, M. Debré, ministre de l'Économie et des Finances, a repris l'offensive sur le même sujet, au motif des besoins de l'économie. Il était animé par le même souci que précédemment de prolonger la formation initiale. La recherche a permis d'établir que la loi du 31 décembre 1966 était bien une initiative personnelle de M. Debré. Elle concernait aussi bien la formation initiale que la formation continue, ouvrant des crédits importants en faveur des collèges d'enseignement technique et des instituts universitaires de technologie. Tirant les conséquences des difficultés antérieures, la loi créait un dispositif efficace de coordination interministérielle entre les mains du Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale et lui assurait des moyens financiers permanents. Si le dispositif n'a pu fonctionner que quelques années, par suite du départ du Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, il a constitué le socle institutionnel de la coordination interministérielle : celui-ci a été repris par les lois ultérieures et demeure en vigueur actuellement.

7. HISTOIRE BIOGRAPHIQUE DE L'ENSEIGNEMENT

L'intitulé de cette recherche est celui d'une collection lancée conjointement par l'unité et l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (CNRS) au milieu des années 1980. Elle compte aujourd'hui sept volumes mais, bien qu'elle soit ouverte à toute forme de prosopographie concernant des acteurs de l'éducation et de l'enseignement, les propositions de publication qu'elle reçoit n'abondent pas. Elle devrait cependant accueillir, dans les prochaines années, trois dictionnaires consacrés, l'un aux inspecteurs généraux de l'enseignement

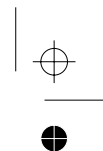
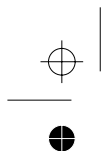


technique (Guy Caplat), le second aux recteurs d'académie de 1809 à 1940 (Jean-François Condette), le troisième aux professeurs des facultés des sciences (Claire Lemerrier, IHMC). Un volume consacré aux professeurs de droit du XIX^e siècle est également envisagé (Patricia Ducret).

Un peu en marge de cette collection, et dans le cadre de l'action entreprise pour offrir un lieu d'expression et d'échanges aux recherches menées en divers lieux sur Ferdinand Buisson et son *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, action qui s'était traduite par l'organisation d'une journée d'étude sur ce personnage en mai 2000 et par la mise en ligne de pages « Buisson » sur les pages Internet du SHE, l'unité a soutenu la recherche prosopographique de Patrick Dubois sur les rédacteurs de ce *Dictionnaire*. Celle-ci a débouché sur la publication d'un répertoire biographique, auquel a collaboré un chercheur du Service (n° 10).

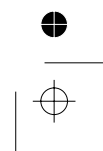
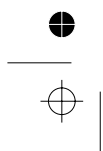
L'approche prosopographique adoptée par l'unité se traduit enfin par la constitution et la mise en ligne de fichiers consacrés à plusieurs populations d'enseignants ; on les trouvera présentés ci-après.

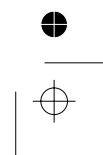
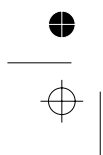
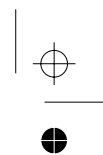
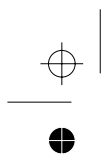




TROISIÈME PARTIE : ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

RESSOURCES ET SERVICES





L'unité peut se définir comme un laboratoire de service, comme l'indique la dénomination même qui a été retenue pour la désigner. Cela implique qu'à côté de recherches propres, et en étroite imbrication avec elles, elle consacre une large part de son activité à la production de documentation de recherche, ainsi qu'à des fonctions de diffusion, de valorisation et d'accueil. La distinction avec la fonction de recherche n'est pas toujours facile à opérer puisque c'est une logique de recherche qui sous-tend la fonction documentaire ; mais on a regroupé, dans cette troisième partie, l'ensemble des activités dites « spécifiques », en insistant plus particulièrement sur leurs aspects techniques et documentaires. De ce point de vue, le développement des technologies de l'information a des incidences croissantes sur la mise à disposition des ressources produites par l'unité et, par conséquent, sur leur conception et leur réalisation. La généralisation de l'usage d'Internet a notamment rendu possibles de nouvelles perspectives de diffusion, qui sont autant d'alternatives pertinentes à la communication et à l'édition traditionnelles. Sont plus précisément présentées ci-après, d'une part les pages du SHE sur le site de l'INRP, en ligne depuis novembre 2000 ; puis, opération par opération, toutes celles qui sont menées dans une perspective de ressources, ou qui incluent cette perspective, qu'elles soient affectées ou non par l'évolution technologique évoquée ci-dessus.

I – LE SITE DU SHE

Mis en ligne en novembre 2000 comme une partie constitutive du site de l'INRP, le site du SHE (www.inrp.fr/she), qui comprenait alors une trentaine de pages html, s'est considérablement développé depuis cette date. Il abrite désormais de nombreuses rubriques et rassemble plus de 700 pages html comportant 450 images, ainsi que 300 fichiers liés en format rtf ou pdf.

Le site est développé en html avec le logiciel Macromedia Dreamweaver, dans le souci d'être lu facilement sur toute machine connectée à Internet, quelle que soit sa technologie. Depuis le début de l'année 2003, un travail en concertation avec le centre informatique de recherche (CIR) a permis le développement d'applications en PHP, notamment de moteurs de re-



cherche adaptés à des petites tables de données hébergées par un serveur MySQL.

Le nombre de requêtes reçues par le site du SHE, qui avait dépassé 100 000 en 2001, a largement doublé en 2002 (219 000 requêtes). Il a atteint 410 000 pour l'année 2003, les requêtes provenant de l'étranger étant relativement importantes¹.

En se développant, le site a conservé sa vocation de départ, annoncée dans le précédent rapport :

– Vitrine du SHE, il présente l'unité, ses chercheurs, leurs recherches et publications, les publications propres de l'unité et les manifestations qu'elle organise.

– C'est aussi un outil de service permettant de diffuser l'information en histoire de l'éducation (appels à communications, congrès, colloques, séminaires, activités des associations et musées, ouvertures de fonds d'archives privées, directions d'études, etc.), de compléter les services rendus par la revue *Histoire de l'éducation* (information spécifique, tables rétrospectives), d'abriter des sites, provisoires ou plus durables, à l'appui de diverses opérations (colloques et journées d'études, congrès de l'ISCHE de 2002, bicentenaire des lycées, réseau Ferdinand Buisson), et de diffuser largement des documents ou des éléments d'information historique concernant l'histoire de l'éducation.

– Il est le moyen d'accès à des bases de données et autres ressources documentaires ou iconographiques dont la mise en ligne complète les publications papier, ou se substitue à elles : actuellement, la base de données Emmanuelle, la bibliographie d'histoire de l'éducation française, le guide international de la recherche en histoire de l'éducation, la liste des lauréats des concours de l'agrégation des lycées (1821-1950) et de l'agrégation de droit, les photographies commentées d'instruments scientifiques anciens issus de collections de lycées, l'iconographie dans les ouvrages pour l'enfance et la jeunesse.

Le site du SHE abrite également, depuis l'été 2003, celui de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation (ISCHE). Conjuguée avec la mise en ligne du guide international de la recherche en histoire de l'éducation, cette extension renforce le caractère international du site.

(1) S'agissant des sites de pays connectés, le ratio France (fr)/États-Unis (us), par exemple, a été en 2003 de 7,3 dans le cas des pages du SHE, de 19,8 dans celles de l'INRP.



II – ARCHIVES ET SOURCES DOCUMENTAIRES

1. CONSTITUTION D'ARCHIVES ORALES (MARIE-THÉRÈSE FRANK, FRANÇOISE LEPAGNOT-LECA, PIERRE MIGNAVAL)

Recueil de témoignages. En juillet 2000, 126 entretiens avaient été réalisés par l'unité. En octobre 2003, c'est un total de 193 acteurs et témoins des politiques de l'éducation qui ont livré leurs souvenirs et analyses.

Les nouveaux témoignages recueillis en 2000-2003 sont ceux de Pierre Antonmattéi, Marc Baconnet, Louis Baladier, Jean-Claude Barbarant, Philippe Barret, Claude Barthe, Christian Bècle, Geneviève Becquelin, Huguette Bergeron, Alain Bergounioux, Daniel Bloch, Jean-Pierre Boisivon, Alain Boissinot, Dominique Borne, Nicole Catala, Jean-Luc Cenat, Jean-Pierre Chevènement, Xavier Darcos, Philippe Darriulat, Annie Delays, Pierre Desplanques, Gisèle Dessieux, Pierre-Yves Duwoye, Jean Figarella, Christian Forestier, Marc Fossier, Jean Gasol, Lucien Géminard, Alain Geismar, Xavier Greffe, Jean-Claude Guérin, Yves Guérin, Claude Guillerme, Michel Hagnerelle, Bruno Halff, Alain Hébrard, André Lafond, Georges Laforest, Jean-Louis Langrognat, Dominique Lecourt, Guenhaelle Ledréau, Edmond Legoutière, Jean Leurion, Jean-Hervé Lorenzi, Daniel Mallet, Yves Martin, Catherine Maus, Christiane Menasseyre, François Monnanteuil, René Monory, René Moreau, Yannick Moreau, Jean-Louis Nembrini, Denis Paget, Marie-Jeanne Parly, François Perret, Christian Philip, Jean-Louis Piednoir, Marc Rancurel, Jean-Pierre Rioux, Claudine Ruget, Bertrand Saint-Sernin, Jean-Louis Ségura, Georges Septours, Jacky Simon, Jean Tardiveau, Bernard Toulemonde, Clothilde Valter, Marie-Jean Vinciguerra, André Warusfel, Francis Wième, Laurent Wirth. Pour six d'entre eux, déjà interviewés avant 2000, il s'agit de nouveaux entretiens en liaison avec la célébration du bicentenaire de l'Inspection générale. L'inventaire analytique de quarante témoignages d'inspecteurs généraux a été publié en 2002, en contribution à la célébration du bicentenaire de l'Inspection générale (n° 30).

La numérisation des sources. L'important travail de numérisation des archives sonores, entrepris en 1999, a été mené à bien par Pascal Salliot, enseignant associé. Le premier but de ce transfert est la sécurisation des archives, pour assurer leur pérennité. Les enregistrements sur bande DAT, dont la durée de vie n'est pas supérieure à une dizaine d'années, ont été copiés sur des compact-discs (cédérom). Les caractères techniques de ce support permettent de s'affranchir de l'influence des champs magnétiques (d'origine naturelle ou artificielle) susceptibles de détério-

rer les archives enregistrées sur bande. La numérisation présente également de nombreux autres avantages, dont la possibilité de multiplier les supports et les copies sans altération de qualité, le partage plus aisé des fichiers entre les chercheurs, la création d'un *time code* permettant une indexation plus précise, et la possibilité de corriger par des logiciels *ad hoc* les accidents d'enregistrement : problèmes de prise de son, souffles importants, problèmes de détérioration de certaines bandes dûs à des erreurs de manipulation ou de conservation.

À la date du 30 juin 2003, les 375 entretiens qui constituent le fonds ont été numérisés, restaurés lorsque cela s'est avéré nécessaire, gravés sur cédérom, puis compressés sous le format mp3 et stockés sur disque dur pour une exploitation ultérieure. Cela représente 566 heures d'enregistrement sous forme de 40 gigaoctets de données. Cette dématérialisation des archives ouvre de nouvelles perspectives d'exploitation, comme la possibilité de présentations multimédia utilisant à la fois des sources écrites (biographies), des documents photographiques et des entretiens audio numérisés.

Il est désormais envisagé de réaliser des pages html. Ces pages, présentées sur le site Web du SHE, après référencement par différents moteurs de recherche, permettront de faire connaître l'existence de ce fonds d'archives par une simple requête via le réseau Internet. Le but de ces pages html serait d'étoffer la présentation générale de la recherche, ainsi que d'établir une section donnant accès au travail déjà accompli par :

- l'établissement des 193 fiches biographiques des témoins dont les entretiens ont été archivés ;
- l'établissement de fiches thématiques, renvoyant aux grands thèmes abordés lors de ces entretiens ;
- la possibilité d'écoute d'extraits sonores pour illustrer l'apport original du support oral.

L'équipe n'en est pour le moment qu'à la phase d'élaboration du projet ; les futurs contenus rédactionnels n'ont pas encore été définitivement choisis et sont en cours d'étude. Les documents de travail sont les trois tomes (papier et fichiers word) indexant le travail déjà effectué, ainsi que les fichiers mp3 et wav des entretiens.

Dons de documents privés effectués par des témoins. En accompagnement de leurs entretiens, certains témoins ont remis des archives écrites. Ces documents sont inventoriés et sont actuellement conservés au Service d'histoire de l'éducation. Depuis l'origine de la recherche, les donateurs ont été Guy Caplat, Jean-Louis Crémieux-Brihac, André Drubay, Jean Ferrez, Louis François, Lucien Géminard, Guy Guermeur, Daniel Mallet, Pierre Quentin, Pierre Racine, Marc Rancurel.

2. FONDS DES ANCIENNES ÉCOLES NORMALES (PIERRE CASPARD, AVEC ANNIE BRUTER ET DOUZE ENSEIGNANTS-CHERCHEURS EN IUFM)

Le repérage, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine des anciennes écoles normales primaires a constitué une préoccupation du SHE dès la création des IUFM, en 1989-90. Après diverses enquêtes et expériences préalables, des équipes ont été constituées en 1998 et 1999 dans quatorze académies ; elles étaient placées sous la responsabilité d'enseignants-chercheurs des IUFM, le SHE assurant une fonction de coordination. Il s'agit des académies d'Aix-Marseille (Christian Roux), Amiens (Brigitte Dancel), Bourgogne (Anne-Marie Gatouillat puis Nicole Verney-Carron), Lyon (Didier Nourrisson), Pays-de-Loire (Marcel Grandière), Languedoc-Roussillon (Pierre Guibbert puis Pierre Boutan), Reims (Gilles Rouet et Jean-François Condette), Rouen (Daniel Brun), Toulouse (François Grèzes-Rueff puis Hervé Terral), Créteil (Danielle Tucat), Versailles (Sylvain Wagnon), Lille (Annie Bruter, SHE), Lorraine (Gérard Michaux puis Jean-Pierre Harbulot) et Rennes (Gilbert Nicolas, université de Rennes 2). Au total, en 2000-2001, ce sont près d'une centaine d'enseignants et enseignants-chercheurs qui ont travaillé dans les différentes équipes constituées, ce chiffre étant descendu à 24 durant l'année 2003-2004 (cf. annexe 2).

L'inégalité des moyens mobilisés par chacune des équipes et l'ambition plus ou moins grande qu'elles se sont donnée explique que le bilan de leur activité soit variable. Certaines ont atteint leurs objectifs, pour d'autres, les travaux sont en cours ou ont connu des impasses ou des inflexions diverses. Il est donc possible de dresser un bilan encore partiel, mais déjà significatif, de cette opération qui aura mobilisé au total des moyens importants de la part de l'INRP (HCTD) et des IUFM engagés.

L'objet commun assigné aux différentes équipes consistait dans l'établissement d'un guide de recherches sur les écoles normales de leur académie faisant l'inventaire des archives déjà déposées dans les archives départementales ou encore conservées dans les différents sites des actuels IUFM. Ce dernier repérage représentait un caractère d'urgence d'autant plus grand que, pour des raisons diverses – désintérêt, manque de place, travaux et réaménagements, emprunts et prélèvements sans retour, destructions volontaires ou non (inondations) – leur intégrité était physiquement menacée. La plupart des équipes ont mené à bien cet état des lieux, dans des délais plus ou moins rapides compte tenu, outre la taille des équipes, des difficultés de natures diverses rencontrées sur le terrain. Deux guides ont été publiés, en coédition entre l'INRP et l'IUFM

concerné : ceux de l'académie des Pays-de-Loire (dès 1998) et de l'académie d'Amiens (n° 5). Le travail d'inventaire est achevé pour huit autres académies : Montpellier, Reims, Toulouse, Lyon, Rouen, Lille, Dijon, Aix-Marseille ; pour Metz-Nancy et Rennes, il est prévu en 2004. Reste à opérer le travail technique et éditorial d'indexation, de mise en page et de mise en ligne, qui devrait être achevé dans les deux ou trois années à venir, pour aboutir à une série de publications et à une base de données nationale que pourront ensuite enrichir les inventaires menés dans les autres académies.

Le deuxième grand volet de l'opération a été l'enquête menée par entretiens ou envoi de questionnaires auprès des normaliens de trois générations : ceux qui ont reçu une formation avant, pendant et après la dernière Guerre. Ce recueil de témoignages a été mené postérieurement, ou parfois parallèlement, au travail d'inventaire des archives, par sept équipes qui ont réalisé un total de 297 entretiens (Pays-de-Loire : 119, Toulouse : 38, Reims : 13, Versailles : 41, Lyon : 36, Dijon : 24, Metz-Nancy : 16) et ont reçu 496 réponses à des questionnaires écrits (Lille : 28, Pays-de-Loire : 125, Versailles : 90, Dijon : 40, Lyon : 199, Metz-Nancy : 14).

Le questionnaire, mis au point par l'équipe des Pays-de-Loire, et adopté par les autres équipes, comporte plus d'une centaine de questions relatives au milieu familial et aux études précédant l'entrée à l'école normale ; le concours d'entrée, le bizuthage ; les études à l'école normale, les cours, le travail personnel, les lectures ; la pédagogie et les pratiques de stages ; les professeurs ; la vie à l'école, les conditions matérielles, la sociabilité, la discipline ; les activités extra-scolaires, les engagements politiques, syndicaux ; la sortie de l'école, la carrière, la vie de l'amicale... À l'expérience, ce questionnaire s'est avéré globalement très pertinent ; les chercheurs souhaitant l'utiliser pourront le télécharger sur le site du SHE.

Les entretiens oraux avaient pour fil conducteur le même questionnement. C'est donc un total de près de 800 témoignages qui ont déjà été recueillis et sont archivés, à la fois dans les IUFM et au SHE, à qui une copie a été ou sera envoyée. Il est à signaler que l'équipe de Versailles travaille en coopération étroite avec le Musée de l'éducation de Saint-Ouen-l'Aumône, celle de Reims avec le Musée aubois d'histoire de l'éducation (MAHÉ).

L'opération menée sur les archives écrites et orales a un objectif fondamentalement patrimonial, visant la conservation d'une mémoire menacée, mais doit aussi permettre une valorisation scientifique et pédagogique de ce patrimoine par les équipes même qui y sont impliquées ou par les chercheurs concernés par les nombreuses questions touchant à la formation des maîtres que ces fonds permettent d'aborder.

Une condition préalable à cette valorisation est l'accès aux sources. Le problème se pose naturellement d'une façon différente pour les sources écrites et orales. Pour les secondes, il reviendra aux équipes académiques et/ou au SHE de créer des produits techniquement accessibles et utilisables par les chercheurs. Pour les premières, la difficulté tient aux conditions matérielles de conservation et de consultation de documents souvent nombreux et volumineux. Est posée la question de la mise à disposition des locaux et des personnels nécessaires par les IUFM. Dans plusieurs cas, rien n'a été encore organisé pour améliorer la conservation des documents stockés dans les caves et les greniers, réaliser leur inventaire et faciliter leur accès. Dans d'autres, en revanche, l'opération de repérage a abouti à plusieurs types de solutions : versements (totaux ou partiels) aux Archives départementales (Lille, Reims, Rouen, Metz-Nancy, Lyon) ; réunion en un seul lieu d'ouvrages qui auraient été voués à la destruction (Lorraine) ; classement et inventaire sur place, dans le cadre de maîtrises d'histoire mention « archives » (Angers) ou « documentation et patrimoine » (Rennes) ; constitution d'un fonds spécialisé intégré à des centres de documentation ou de recherche dépendant de sites d'IUFM (Dijon, Lyon, Saint-Étienne, Bourg-en-Bresse, Angers, ce dernier étant également susceptible de recevoir les documents provenant des autres sites de l'académie), IRFM de Mont-Saint-Aignan, Centre de documentation et de recherche en histoire de l'éducation de Montpellier ; versements faits à un musée départemental de l'éducation (Troyes). Ce bilan, certes provisoire, ne peut être considéré comme vraiment satisfaisant ; mais les problèmes qu'il pose dépassent les possibilités et moyens d'action du seul SHE, et soulèvent la question d'une politique, nationale et coordonnée, de sauvegarde patrimoniale dans ce domaine, accompagnée des moyens nécessaires.

Plusieurs des équipes se sont également attachées à la valorisation de ces fonds, sous des formes diverses. Des étudiants en maîtrise, en DEA, en thèse, ont été invités à travailler sur les fonds des anciennes écoles normales. Près d'une trentaine de directions de recherches peuvent être signalées, notamment à Angers (dir. : M. Grandière), Montpellier (dir. : C. Amalvi), Saint-Étienne (dir. : D. Nourrisson) et Rennes (dir. : G. Nicolas). Les fonds ont également pu être mis à contribution dans la formation des étudiants en IUFM, notamment à Reims, Montpellier et Toulouse.

Deux journées d'études entièrement consacrées à l'histoire de la formation des normaliens ont été organisées dans l'académie de Reims. La

première, qui s'est tenue en 1999, a vu ses actes édités par le CRDP¹. Les actes de la seconde, tenue à l'IUFM de Troyes en mai 2003, seront publiés en 2004. Des articles ou des communications plus ponctuels reposant en tout ou partie sur l'analyse de ces fonds ont été consacrés à l'histoire de la formation des maîtres, notamment par Hervé Terral (Toulouse), Gilbert Nicolas (Rennes) et Nicole Verney-Carron (Nevers). Des actions sont en projet en Lorraine (publication d'une brochure, cédérom sur les écoles normales de l'académie). Des recherches ont débuté sur les lectures des normaliens à Rouen, Angers, Reims, Rennes ; dans ce dernier cas, une base de données a été constituée, à partir des sources conservées aux Archives départementales et dans l'IUFM même, pour connaître les politiques d'acquisition des écoles normales et les pratiques d'emprunt de leurs élèves ; deux autres recherches, consacrées à l'analyse des histoires de vies des normaliens à partir de leurs archives orales, sont en cours à Angers et Versailles ; la seconde a déjà donné lieu à la rédaction d'un rapport², qui se prolongera dans la publication d'articles. Par ailleurs, l'équipe des Pays-de-Loire a entrepris, à la suite du guide des sources qu'elle a publié en 1998, de constituer un recueil de textes officiels sur l'histoire des écoles normales et la formation des instituteurs ; sa publication devrait survenir en 2004 ou 2005.

Enfin, les fonds des écoles normales ont servi au montage d'expositions, fixes ou itinérantes. C'est notamment le cas dans l'académie de Toulouse, où une exposition sur « La vie dans les écoles normales de l'académie de Toulouse » montée par H. Terral, G. Astoul et H. del Pup a été présentée successivement à Toulouse, Montauban, Cahors et Auch, en 2001 et 2002. Des expositions ont également été montées à Montpellier (« 50 ans d'école publique dans l'Hérault ») et à Rouen (congrès de l'AGIEM en 2002, journées du patrimoine en 2003) ; d'autres sont projetées à Metz-Nancy.

L'opération impulsée et coordonnée par le SHE sur le patrimoine des anciennes écoles normales présente donc un bilan non négligeable, alors même qu'il est loin d'être définitif. Les questions qui restent posées sont

(1) Gilles Rouet (dir.) : *La Création des écoles normales en Champagne-Ardenne ; Actes de la journée d'études organisée à Troyes le 29 octobre 1999*. Reims, CRDP de Champagne-Ardenne, 2000, 152 p.

(2) Sylvain Wagnon, Isabelle Pawlotsky, Yves Leblanc, Alain Barbé : *Itinéraires d'instituteurs. Enquête auprès d'enseignants de l'Académie de Versailles issus des écoles normales*. Rapport de recherches, juin 2003, t. 1 : *Construction et analyse de l'enquête*, 107 ff ; t. 2, *Inventaire de l'enquête*, 260 ff.

cependant nombreuses. Les unes tiennent à l'importance du travail encore nécessaire pour éditer et mettre en ligne les guides de recherche déjà réalisés. D'autres touchent à l'animation de l'esquisse de milieu scientifique qui s'est constituée autour de cette opération. Les journées d'études précédemment organisées à Paris, la dernière d'entre elles en mai 2001 (cf. *infra*) y avaient contribué. On envisage d'en réunir une en 2004 ou 2005, pour traiter plus particulièrement des conclusions de l'enquête menée auprès des anciens normaliens, et dont les premiers résultats s'avèrent tout à fait prometteurs. La question de la conservation des fonds documentaires ou d'archives dont l'intégrité ou l'existence sont toujours menacées reste posée. Enfin, l'extension de l'enquête aux IUFM qui n'y sont pas encore entrés, ou à ceux qui n'ont pas pu la conduire à son achèvement, restera à l'ordre du jour, dans la mesure où l'INRP continuera à avoir une mission particulière dans ce domaine.

3. LES INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES ANCIENS (HENRI CHAMOIX)

Il existe dans les établissements scolaires (lycées, collèges, et universités) un patrimoine précieux mais menacé, car encore trop peu connu : le matériel scientifique ancien des cabinets de physique. De nombreux lycées conservent en effet des instruments ayant à la fois une valeur scientifique et esthétique, qui remontent au XIX^e siècle, voire au XVIII^e siècle. Ce patrimoine témoigne de l'importance de la dimension matérielle dans l'enseignement des sciences physiques.

Dans le cadre du programme de recherche sur l'enseignement scientifique dans l'enseignement secondaire, le SHE a été amené à se préoccuper, depuis 1992, du problème de la sauvegarde de ces collections anciennes d'instruments scientifiques et de leur exploitation au plan historique. L'enquête a été entreprise avec un objectif à la fois patrimonial et scientifique. Une note de service du directeur des Lycées et Collèges, préparée en concertation avec le SHE, avait été publiée au *Bulletin officiel*, à l'adresse des chefs d'établissement, à la fin 1996. Elle donnait mission au SHE de réunir les informations sur le matériel pédagogique ancien conservé dans les cabinets de physique des lycées et collèges.

La prospection sur le terrain, effectuée par Henri Chamoux, a permis d'en dresser un inventaire national, qui est presque terminé. Elle a consisté en un repérage des sites abritant les instruments, suivi d'une visite sur place, permettant l'inventaire et la prise de nombreuses photographies. Chaque objet est ensuite décrit et replacé dans son contexte historique (n° 75, 76). Cette prospection a permis de contribuer à l'enrichissement du thésaurus des objets mobiliers du ministère de la Culture. Elle a per-

mis également de sensibiliser la direction de l'architecture et du patrimoine à l'inscription et au classement de certaines des collections les plus remarquables, à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (n° 74).

De ce travail a résulté une base de données qui répertorie et analyse près de 300 types différents d'instruments. Pour chaque instrument est fournie une fiche descriptive expliquant son invention, son fonctionnement, sa construction et son utilisation scientifique et pédagogique, accompagnée d'une ou plusieurs photographies des objets les plus rares et les plus précieux conservés dans les collections des établissements. Le nombre total de photographies est de 1 200. Ce travail, qui devrait à l'avenir donner lieu à une publication, est déjà largement présenté sur le site Internet du SHE (www.inrp.fr/she/instruments) sous la forme d'une centaine de fiches illustrées et commentées.

III – OBSERVATOIRES DE LA RECHERCHE

1. BIBLIOGRAPHIE D'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION FRANÇAISE (ISABELLE DURAND, PUIS CARMINE RAMOS, PUIS VINCENT ALAMERCERY)

La *Bibliographie d'histoire de l'éducation française* est publiée chaque année depuis 1979 dans un numéro double de la revue *Histoire de l'éducation*. Chaque année sont recensées, de la manière la plus exhaustive possible, environ 1 500 références d'ouvrages, fragments d'ouvrages, articles de revues, thèses, etc., paraissant en France et dans le monde, sur l'histoire de l'éducation française. Le travail de recherche s'effectue principalement en bibliothèque par la consultation de près de 300 revues ainsi que de la *Bibliographie annuelle de l'histoire de France*. La saisie des fiches est totalement informatisée depuis plusieurs années (logiciel FileMaker Pro 6). Le décalage de trois ans entre l'année de publication des notices et la publication de la bibliographie permet non seulement d'obtenir le maximum de références, mais aussi d'incorporer les comptes rendus publiés dans la presse ou les revues scientifiques.

Depuis le n° 91-92 (septembre 2001), une sélection plus stricte des références a permis de réduire l'augmentation chronique de leur nombre, en ne retenant pas des ouvrages ou des articles dont l'intérêt pour les historiens de l'éducation pouvait être limité. De 2 327 pour le n° 87-88 (n° 28), le nombre de références est passé à 1 176 pour le n° 91-92 (n° 1) puis à 1 198 pour le n° 95-96 (n° 2).

La bibliographie d'histoire de l'éducation est donc un outil de recherche, mais aussi un véritable observatoire qui participe à la veille scientifique de la discipline. Pour faciliter son accès et augmenter sa diffusion, l'étape suivante a logiquement été de transposer la bibliographie sur Internet. Mais ceci a nécessité une importante préparation en amont. La réflexion engagée a conduit, notamment, à simplifier le plan de classement décimal traditionnellement utilisé et à revoir l'indexation thématique des fiches en créant une liste de 860 mots clefs. En effet, autant la précision du plan de classement est utile pour une bibliographie papier, autant sa mise en ligne nécessite l'utilisation d'une indexation thématique appropriée. Le travail de saisie a aussi dû être revu pour adapter le modèle FileMaker utilisé à la structure de la base de données en ligne.

Ces adaptations effectuées, le travail de développement de la bibliographie en ligne a été mené, en utilisant le langage PHP et le logiciel de base de données MySQL, par le Centre informatique et recherche de l'INRP (Hervé Pagès), en collaboration étroite avec le responsable de la bibliographie (Vincent Alamerçery). Actuellement, seul le contenu de la bibliographie pour l'année 1998 (n° 1) est prêt pour la mise en ligne, qui devrait intervenir incessamment. Celui pour l'année 1999 (n° 2) devrait rapidement suivre. La bibliographie courante sera ensuite ajoutée par tranches, une ou deux fois par an.

Cette base de données doit aussi, à terme, accueillir la bibliographie rétrospective constituée par le SHE depuis 1977. Celle-ci se compose d'un fonds de 20 000 fiches cartonnées recensant de façon sélective les publications antérieures à 1976, et des notices publiées annuellement dans la revue *Histoire de l'éducation* depuis cette date, soit environ 40 000 notices supplémentaires. La numérisation des notices des années 1976-1986 sous Word, et la tentative de création d'une base de données rétrospective 1987-1998 sous FileMaker Pro, effectués dans les années 1998-2000, a donné un ensemble très disparate dans la forme. Les problèmes techniques apparaissent d'autant plus que les notices sont anciennes.

Depuis, et dans l'attente de la version finale de la base en ligne, le traitement de ces anciennes données a été interrompu. Il faudrait notamment les reformater et vérifier leur cohérence, ce qui exclut le traitement de masse. De plus, pour la période 1987-1998, les données utilisées ne sont pas celles qui ont été imprimées dans la revue : il reste donc de nombreuses corrections à apporter. Il serait alors peut-être plus simple de repartir directement des versions papier. Par conséquent, une nouvelle réflexion doit être engagée sur la bibliographie rétrospective, qui débouchera sur l'établissement de nouveaux protocoles permettant, à moyen et à court terme, une mise en ligne simple et efficace de ces fiches.

Outre les services normalement rendus par un recensement thématique à visée exhaustive dans son champ, la bibliographie d'histoire de l'éducation permet d'évaluer les forces et les faiblesses de la recherche, d'y repérer les thèmes et problématiques émergents ou (injustement ou non) immergents. Elle a pu servir de support à une analyse bibliométrique systématique (n° 148), mais les états des lieux plus ou moins explicitement présents dans les projets ou bilans de recherches s'appuient également sur elle, éventuellement dans une perspective de comparaison internationale.

2. LA BANQUE EMMANUELLE 5 (ALAIN CHOPPIN)

Les recherches portant sur les manuels scolaires sont de plus en plus nombreuses, mais sont dispersées dans des revues ou des ouvrages qui ressortissent à des disciplines différentes et sont, de ce fait, extrêmement difficiles à repérer. Compte tenu de la dimension nationale qui caractérise généralement la production scolaire, ce constat peut d'ailleurs s'appliquer à la plupart des pays. La banque de données Emmanuelle 5 a pour objet de recenser l'intégralité des publications scientifiques qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, s'intéressent aux manuels scolaires. La banque compte aujourd'hui plus de 2 000 références bibliographiques, dont la moitié (1 010 à ce jour) abordent le manuel dans une perspective historique.

Dans un premier temps, c'est sur les documents « historiques » que s'est concentré l'essentiel des activités (recherche systématique des documents, catalogage normalisé, rédaction d'un résumé informatif, indexation matière à l'aide d'un thésaurus spécifique, Emmanuel, élaboré en 1990). Ce travail a abouti en 1995 à la publication d'une bibliographie exhaustive, intitulée *Bilan des études et recherches*, qui constitue le volume 7 de la collection Emmanuelle. Depuis cette date, le repérage et le traitement des publications concernant les manuels dans une perspective historique participent d'une activité de veille scientifique.

Dans un second temps, compte tenu de l'intérêt croissant que suscitent les manuels scolaires depuis une dizaine d'années, intérêt dont témoigne la multiplication des colloques et rapports dont ils sont l'objet, et, partant, de la fréquence des demandes des utilisateurs, il a paru opportun d'étendre le champ d'investigation aux publications scientifiques qui concernent également les manuels en usage.

La banque Emmanuelle 5 a donc pour objet de capitaliser et de diffuser, de manière analytique, les références bibliographiques pertinentes. Mais ce n'est pas là sa seule fonction : l'intégration des publications nou-

velles et leur indexation matière permettent de dresser périodiquement, comme ce fut le cas en 1993, 1995, 1997 et 2003 (n° **123**), des bilans statistiques et d'éclairer les utilisateurs sur les orientations et les tendances de la recherche française. C'est en cela que la banque Emmanuelle 5 constitue un observatoire scientifique national.

Là encore, l'essentiel de l'effort a porté ces derniers temps sur la préparation des données en vue de leur migration vers un logiciel qui permette l'interrogation en ligne sur Internet. Le choix s'est porté sur MySQL. L'importation des données et leur mise en ligne sont prévues pour janvier 2004

(http://www.inrp.fr/she/choppin_emma5_banque.htm).

3. LA BIBLIOGRAPHIE INTERNATIONALE DE RECHERCHE SUR LE LIVRE ET L'ÉDITION SCOLAIRES (ALAIN CHOPPIN)

L'idée de constituer un fichier des publications scientifiques consacrées à l'histoire du livre et de l'édition scolaires dans le monde est apparue à l'occasion d'un colloque intitulé « Les mutations du livre et de l'édition dans le monde du XVIII^e siècle à l'an 2000 » qui s'était tenu à Sherbrooke (Canada) en mai 2000 (n° **112**). Son élaboration s'est poursuivie pendant plus de trois ans, mais une première exploitation en fut faite à l'occasion du XXII^e congrès de l'ISCHE en septembre 2000 (n° **117**), une seconde au VI^e congrès mexicain de la recherche en éducation à Manzanillo, en novembre 2001.

Ce fichier a été constitué à partir de trois types de sources : le dépouillement systématique des principales revues consacrées, dans le monde, à l'histoire de l'éducation et à l'histoire du livre depuis le début des années 1960 ; le dépouillement des bibliographies et des notes infrapaginales des ouvrages, articles ou thèses en rapport avec l'histoire du livre et de l'édition scolaires ; l'interrogation systématique par mots-clés des catalogues des grandes bibliothèques nationales et universitaires, des principales bases de données spécialisées et des principaux moteurs de recherche. Le fichier ainsi constitué compte aujourd'hui plus de 3 300 références et intéresse une cinquantaine de pays. Après avoir été systématiquement complété (prénom des auteurs, pagination, etc.), cet instrument qui n'a pas d'équivalent dans le monde a été mis en ligne en juillet 2003 (http://www.inrp.fr/she/choppin_international_biblio.htm).

L'objectif à moyen terme est de transformer ce fichier en une banque de données multicritères sur le modèle d'Emmanuelle 5, ce qui, pour peu

qu'il soit régulièrement tenu à jour, en fera l'observatoire international de la recherche sur l'histoire du livre et de l'édition scolaires.

4. LE GUIDE INTERNATIONAL DE LA RECHERCHE EN HISTOIRE DE L'ÉDUCATION (PHILIPPE SAVOIE, HENRI CHAMOIX)

Le *Guide international de la recherche en histoire de l'éducation* a été mis en ligne en juillet 2003 sur le site du SHE. Ce guide, réalisé par le SHE pour le compte de l'Association internationale d'histoire de l'éducation (ISCHE), a existé sous la forme d'un ouvrage imprimé (deux éditions, 1990 et 1995, sous la direction de Pierre Caspard) avant d'être converti en base de données en ligne. Des difficultés diverses, liées à la fois à des problèmes d'adaptation du logiciel Doris à cette application et à la concurrence d'autres chantiers auprès du personnel requis, ont retardé la diffusion du guide et conduit à quelques réajustements dans la conception de la base et des procédures de mise à jour de l'information.

Le passage de l'édition imprimée à la diffusion en ligne a conduit à modifier le contenu et les objectifs du guide. Les guides imprimés recensaient, pays par pays, les institutions de recherche ou contribuant à la recherche en histoire de l'éducation, ainsi que les ressources bibliographiques de base (usuels, ouvrages de référence, revues). Le guide en ligne est devenu un annuaire des chercheurs en même temps qu'un guide institutionnel. Il propose en effet des fiches portant soit sur des institutions (associations ou centres de recherche ; bibliothèques, archives ou autres centres documentaires ; bases de données ; revues spécialisées ; chaires universitaires), soit sur des chercheurs ou enseignants-chercheurs, leurs activités et leurs publications. Les sites et les pages personnelles des institutions et individus recensés sont accessibles par un lien depuis la fiche qui les concerne, ce qui fait aussi du guide un outil de navigation en ligne spécialisé.

En accueillant les fiches individuelles, le guide s'ouvre sur la recherche elle-même. De ce fait, l'idée d'un recensement aussi exhaustif que possible des institutions et ressources d'un pays est devenue moins centrale. Des recensements de ce type ont toutefois été confiés à des correspondants ayant une large connaissance du champ dans leur pays. Mais l'ouverture aux fiches de chercheurs relève d'une logique moins nationale. En outre, les médias en ligne supposent, dans l'idéal au moins, une fréquence de mise à jour de l'information qui n'a plus rien à voir avec le rythme pluriannuel des éditions papier. Il est donc nécessaire de faire reposer autant que possible cette mise à jour sur les intéressés (chercheurs et responsables d'institutions). Pour ne pas alourdir la maintenance de la base de données, un système de mise à jour et de proposition de nouvelles

fiches en ligne a été mis en place. L'enjeu est désormais de faire vivre le guide en engageant ceux qui y figurent à mettre à jour l'information qui les concerne, et ceux qui n'y figurent pas à proposer une fiche. Dans cette perspective, la population de plusieurs centaines de chercheurs qui fréquentent les congrès de l'ISCHE constitue une cible à la fois privilégiée et particulièrement pertinente, puisqu'il s'agit de faire apparaître le paysage de la recherche à l'échelle internationale.

IV – AUTRES RESSOURCES EN LIGNE

L'unité, qui en 2000, annonçait mettre en ligne ses principales bases de données : Emmanuelle, le Guide international de la recherche en histoire de l'éducation et la Bibliographie d'histoire de l'éducation française, a atteint cet objectif et continue dans cette voie, comme l'atteste la présentation (non exhaustive) des ressources en ligne que l'on trouvera ci-après.

1. LA BANQUE EMMANUELLE (ALAIN CHOPPIN)

Le recensement de la production des manuels scolaires français a donné lieu à la constitution d'une banque de données multicritères, Emmanuelle, qui est alimentée par les références extraites des diverses bibliographies rétrospectives et courantes disponibles. Les collections détenues par la Bibliothèque nationale de France sont systématiquement intégrées.

Jusqu'à ces dernières années, les membres de l'équipe procédaient également à l'inventaire et au catalogage des collections de la bibliothèque de l'INRP et du musée national de l'Éducation à Rouen. Il en fut ainsi pour tous les corpus de langues. Mais il est apparu impossible, notamment pour des raisons matérielles, de continuer à assurer cette fonction pour les collections du musée. L'équipe a cependant pu, dans des conditions particulièrement difficiles, achever l'inventaire des manuels d'histoire, de géographie et d'instruction civique détenus par la bibliothèque de l'INRP juste avant son transfert à Lyon. Les informations recueillies ont été intégrées dans la banque. Ces trois dernières années, l'effort a porté résolument sur la mise en ligne de la banque, objectif qu'annonçait le précédent rapport.

Initialement, la constitution de chaque corpus disciplinaire et la saisie des données sous le logiciel CDS-Isis se faisaient de manière autonome. La décision de mettre en ligne les données a conduit, pour des raisons

techniques, à abandonner le logiciel CDS-Isis pour un nouveau logiciel, le logiciel Doris, dont la structure et la mise en œuvre sont très différentes. Dans cette perspective, les corpus d'allemand, d'anglais, d'espagnol, de grec ancien, d'italien et de latin, ont été fondus en une banque unique. Parallèlement, les références des manuels relatifs à ces disciplines qui ont été publiés depuis la sortie des répertoires imprimés y ont été intégrées. Dans le courant de l'été 2001, 13 500 références ont été importées de CDS-Isis dans Doris et un interface Web a été conçu en collaboration avec le Centre informatique de recherche. Après tests et ultimes corrections, l'accès au public a été effectué en septembre 2001. Il a ensuite été procédé de la même manière pour les références des manuels d'histoire, de géographie et d'instruction civique, après que les données saisies eurent été vérifiées et les collections de la bibliothèque de l'INRP inventoriées et intégrées. Quelque 15 000 références supplémentaires ont été importées en mai 2003.

Contrairement à CDS-Isis, le logiciel Doris fonctionne à partir de listes d'autorités. La principale difficulté de la migration des données depuis Isis vers Doris a résidé dans la constitution et la mise en cohérence des listes d'autorités des neuf banques disciplinaires. Comme nombre d'intervenants (auteurs, éditeurs, imprimeurs, etc.) se retrouvent souvent dans plusieurs corpus disciplinaires, les listes d'autorités ont d'abord été constituées séparément pour assurer la cohérence des données au sein d'un même corpus ; elles ont dû ensuite être fondues, et les données à nouveau modifiées chaque fois qu'apparaissaient des graphies disparates.

Ce travail d'harmonisation a pris un temps considérable, tant à cause de son ampleur qu'à cause des difficultés rencontrées pour former les professeurs associés au maniement d'un nouvel outil, formation qui est pour certains encore en cours. Cet investissement, pour nécessaire et rentable qu'il soit, a eu pour conséquence de retarder, voire d'interrompre l'avancement d'autres chantiers du programme de recherche. À titre d'exemple, après repérage et correction pour chaque notice des graphies inexactes ou incomplètes, la liste d'autorités des intervenants s'est sensiblement réduite à... 19 000 noms. Un travail similaire a dû être effectué sur les autres listes (collections, lieux d'édition, etc.). Mais cette tâche est à présent achevée et il ne sera pas nécessaire d'y procéder à nouveau puisque la mise à jour des listes d'autorités sous le logiciel Doris est dynamique, toute nouvelle graphie saisie faisant l'objet d'une comparaison a priori avec le contenu des listes d'autorités désormais validées. La banque Emmanuelle compte à ce jour plus de 29 000 références ; elle est accessible à l'adresse

http://www.inrp.fr/she/choppin_emma_banque.htm

Les prochains objectifs sont au nombre de trois : mise en chantier de nouveaux corpus disciplinaires (le « français » notamment, qui compte entre 15 000 et 20 000 titres) ; amélioration de la convivialité du produit (interfaces rédigés en langues étrangères, par exemple) ; synergie avec le projet d'inventaire informatisé des collections de manuels détenues à l'INRP (Bibliothèque de Gerland et Musée national de l'Éducation).

2. LES CANDIDATS AUX CONCOURS POUR L'AGRÉGATION DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS, 1766-1791 (MARIE-MADELEINE COMPÈRE)

Le concours d'agrégation institué en 1766 a servi au recrutement des professeurs des dix collèges de l'université de Paris. Le concours comprenait des épreuves écrites et orales jugées par des membres de la « faculté des arts » qui était constituée par les professeurs des collèges, y compris les émérites, et par les bacheliers des trois facultés supérieures (théologie, droit, médecine) : le jury était désigné chaque année par le procureur général du Parlement de Paris. Le concours d'agrégation instaure une sélection parmi les maîtres ès arts (grade qu'on obtient à la fin des études de philosophie) en créant une catégorie de stagiaires appelés à « s'agréger » au corps des professeurs au fur et à mesure des vacances de postes, chaque classe étant assimilée à une chaire. Pour remplir un poste vacant, le principal d'un des dix collèges, autrefois libre de désigner tout maître ès arts, doit désormais porter son choix sur un agrégé.

Les lettres patentes organisent trois concours annuels : pour les classes de philosophie, de belles-lettres et de grammaire. Le premier concours a lieu dès octobre 1766, et d'autres suivront chaque année aux mois d'avril et de mai, jusqu'en 1791. Au cours de ces 26 ans, 289 candidats se sont présentés aux trois concours, certains à deux reprises, exceptionnellement à trois reprises. Il y a eu 206 succès et 124 échecs. La liste des candidats à ces concours, dont le fichier a été mis au point par Marie-Madeleine Compère et André Chervel d'après les registres conservés à la bibliothèque de la Sorbonne, a été mise sur le réseau

(http://www.inrp.fr/she/chervel_laureats_ar_intr.htm).

3. LES PROFESSEURS DES FACULTÉS DES LETTRES ET DES SCIENCES DE 1809 À 1879

Les historiens de l'enseignement ont fait peu de cas des facultés dites « académiques », celles des sciences et des lettres créées avec l'Université impériale en 1808. Reprenant à leur compte l'analyse de Louis Liard à la



fin du XIX^e siècle, ils ont entériné l'affirmation selon laquelle elles ne servaient qu'à constituer des jurys pour le baccalauréat et à distribuer des grades. Ce jugement, fondé exclusivement sur la fonction administrative de ces facultés, a empêché de reconnaître chez leurs professeurs les producteurs de connaissances qu'ils étaient aussi. Des recherches de Marie-Madeleine Compère (professeurs sous l'Empire) et d'André Chervel (professeurs des facultés des lettres au XIX^e siècle) ont permis le recensement d'une partie importante du personnel enseignant de ces facultés. Il a semblé utile d'amalgamer ces deux fichiers et de les compléter selon deux axes : en enrichissant les notices individuelles disponibles – souvent étiques – et, d'autre part, en élargissant l'étude aux professeurs des facultés des sciences ainsi qu'aux enseignants de l'École normale supérieure et du Collège de France. Une entreprise du même type – mais consacrée aux professeurs de sciences de la seule faculté de Paris – étant parallèlement en cours à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine du CNRS, sous la responsabilité de Christophe Charle et de Claire Lemerrier, une collaboration a d'ores et déjà été mise en œuvre par l'échange d'informations et de fichiers biographiques. Une poursuite régulière des échanges entre l'IHMC et le SHE est prévue et facilitera l'aboutissement de ces travaux. La constitution d'un répertoire couvrant l'ensemble du champ universitaire littéraire et scientifique français du XIX^e siècle doit déboucher sur la publication d'une nouvelle base de données sur le site Internet du SHE. Ce travail de préparation et de développement du fichier des professeurs des facultés académiques a été confié à Boris Noguès.

4. LES PROFESSEURS DES COLLÈGES UNIVERSITAIRES DE PARIS DE 1660 À 1793 (BORIS NOGUÈS)

Les professeurs des collèges parisiens sous l'Ancien Régime occupent une place singulière dans le paysage éducatif français d'alors, comme éducateurs des élites parisiennes et comme auteurs de très nombreux ouvrages pédagogiques. Ils restent pourtant très méconnus (la dernière étude publiée qui leur est consacrée date de 1902). Une thèse de doctorat intitulée *Des intellectuels entre Église et État. Étude sur les carrières enseignantes dans la faculté des arts de Paris de l'âge classique à la Révolution (vers 1660 - vers 1793)* a été soutenue en 2002 par Boris Noguès¹. Elle se fonde, dans la perspective d'une histoire sociale et culturelle, sur le recen-

(1) Elle a obtenu, pour l'année 2003, le prix de la Chancellerie des universités de Paris dans la catégorie histoire (prix M. Benabou).



sement systématique des professeurs parisiens en poste de 1660 à 1793 et sur la reconstitution de leur carrière. La liste des 1 700 professeurs recensés est donnée en annexe, une courte notice étant consacrée à chaque individu. Si ce fichier nécessite encore un certain nombre de compléments et de corrections, la publication en ligne d'un répertoire de ces professeurs sur le site du SHE est envisagée et sera mise en œuvre par Boris Noguès.

5. L'ICONOGRAPHIE DANS LES OUVRAGES POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE, DE GUTENBERG À GUIZOT (FRANÇOISE HUGUET)

Dès l'année 2002 et avant que la bibliothèque de l'INRP ne déménage à Lyon, il a été jugé intéressant de constituer une base de données des gravures reproduites dans les ouvrages destinés à l'enfance et la jeunesse, parus du XVII^e à 1834, en continuation de l'ouvrage¹ paru en 1997.

Les livres publiés à l'intention des enfants et des adolescents représentent, avant même l'essor de la production éditoriale qui accompagne les lois Guizot et la généralisation de l'instruction primaire, le vecteur et le miroir, tout à la fois, des savoirs et des valeurs que la société a voulu transmettre aux jeunes générations. « Instruire en amusant » est la devise de toute la littérature enfantine de 1750 à 1833. Cette option pédagogique se manifeste de plusieurs manières, qui vont de la présentation du texte à la mise en forme du livre, en passant par les genres privilégiés (contes, fables, portefeuille, etc.) ou encore par la recherche de titres attrayants ; mais la plus importante reste le recours à l'image. Elle devient alors le rouage principal de l'accès au livre chez l'enfant et joue un rôle essentiel dans son éducation. Cependant, si les images sont surtout présentes dans les ouvrages parus après 1750, il en existe aussi dans les livres parus antérieurement. Elles ne sont pas du même type et ne s'adressent d'ailleurs pas au même public puisqu'elles sont le plus souvent répertoriées dans des ouvrages à l'usage du prince. C'est pourquoi l'on a classé les livres en deux périodes.

Pour la période antérieure à 1750, 57 ouvrages renfermant des images ont été recensés ; parmi eux, 13 (23 %) ont été publiés au XVI^e siècle, 27 (47 %) au XVII^e siècle et 17 (30 %) au XVIII^e siècle. Si la majorité d'entre eux ne sont illustrés que d'un frontispice ou d'une figure au titre,

(1) Huguet (Françoise) : *Les Livres pour l'enfance et la jeunesse de Gutenberg à Guizot. Les collections de la bibliothèque de l'Institut national de recherche pédagogique*, Paris, INRP/ Klincksieck, 1997, 413 p.

il en existe cependant plusieurs qui possèdent un grand nombre d'images, par exemple : *Éloges des personnes illustres de l'Ancien Testament*, publié par Jean Doujat en 1688, qui renferme cinquante portraits miniaturés sur fond or (ouvrage entièrement reproduit) ; le *Miroir de l'art et de la nature, qui représente par des planches en taille-douce presque tous les ouvrages de la nature, des sciences et des métiers*, publié par Nicolas Le jeune en 1691, dans lequel se trouvent cent cinquante-deux gravures ; *Le Prince chrétien et politique* de A. Didaco Savedra Faxardo renferme quant à lui quelque cent cinq images ; enfin, sous la plume d'un anonyme, un *Nouveau traité d'éducation divisé en deux parties*, publié en 1716, comporte quelque trente huit vignettes illustrant des fables. Figure un peu à part le *Roti-cochon ou méthode très facile pour bien apprendre les enfans à lire en latin et en françois*, etc. qui mélange texte et illustrations (ouvrage entièrement reproduit). Six cent vingt et une images, pour cette période antérieure à 1750, ont été scannées et nettoyées, qui représentent moins de 10 % de la totalité des illustrations (N = 6492).

Entre 1750 et 1834, 362 livres ont été recensés et 5871 images ont été scannées. Il en reste environ un millier qui demandent à être nettoyées. Une analyse succincte de ces images permet de dire dès maintenant que près de 30 % d'entre elles sont des portraits de personnages célèbres et que, parmi eux, les rois de France sont le plus représentés. Viennent ensuite de manière égale (11 % environ), les représentations d'animaux et les images de scènes familiales.

Chacune des images est rattachée au titre de l'ouvrage dont elle est extraite. Celui-ci est assorti d'un index comportant une ou plusieurs matières permettant de cibler plus facilement le type d'images recherché. Cette base de données iconographiques fera l'objet d'une mise en ligne sur le site Web du SHE ; elle sera opérationnelle au cours de l'année 2004.

6. L'ENQUÊTE GUIZOT DE 1833 (ANNE-MARIE CHARTIER, GILLES ROUET AVEC ANDRÉ OLIVA)

Cette recherche plusieurs fois interrompue s'appuie sur le dépouillement des registres de la série F¹⁷ dans lesquels ont été consignés les rapports des inspecteurs dépêchés en 1833 par Guizot dans les 32 000 écoles de garçons et les écoles mixtes de toute la France. Du fait du développement du site Internet du SHE, la mise en ligne progressive des informations contenues dans cette enquête est devenue un objectif premier. Les données collectées pourront offrir des informations ponctuelles ou permettre des vérifications (recherche d'un nom d'instituteur, reconstitution d'une carrière, vérification des frontières d'un arrondissement en 1833, etc.), do-

cumenter des études locales (reprise de la totalité des informations de l'enquête pour un bourg ou un arrondissement), nourrir des approches thématiques (sur les revenus des instituteurs, les livres scolaires utilisés, la qualité des écoles, etc.). André Oliva, professeur associé, saisit donc manuellement les informations « qualitatives » recueillies sur les fiches-papier lors du dépouillement de l'enquête. Il y fait figurer (textuellement ou de façon succincte) les précisions ou commentaires rapportés par les inspecteurs lors de leur tournée (état des locaux, dispositions de la municipalité ou des parents, existence de conflits, etc.). Le travail est achevé pour cinq départements (Indre, Nièvre, Cher, Finistère, Lozère). Par ailleurs, avec la collaboration d'Henri Chamoux, est en cours une traduction en clair de l'ancienne saisie sous forme codée, par saisie automatique des données numériques. Une simulation de présentation sur écran est en cours sur le département du Cher, de façon à tester les avantages et inconvénients de diverses présentations pour l'utilisateur.

7. LES MINISTRES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 1802-2003 (FRANÇOISE HUGUET)

Déjà consultable sur le site Web du SHE, une liste des ministres de l'Instruction publique depuis le début du XIX^e siècle demandait à être améliorée. Outre les noms et les dates d'exercice de chaque ministre, elle s'enrichira d'une biographie de ces derniers ainsi que d'une liste des secrétaires d'État et autres ministres ayant assuré les intérim à différentes périodes. Elle sera précédée d'une introduction retraçant l'histoire de l'organisation ministérielle de l'Instruction publique de la Révolution à nos jours. À l'heure actuelle, 146 biographies sur 189 ont été rédigées. La mise en ligne complète est prévue en 2004.

8. L'AGRÉGATION DE DROIT DE 1856 À 1914 : CANDIDATS ET REÇUS (PATRICIA DUCRET)

Dans le cadre d'une thèse de droit, Patricia Ducret (IUT de Rouen) a relevé systématiquement les listes d'inscrits et d'agrégés dans les procès-verbaux des concours d'agrégation de droit, et obtenu un tableau regroupant plus de 1 700 candidats. Le SHE lui a proposé de mettre ce tableau à la disposition des chercheurs, en ligne sur son site. Pour ce faire, il a créé (V. Alamerçery et H. Chamoux) une base de données dynamique, où les données sont structurées sous le logiciel MySQL. L'outil de l'utilisateur est un formulaire de recherche en ligne en script PHP, langage qui intègre les requêtes

MySQL et permet de générer dynamiquement des pages html : il donne au chercheur la possibilité de trier ou de sélectionner facilement les données, en choisissant lui-même ses critères de sélection (année, période, ordre alphabétique, etc.). C'est le premier outil de ce genre qui ait été élaboré entièrement au sein de l'unité. D'autres bases de données de structure simple pourront être mises en ligne prochainement selon la même technique.

9. LES RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS (ANNE-MARIE CHARTIER, CLÉMENCE CARDON)

Clémence Cardon, agrégée de lettres, élève de l'ENS, a effectué un stage au SHE en mai-juin 2003. Pour lui présenter les fonctions du SHE en matière de ressources et services (production d'outils, constitution de répertoires, etc.), il lui a été demandé de construire un répertoire analytique d'articles de revues, destiné à être mis et consulté en ligne. Son travail de doctorat portant sur la réforme de l'enseignement du français (premier et second degrés des années 1960 à 1989), elle a répertorié les articles sur la question dans une revue généraliste (les *Cahiers pédagogiques*) et dépouillé une revue de l'INRP spécialisée dans la réforme du français (*Repères*). Cette revue est au point de départ un « bulletin de liaison et d'échange des équipes expérimentales », simplement ronéoté, et donc absent des bibliothèques universitaires. Clémence Cardon a réalisé des fichiers Excel proposant des entrées par l'index des auteurs, les dates, ou des mots-clés. À ce stade, un tirage papier des fichiers est consultable au SHE ainsi qu'un répertoire papier des sommaires photocopiés qui donne accès à la totalité des articles.

V – ACTIVITÉ D'ÉDITION (PIERRE CASPARD, AVEC ANNE-MARIE FABRY)

Depuis sa création, le SHE mène une importante activité d'édition, liée à sa fonction de production d'instruments de travail et de recherche, et à la responsabilité de la revue *Histoire de l'éducation*.

En octobre 2001, l'unité s'est livrée à un bilan critique de cette activité, portant plus particulièrement sur les ouvrages qu'elle a produits depuis 1981, date de parution du premier d'entre eux. Durant ces vingt ans, ce sont une centaine d'ouvrages qui ont constitué son catalogue, ce qui fait de ce dernier un bon reflet de la politique de l'unité. On trouvera en annexe le texte de ce bilan, qui porte à la fois sur la politique éditoriale de

l'unité, sur la diffusion de ses ouvrages et sur quelques perspectives d'évolution.

Depuis la rédaction de ce bilan, quelques inflexions ou perspectives nouvelles peuvent être signalées. D'une part, ont été privilégiées l'édition et la diffusion par le seul INRP, au détriment des coéditions auxquelles le SHE avait fréquemment recours par le passé : sept ouvrages coédités sur quatorze en 1996-2000, trois sur treize seulement depuis cette date, avec *Économica*, *La Revue du Nord* et la Direction des Archives de France. Il serait intéressant d'en mesurer le résultat en termes de diffusion globale.

D'autre part, la diffusion en ligne, comme alternative ou complément à l'édition traditionnelle, voit un début de concrétisation, comme il était annoncé dans le bilan d'octobre 2001. C'est ainsi que le *Guide international de la recherche en histoire de l'éducation*, qui avait connu deux éditions-papier en 1990 et 1995, ne revêt désormais que la forme d'un guide en ligne, consultable depuis 2003. Certains répertoires, comme celui des lauréats de l'agrégation de l'enseignement secondaire, ont fait l'objet d'une mise en ligne postérieurement et parallèlement à l'édition papier. D'autres, comme celui des pensions parisiennes du XVIII^e au XX^e siècle, seront consultables en ligne seulement. La question sera également posée du mode de diffusion optimal de certaines des bibliographies produites par l'unité (bibliographie d'histoire de l'éducation, des manuels scolaires), une double diffusion apparaissant actuellement comme devoir être retenue, au moins provisoirement.

VI – REVUE HISTOIRE DE L'ÉDUCATION

Créée en 1978, cette revue, produite par l'unité et diffusée par l'INRP, est l'une des plus anciennes qui existent aujourd'hui dans ce champ de recherche au niveau mondial¹. À l'occasion de son vingtième anniversaire, elle a publié un bilan de sa politique éditoriale, figurant en annexe au précédent rapport quadriennal de l'unité. Pour son vingt-cinquième anniversaire, elle a actualisé le bilan précédent, qui sera publié en espagnol dans une revue mexicaine mais est déjà disponible en français sur le site du SHE.

(1) On dénombre en 2003 au moins vingt-six revues spécialisées en histoire de l'éducation, éditées dans douze pays. Les deux-tiers d'entre elles environ sont des revues universitaires, les autres des bulletins ou des revues de vulgarisation.

Son comité de rédaction s'est étoffé, en janvier 2003, de la participation de trois enseignants-chercheurs : Gilbert Nicolas (Rennes II), Rebecca Rogers (université Marc-Bloch, Strasbourg) et Ivan Jablonka (université Paris IV) ; en revanche, Françoise Mayeur a souhaité s'en retirer, après quatorze années d'activité au sein du comité. Continuent à y figurer Pierre Caspard (SHE, rédacteur en chef), Bruno Belhoste (SHE puis université Paris X), Jean-François Chanet (université Lille III), Christophe Charle (université Paris I), Serge Chassagne (université Lyon II), Étienne François (université Paris I), Willem Frijhoff (université libre d'Amsterdam), Dominique Julia (CNRS et EHESS), Jean-Noël Luc (université Paris IV), Philippe Savoie (SHE), Jacques Verger (université Paris IV) et Pénélope Caspard-Karydis (SHE, secrétaire de rédaction).

Il est à signaler que l'INRP a mis sur pied, en 2002-2003, un dispositif d'expertise des huit revues qu'il publie. Le rapport consacré à *Histoire de l'éducation* a conclu à une bonne adéquation entre les objectifs visés et ceux qui sont atteints par la revue, tout en regrettant que soit délaissée la fonction de vulgarisation des résultats de recherche dans ce champ en direction d'un large public. Une autre enquête, menée en 2002 par le CNRS (mission de Philippe Jeannin), sur les revues de sciences humaines et sociales traitant d'éducation, classe *Histoire de l'éducation* à un bon rang de notoriété parmi les enseignants-chercheurs dépendant de la section 70 du CNU (sciences de l'éducation) alors même que sa discipline d'appartenance principale est l'histoire. Sur un total de 166 revues citées, *Histoire de l'éducation* est en effet classée au 13^e rang (taux de notoriété de 61 % dans la population considérée), ce qui peut être considéré comme un signe de reconnaissance tout à fait positif de la présence et du mode d'intervention de l'histoire dans un champ de recherches plutôt préoccupé par les problèmes éducatifs contemporains.

L'évolution de la diffusion de la revue depuis dix ans constitue également un indicateur de sa santé. Cette diffusion a connu une légère baisse (4 %) entre 2000 et 2003, qui fait elle-même suite à une érosion constatée entre 1996 et 2000 (cf. tableau 1). On ne peut sans doute pas l'imputer à l'importante augmentation du prix de l'abonnement survenu durant cette période (20,50 € en 2000, 32 € en 2003), qui reste modéré en valeur absolue, ni à une baisse de la qualité de l'impression, due à l'adoption de procédés meilleur marché que l'offset. En revanche, deux explications peuvent être avancées, dans un contexte général de baisse du nombre d'abonnés aux revues de sciences humaines et sociales : le retard très important pris dans la parution de la revue (près d'un an et demi au milieu de 2003), dont on s'attachera à combler l'essentiel avant la fin de 2004 ; l'absence d'opération de promotion durant cette période, jointe à une grande

faiblesse de la diffusion au numéro. Dans ces conditions, la baisse constatée apparaît comme relativement faible, et semble pouvoir être contre-carrée dans les années à venir.

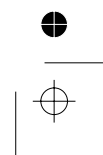
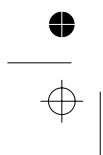
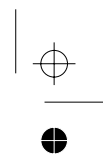
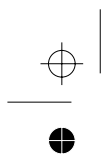
La typologie des abonnés appelle quelques conclusions relativement classiques : poursuite du mouvement voyant la part des abonnés individuels baisser dans le total (19 % fin 2003) au bénéfice des abonnements institutionnels, ceux des bibliothèques universitaires notamment ; confirmation de l'intérêt porté à la revue par deux grands types d'institutions : les Archives départementales et les IUFM ; déclin confirmé, en revanche, des CRDP et CDDP. Enfin, maintien d'une forte diffusion à l'étranger (36 % du total), quoiqu'en légère baisse par rapport aux années précédentes. Par pays, on constate (tableau 2) une stabilité d'ensemble de la provenance des abonnements. Comme d'habitude, la revue est totalement absente de l'Afrique francophone (4 abonnés sur l'ensemble du continent...) et peu présente en Europe centrale et orientale (11 abonnés). L'absence d'opération de promotion durant la période de référence explique en partie ce *statu quo* qui appellera, lui aussi, dans les années à venir, une politique plus volontariste, ainsi qu'une modernisation des procédures de règlement international pour les abonnements souscrits à l'étranger.

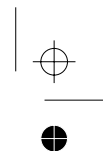
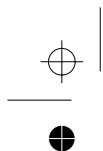
1. Abonnés à *Histoire de l'éducation*, typologie 1993-2003

	FRANCE				ÉTRANGER				TOTAL			
	1993	1996	2000	2003	1993	1996	2000	2003	1993	1996	2000	2003
Individuels	126	111	96	88	58	51	30	25	184	162	126	113
Universités	60	51	65	71	125	136	130	121	185	187	195	192
IUFM	31	43	43	46	0	0	0	0	31	43	43	46
Centres de recherche	25	29	22	10	8	18	8	10	33	47	30	20
Ministères, administrations	27	20	5	11	7	15	6	6	34	35	11	17
CRDP et CDDP	37	32	23	20	0	0	0	0	37	32	23	20
Services d'archives, musées	47	44	45	48	0	1	0	1	47	45	45	49
Bibliothèques non universitaires	17	14	21	11	14	12	8	3	31	26	29	14
Libraires et diffuseurs	4	18	29	33	23	6	11	5	27	24	40	38
Revue (échanges)	16	14	19	18	13	21	27	27	29	35	46	45
Services divers	n.c.	12	21	30	n.c.	5	13	15	n.c.	17	34	45
TOTAL	390	388	389	386	248	265	233	213	638	653	622	599

2. Abonnés étrangers à *Histoire de l'éducation*

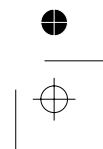
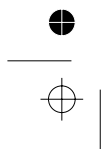
PAYS	NOMBRE D'ABONNÉS			
	MAI 1993	MAI 1996	MAI 2000	OCTOBRE 2003
ALGÉRIE	1	0	0	0
ALLEMAGNE	26	21	18	16
ANGLETERRE	11	12	15	13
ARGENTINE	1	2	2	1
AUSTRALIE	1	1	1	1
BELGIQUE	13	12	11	7
BRÉSIL	3	14	9	6
BULGARIE	0	1	1	2
CANADA	12	13	10	9
CHINE	0	1	1	2
CHYPRE	0	1	1	0
COLOMBIE	0	1	2	2
CORÉE DU SUD	0	1	2	1
DANEMARK	3	2	0	1
ESPAGNE	31	33	26	26
GHANA	0	1	0	0
GRÈCE	6	6	4	2
HONGRIE	0	1	0	1
INDE	1	0	0	0
ISRAËL	1	2	2	1
ITALIE	40	42	40	34
JAPON	25	25	21	19
LIBAN	0	1	0	0
MADAGASCAR	0	1	1	1
MALTE	1	0	0	0
MAROC	3	3	2	0
MEXIQUE	2	2	1	0
MOZAMBIQUE	0	0	0	1
NORVÈGE	0	1	0	0
PAYS-BAS	17	9	11	16
POLOGNE	5	4	4	4
PORTUGAL	10	14	11	11
ROUMANIE	1	1	1	1
SLOVÉNIE	0	1	1	1
SUISSE	23	19	21	17
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	2	2	1	1
TURQUIE	0	1	0	0
TUNISIE	0	3	1	1
UKRAINE	0	1	1	1
URUGUAY	0	0	1	1
U.S.A.	9	10	10	12
VIETNAM	0	0	0	1
TOTAL	248	265	233	213

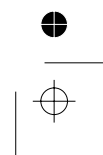
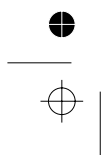
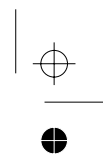
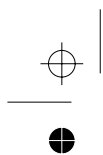




QUATRIÈME PARTIE

LES PUBLICATIONS





Les publications de l'unité peuvent se ranger dans trois grandes catégories. La première regroupe les instruments de recherche et de travail, qui revêtent essentiellement la forme d'ouvrages. La seconde comprend des résultats de recherches, plus ou moins articulées aux précédents. La troisième, des textes de méthodologie, de bilan ou de synthèse. Le tableau ci-dessous montre à la fois la répartition et l'évolution observées depuis 1989.

1. PUBLICATIONS DES CHERCHEURS DU SHE, 1989-2003 :

	OUVRAGES				ARTICLES			
	1989-1992	1992-1996	1996-2000	2000-2003	1989-1992	1992-1996	1996-2000	2000-2003
Instruments de recherche	14	18	17	15	1	3	1	3
Résultats de recherche	8	13	14	14	34	30	52	72
Bilans, synthèses	2	2	3	2	42	42	81	66
Total	24	33	34	31	77	75	134	141

La fonction de laboratoire de service apparaît clairement dans le nombre élevé des ouvrages appartenant à la première catégorie, surtout si on le pondère par le nombre de pages, souvent très élevé. Le nombre des ouvrages et articles de la deuxième catégorie atteste, de son côté, de l'articulation étroite entre recherches et ressources pratiquée par l'unité. Enfin, l'importance des articles de bilan, de synthèse et de méthode traduit les sollicitations dont les chercheurs de l'unité sont l'objet, d'une façon croissante, soit de la part de milieux scientifiques divers, soit de ceux

de la formation ; il s'agit, selon les cas, de proposer une réflexion méthodologique inspirée des recherches de l'unité ou de l'élaboration des instruments de travail sur lesquelles elles s'appuient, d'établir un état des lieux sur un thème ou dans un domaine, ou de donner « le point de vue de l'historien » sur une question en débat dans le monde éducatif, notamment celui de la formation, ou, plus rarement, dans le grand public.

Par rapport à la période précédente, la production de 2000-2003 se caractérise par une assez grande stabilité, en nombre comme dans la typologie des publications. Peut-être peut-on observer un accroissement de celles qui exposent des résultats de recherche originaux, par rééquilibrage avec les textes de circonstance, dont on avait relevé la prolifération dans le précédent rapport.

S'agissant des articles de revues et contributions à des ouvrages collectifs, il est intéressant de relever leur répartition en fonction des supports éditoriaux. Un constat d'ordre général : 57 % d'entre eux sont publiés dans des recueils collectifs, 43 % seulement dans des revues périodiques, alors que la matière et l'écriture des uns et des autres ne sont pas fondamentalement différentes. La participation désormais minoritaire des revues à la diffusion des résultats de recherches constitue sans doute l'une des manifestations de la langueur que connaît cette forme d'édition dans les sciences sociales.

2. TYPOLOGIE DES SUPPORTS ÉDITORIAUX

CHAMPS DE RÉFÉRENCE	REVUES	OUVRAGES COLLECTIFS	TOTAL
Histoire de l'éducation	28	30	58
Histoire générale	2	19	21
Histoire des sciences	4	1	5
Linguistique, études littéraires	3	1	4
Sciences de l'éducation	8	10	18
Pédagogie, éducation	12	8	20
Dictionnaires, encyclopédies	-	12	12
Vulgarisation	3	0	3
TOTAL	60	81	141

L'observation des champs de référence des publications de l'unité (tableau 2) montre qu'arrive très nettement en tête l'histoire de l'éducation, qu'il s'agisse des revues spécialisées ou de recueils collectifs qui lui sont exclusivement consacrés : aux plans national et international, l'histoire de l'éducation est devenue, à l'instar de bien d'autres, une parcelle relativement autonome dans le finage des historiens. La contribution aux champs historiques plus généraux apparaît un peu en retrait, s'agissant au moins des revues périodiques, ce que l'on peut considérer comme un déficit dans la politique de communication scientifique de l'unité en direction de l'histoire politique, sociale ou culturelle, dans laquelle elle s'inscrit pourtant clairement. En revanche, son intervention dans les champs de l'éducation et de la pédagogie est importante, ce qui traduit un double souci de transdisciplinarité et de réponse à de fortes demandes, sinon sociales, du moins professionnelles, émanant des milieux éducatifs au sens large du terme.

I – OUVRAGES

Le présent rapport couvrant une période de temps plus réduite que les précédentes (un peu plus de trois ans, au lieu de quatre), on y a inclut les ouvrages et articles sous presse ou à paraître en 2004.

1. ALAMERCERY Vincent : *Bibliographie d'histoire de l'éducation française. Titres parus au cours de l'année 1998 et suppléments des années antérieures* (avec la collaboration de Carmine Ramos et Catherine Vernier). Numéro double annuel d'*Histoire de l'éducation*, n° 91-92, septembre 2001, 186 p.
 2. ALAMERCERY Vincent : *Bibliographie d'histoire de l'éducation française. Titres parus au cours de l'année 1999 et suppléments des années antérieures* (avec la collaboration de Carmine Ramos et Catherine Vernier). Numéro double annuel d'*Histoire de l'éducation*, n° 95-96, septembre 2002, 184 p.
- ALAMERCERY Vincent : voir DURAND Isabelle (n° 28).
3. BELHOSTE Bruno (dir.) : *L'Examen, Évaluer, sélectionner, certifier (XVI^e-XX^e siècles)*, numéro spécial d'*Histoire de l'éducation*, n° 94, mai 2002, 230 p.
 4. BELHOSTE Bruno : *La Formation d'une technocratie. L'École polytechnique et ses élèves de la Révolution au Second Empire*, Paris, Belin, 2003, 507 p. (Coll. « Histoire de l'éducation »).

5. DANCEL Brigitte (dir.) : *La Formation des maîtres aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, INRP, 2003, 103 p.
 6. BENOIST Pierre : *La Formation professionnelle dans le bâtiment et les travaux publics, 1950-1990*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 2000, 614 p.
 7. BODÉ Gérard : *L'Enseignement technique de la Révolution à nos jours*. Tome 2 : 1926-1958. Préface de Jean-Luc Mélenchon. Paris, INRP et Économica, 2002. 2 vol. : 1. *Textes officiels avec introduction, notes et annexes*, 620 p. 2. *Recensement thématique des textes officiels sur l'histoire de l'enseignement technique*, 716 p.
 8. BODÉ Gérard, MARCHAND Philippe (dir.) : *Formation professionnelle et apprentissage, XVIII^e-XX^e siècles*. Actes du colloque international « L'Histoire de la formation technique et professionnelle en Europe du milieu du XVIII^e siècle au XX^e siècle ». Villeneuve-d'Ascq, 18-20 janvier 2001. Lille, *Revue du Nord*, hors série n° 17 ; Paris, INRP, 2003, 250 p.
 9. BODÉ Gérard, VENES Hubert : *Les Établissements d'enseignement technique du département de la Corrèze (1789-1940)*. Paris, INRP, sous presse.
 10. BRUTER Annie (collab.), DUBOIS Patrick : *Le Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire de Ferdinand Buisson. Répertoire des auteurs*, Paris, INRP, 2002, 202 p.
 11. BRUTER Annie, BAQUÈS Marie-Christine, TUTIAUX- GUILLON Nicole (dir.) : *Pistes didactiques et chemins d'historiens. Textes offerts à Henri Moniot*, Paris, L'Harmattan, 2003, 380 p.
- BRUTER Annie : voir SAVOIE Philippe n° 31.
12. CAPLAT Guy, LEBEDEFF-CHOPPIN Bernadette : *L'Inspection générale de l'enseignement supérieur au XIX^e siècle*. Paris, INRP, 2002, 317 p.
 13. CASPARD Pierre, LUC Jean-Noël, SAVOIE Philippe (dir.) : *Lycées et lycéens en France (1802-2002)*. Actes du colloque de la Sorbonne (9-10 juillet 2002). (À paraître).
 14. CASPARD-KARYDIS Pénélope (dir.) : *La Presse d'éducation et d'enseignement, 1941-1990. Répertoire analytique*. Tome 2, E-K. Paris, INRP, 2003, 702 p.

15. CASPARD-KARYDIS Pénélope (dir.) : *La Presse d'éducation et d'enseignement, 1941-1990. Répertoire analytique*. Tome 3, L-Z. Paris, INRP, 2004 (sous presse).
16. CHAMOIX Henri (collab.), VERDIER Hélène (dir.) : *Thesaurus des objets mobiliers*. Paris, Éditions du Patrimoine, 2001, 349 p. (Documents et méthodes n° 8).
17. CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean : *Discours sur la lecture, 1880-2000*, Paris, Fayard-BPI, 2000, 762 p. (2^e édition, revue et augmentée).
18. CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean : *La Lectura de un siglo a otro. Discursos sobre la lectura (1980-2000)*. Barcelone, Gedisa editorial, 2002, 205 p.
19. CHARTIER Anne-Marie : *Enseñar a leer y escribir : una aproximación histórica*. Mexico, F.C.é., 2003 (sous presse).
20. CHERVEL André (collab.) : *L'Enfant et la grammaire, XVIII^e siècle-1950*. Paris, INRP et Direction du Livre et de la Lecture, 2001, 92 p. [Coll. (Re)découvertes].
21. CHOPPIN Alain : *Voyage en lecture. L'évolution des manuels de lecture, trace de l'évolution de l'École*. (en collab. avec Anne-Marie Chartier). Paris, Savoir Livre, 2002, 16 p.
22. COMPÈRE Marie-Madeleine : *Les Collèges français (XVI^e-XVIII^e siècles). Répertoire*, T. 3. Paris, INRP, 2002, 477 p.
23. COMPÈRE Marie-Madeleine, SAVOIE Philippe (dir.) : *L'Établissement scolaire. Des collèges d'humanités à l'enseignement secondaire, XVI^e-XX^e siècles*. Numéro spécial de la revue *Histoire de l'éducation*, n° 90, mai 2001, 230 p.
24. CONDETTE Jean-François : *Les Recteurs de l'académie de Lille aux XIX^e et XX^e siècles*. Préface de Bernard Toulemonde. Lille, CRDP, Observatoire des Études et Recherches en Éducation, 2001, 203 p. (Patrimoine éducatif).
25. D'ENFERT Renaud : *L'Enseignement du dessin en France. Figure humaine et dessin géométrique (1750-1850)*. Paris, Belin, 2003, 256 p. (Histoire de l'éducation).
26. D'ENFERT Renaud : *L'Enseignement mathématique à l'école primaire, de la Révolution à nos jours. Textes officiels*. Tome 1 :

1791-1914. (avec la collaboration d'Hélène Gispert et de Josiane Hélayel). Paris, INRP, 2003, 372 p.

27. DUPONT Jean-Yves : *Le Cours de machines de l'École polytechnique, de sa création jusqu'en 1850*. Numéro spécial du *Bulletin de la Société des amis de l'École polytechnique*, n° 25, octobre 2000, 102 p.
28. DURAND Isabelle, RAMOS Carmine : *Bibliographie d'histoire de l'éducation française. Titres parus au cours de l'année 1997 et suppléments des années antérieures* (avec la collaboration de Vincent Alamerçery, Sabrina Smaïn et Catherine Vernier). Numéro double annuel d'*Histoire de l'éducation*, n° 87-88, septembre 2000, 343 p.
29. FERREZ Jean : *Souvenirs*. Édition réalisée par Marie-Thérèse Frank et Pierre Mignaval. Préface d'Antoine Prost. Collection « Acteurs et témoins de l'éducation ». Lyon, INRP, 2004 (à paraître).
30. FRANK Marie-Thérèse, MIGNAVAL Pierre : *Témoins et acteurs des politiques de l'éducation depuis la Libération. Tome 3 : Inventaire de quarante entretiens*. Paris, INRP, 2002, 144 p.

MIGNAVAL Pierre : voir FRANK Marie-Thérèse n° 30.

31. SAVOIE Philippe, BRUTER Annie, FRIJHOFF Willem (eds.) : *Secondary Education. Institutional, Cultural and Social History*. Numéro spécial de *Paedagogica Historica. International Journal of the History of Education*, vol. XL, n° 1-2 février 2004, env. 250 p. (sous presse).

SAVOIE Philippe : voir COMPÈRE Marie-Madeleine n° 23.

SAVOIE Philippe : voir CASPARD Pierre n° 13.

II – ARTICLES ET CONTRIBUTIONS À DES OUVRAGES COLLECTIFS

32. BELHOSTE Bruno : « La Géométrie sans la mesure », *Cahiers de Science et vie*, n° 59, octobre 2000, pp. 74-77.
33. BELHOSTE Bruno : « À propos des missions de l'École polytechnique : une réflexion historique », *Bulletin de la Société des amis de la bibliothèque de l'École polytechnique*, n° 26, décembre 2000, pp. 23-25.
34. BELHOSTE Bruno : « Des Sciences instituées aux sciences enseignées ou comment prendre en compte l'activité didactique en histoire des sciences », in N. Hulin (dir.), *Études sur l'histoire de l'enseigne-*

ment des sciences physiques et naturelles, Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences, n° 49, 2001, pp. 19-30.

35. BELHOSTE Bruno : Notice « École polytechnique » in A. Hessenbruch (dir.) *Reader's Guide to the History of Science*, Londres, Fitzroy Deaborn publishers, 2001, pp. 189-190.
36. BELHOSTE Bruno : Notice « Gaspard Monge » in A. Hessenbruch (dir.) *Reader's Guide to the History of Science*, Londres, Fitzroy Deaborn publishers, 2001, pp. 488-489.
37. BELHOSTE Bruno : « The École polytechnique and mathematics in nineteenth-Century France » in U. Bottazzini et A. Dahan-Dalmedico (eds), *Changing Images in Mathematics. From the French Revolution to the new Millenium*, Harwood, Acad. Publ., London, 2001, pp. 15-30.
38. BELHOSTE Bruno : « La Préparation aux grandes écoles scientifiques au XIX^e siècle : établissements publics et institutions privées », *Histoire de l'éducation*, n° 90, mai 2001, pp. 101-130.
39. BELHOSTE Bruno : « L'Examen : une institution sociale », in B. Belhoste (dir.), *L'Examen, évaluer, sélectionner, certifier, Histoire de l'éducation*, n° 94, mai 2002, pp. 5-16.
40. BELHOSTE Bruno : « Anatomie d'un concours : l'organisation de l'examen d'admission à l'École polytechnique de la Révolution à nos jours », in B. Belhoste (dir.), *L'Examen, évaluer, sélectionner, certifier, Histoire de l'éducation*, n° 94, mai 2002, pp. 141-175.
41. BELHOSTE Bruno : « La Fisica francese di inizio secolo », *Storia della Scienza*, vol. VII, *La Scienza dell'800*. Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana fondata da Giovanni Treccani, pp. 90-105.
42. BENOIST Pierre : « Les Formations du bâtiment et des travaux publics au XX^e siècle », in G. Bodé, P. Marchand (dir.) : *Formation professionnelle et apprentissage, XVIII^e-XX^e siècles. Revue du Nord* hors série ; n° 17 ; INRP, 2003, pp.143-155.
43. BENOIST Pierre : « Michel Debré et la formation professionnelle ». *Histoire de l'éducation*, janvier 2004. À paraître.
44. BENOIST Pierre : « La Gestion des lycées et l'évolution de l'administration centrale, 1944-1986 », in Actes du colloque *Lycées et lycéens en France, 1802-2002*. À paraître.

45. BERNARD Danièle, LEPAGNOT-LECA Françoise : « Alain Savary et la loi de l'enseignement supérieur », in S. Hurtig (dir.), *Alain Savary : politique et honneur*. Paris, Presses de Sciences Po, 2002, pp. 219-238.
46. BODÉ Gérard : « Déplacement de frontières et mutations socio-économiques : histoire de la formation professionnelle en Alsace-Lorraine », in W. Brücher (dir.), *Grenzverschiebungen. Interdisziplinäre Beiträge zu einem zeitlosen Phänomen. Internationales Symposium des interdisziplinären Forschungsschwerpunktes, Grenzregionen und Interferenzräume der Philosophischen Fakultät der Universität des Saarlandes in Sarrbrücken und Forbach 10-12 mai 2001*. Sankt- Ingbert, Röhrig, 2003, pp. 199-226.
47. BODÉ Gérard : « L'Enseignement technique dans le département de la Loire (1815-1940) », in B. Carrier-Reynaud (dir.), *Enseignement professionnel et formation technique, XIX^e-milieu XX^e siècle. Actes de la journée d'études du 7 février 2003*. Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne. (à paraître début 2004.)
48. BODÉ Gérard : « L'Enseignement technique en France et en Allemagne : écoles de perfectionnement et cours professionnels, 1820- 1940 », in G. Gayot, Ph. Minard (dir.), *Les Ouvriers qualifiés de l'industrie (XVI^e-XX^e siècles). Formation, emploi, migrations. Revue du Nord*, hors série n° 15, 2001, pp. 147-159.
49. BODÉ Gérard : « Le Modèle de formation professionnelle allemand au XIX^e siècle : naissance d'un malentendu ? L'exemple de l'Alsace-Lorraine (1871- 1918) », in G. Bodé, Ph. Marchand (dir.), *Formation professionnelle et apprentissage, XVIII^e-XX^e siècles, Revue du Nord*, hors série n° 17 ; Paris, INRP, 2003, pp. 409- 418.
50. BODÉ Gérard : « Zum amtlichen und privaten Umgang mit der Sprachenpluralität im Département Moselle (1800-1870). Bemerkungen aus der Sicht des Historikers », in B. Kühn, M. Pitz, A. Shorr (dir.), *Grenzen ohne Fächergrenzen*. Sarrebruck, Universität des Saarlandes.
51. BRUTER Annie : « Les Paradigmes pédagogiques, d'hier à aujourd'hui », *Perspectives documentaires en éducation*, n° 53 : *15 ans de recherche en didactique de l'histoire-géographie*. Paris, INRP, 2001 [2002], pp. 39-44.
52. BRUTER Annie : « Un Exemple de recherche sur l'histoire d'une discipline scolaire : l'histoire enseignée au XVII^e siècle », *Carrefours de l'éducation*, n° 13, janvier-juin 2002, pp. 3-17.

53. BRUTER Annie : « Le Collège de Clermont / Louis-le-Grand, l'université de Paris et le mythe du « complot » jésuite » in G.P. Brizzi, R. Greci (dir.), *Gesuiti e università in Europa (secoli XVI-XVIII). Atti del Convegno di studi, Parma, 13-15 dicembre 2001*, Bologne, CLUEB, 2002, pp. 129-136.
54. BRUTER Annie : Notice « Collège jésuite », in M.-M. Compère, *Les Collèges français (XVI^e-XVIII^e siècles), Répertoire 3 – Paris*. Paris, INRP, 2002, pp. 359-396.
55. BRUTER Annie : « Histoire et identité : mariage indissoluble ou union passagère ? », in N. Tutiaux-Guillon, D. Nourrisson (dir.), *Identités, mémoires, conscience historique*. Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2003, pp. 43-51.
56. BRUTER Annie : « Un Exemple contemporain de fabrication de l'histoire nationale. Le Musée de la Diaspora à Tel-Aviv », in A. Bruter, M.-C. Baquès, N. Tutiaux-Guillon (dir.), *Pistes didactiques et chemins d'historiens. Textes offerts à Henri Moniot*. Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 205-224.
57. BRUTER Annie : « Des *arcana imperii* à l'éducation du citoyen : le modèle de l'éducation historique au XVIII^e siècle », in G. Luciani et C. Volpihac-Auger (dir.), *L'Institution du prince au XVIII^e siècle. Actes du huitième colloque franco-italien des sociétés française et italienne d'étude du XVIII^e siècle tenu à Grenoble en octobre 1999*. Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, 2003.
58. BRUTER Annie : « L'Émergence de la discipline historique au début du XIX^e siècle », communication présentée au colloque en Sorbonne *Lycées et Lycéens en France, XIX^e-XX^e siècles*, 9 juillet 2002, à paraître dans les *Actes du colloque*.
59. BRUTER Annie : « L'Enseignement de l'histoire dans les lycées napoléoniens », communication présentée au colloque *La création des lycées et la politique scolaire de Napoléon*, Institut Napoléon / Bibliothèque Marmottan, 15 novembre 2002, à paraître dans les *Actes du colloque*.
- BRUTER Annie : voir SAVOIE Philippe n° 164.
60. CAPLAT Guy : « L'Année 1802 : naissance et mise en place d'une inspection générale des études », *Bulletin de l'IGEN*, n° 34, avril 2002, pp. 5-9.

61. CAPLAT Guy : « Documents d'inspection (XIX^e siècle) », *Bulletin de l'IGEN*, n° 36, octobre 2002, pp. 5-20.
62. CAPLAT Guy : « L'Inspection générale de l'enseignement technique », in J.-P. Rioux (dir.), *Deux cents ans d'inspection générale 1802-2002. Mélanges historiques*. Paris, Fayard, 2002, pp. 231-244.
63. CAPLAT Guy : « Louis Cros et la fonction de directeur », in *Louis Cros, l'imagination à l'œuvre*. Paris, INRP/CUIP, 2002, pp. 45-47.
64. CASPARD Pierre : « Examen de soi-même, examen public, examen d'État. De l'admission à la Sainte-Cène aux certificats de fin d'études, XVI^e- XIX^e siècles », in B. Belhoste (dir.), *L'Examen. Évaluer, sélectionner, certifier. Histoire de l'éducation*, n° 94, mai 2002, pp. 17-74.
65. CASPARD Pierre : « A Profissão docente-entre história e memória. Uma pesquisa em um Instituto Francês de Formação de Professores », *História da Educação*, septembre 2002, pp. 5-16.
66. CASPARD Pierre : « Musée pédagogique », in J. Julliard, M. Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*. Paris, Seuil, nouvelle éd., 2002, pp. 1002-1003.
67. CASPARD Pierre : « Les Trois âges de la première communion en Suisse », in J.-P. Bardet, J.-N. Luc, I. Robin-Romero, C. Rollet (dir.), *Lorsque l'enfant grandit. Entre dépendance et autonomie*. Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003, pp. 173-181.
68. CASPARD Pierre : « Avant-propos », in G. Bodé et Ph. Marchand (dir.), *Formation professionnelle et apprentissage, XVIII^e-XX^e siècles. Revue du Nord*, hors-série n° 17 ; INRP, Paris, 2003, pp. 7-8.
69. CASPARD Pierre : « Le Service d'histoire de l'éducation : portrait de groupe », *Carrefours de l'éducation*, n° 15, 2003, pp. 220-225.
70. CASPARD Pierre : « Avant-propos », in B. Dancel (dir.), *La Formation des maîtres aux XIX^e-XX^e siècles. Guide de recherche sur les écoles normales de l'académie d'Amiens*. Paris INRP, IUFM Amiens, 2003, p. 5.
71. CASPARD Pierre : Article « Instituteur / Lehrer ». *Dictionnaire historique de la Suisse*. Consultable sur Internet (www.dhs.ch).
72. CASPARD Pierre : « Actor y reflejo de un campo disciplinario : la Revista *Historia de l'éducation* ; 1978-2003 », *Historia de la educación* (Mexico), n° 1, mai 2003 (sous presse).

73. CASPARD Pierre : « La Profession enseignante, entre histoire et mémoire. Une enquête chez les maîtres en formation », in M. Grandière, A. Lahalle (dir.), *L'innovation dans l'enseignement français. Études historiques, XVI^e-XX^e siècles*. Lyon, INRP, Nantes, CRDP. À paraître.
74. CHAMOIX Henri : « L'Inventaire descriptif systématique des instruments scientifiques dans les lycées et universités de France », *La lettre de l'OCIM (Office de coopération et d'informations muséographiques)*, n° 84, novembre-décembre 2002, p. 24.
75. CHAMOIX Henri : « El inventario descriptivo de instrumentos científicos en los y las universidades de Francia », in J.-R. Bertomeu Sánchez, A. Garcíá Belmar (éd.), *Abriendo las cajas negras : Colección de instrumentos científicos de la Universitat de València*. Valence, Universitat de València y Fundació General de la Universitat de València, 2002, pp. 153-166 [Texte en langue espagnole (pp. 155-166) et en langue française (pp. 453-459)].
76. CHAMOIX Henri : « Le Patrimoine des lycées : les collections d'instruments scientifiques », in T. Charmasson, A. Le Goff (dir.), *Mémoires de lycées, archives et patrimoine. Actes de la journée d'études du 8 juillet 2002 au centre historique des Archives nationales*. Paris, Direction des Archives de France, INRP, 2003, pp. 165-182.
77. CHARTIER Anne-Marie, RENARD Patricia : « Cahiers et classeurs : les supports ordinaires du travail scolaire », in S. Plane, B. Schneuwly, *Les Outils d'enseignement du français, Repères*, n° 22, 2000, numéro spécial, pp. 135-159.
78. CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean : « Saber leer y escribir : unas « herramientas mentales » que tienen su historia », *Infancia y Aprendizaje, Journal for the Study of Education and Development*, n° 89, Madrid, 2000, pp. 11-24.
79. CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean : « Genèse d'une crise : la lecture littéraire dans les *Cahiers pédagogiques* de la Libération à Mai 1968 », in D. Savatovsky (coord.), *La crise du français, Études de linguistique appliquée*, n° 118, avril-juin 2000, pp. 227-243.
80. CHARTIER Anne-Marie, FOLCH Thérèse, HÉBRARD Jean : « Lecture et maternelle », (Table ronde) Les Journées de l'Observatoire national de la lecture : *La lecture dans les trois cycles du primaire*, ministère de l'Éducation nationale, janvier 2000, pp. 12-24.

81. CHARTIER Anne-Marie : « La Formation continue dans le premier degré : éléments d'approche historique », in *L'analyse des besoins de formation des enseignants du premier degré, Actes du séminaire national organisé par la direction de l'Enseignement scolaire*, mai 2000, CRDP de l'Académie de Versailles, pp. 13-27.
82. CHARTIER Anne-Marie : « Réussite, échec et ambivalence de l'innovation pédagogique : le cas de l'enseignement de la lecture », *Innovations et réseaux sociaux, Recherche et Formation*, n° 34, décembre 2000, pp. 41-56.
83. CHARTIER Anne-Marie, CHAUVEAU Gérard, MOISAN Catherine, ROCHEX Jean-Yves : « Quelle éducation prioritaire aujourd'hui et demain ? », [Table ronde de clôture], ZEP, le Troisième souffle ? Journées de l'OZP mai 2000, *Ville-École-Intégration, enjeux, migrants-formation*, hors série n° 2, décembre 2000, pp. 31-47.
84. CHARTIER Anne-Marie : « Fazeres ordinários da classe : uma aposta para a pesquisa e para a formação », *Educação e Pesquisa, Revista de faculdade de educação da USP*, vol. 26, n° 2, juil.-déc. 2000, pp. 157-168.
85. CHARTIER Anne-Marie : « Échec scolaire et exclusion : ne pas confondre », *Les Cahiers pédagogiques* [dossier sur L'école et l'exclusion, coordonné par Françoise Lourcerie], n° 391, février 2001, pp. 18-19.
86. CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean : « Literacy and Schooling from the Cultural Historian's Point of View », in T. Popkewitz, B. M. Franklin, M. Pereyra (eds.). *Cultural History and Education, Critical Essays of Knowledge and Schooling*. New-York, Routledge, 2001, pp. 263-288.
87. CHARTIER Anne-Marie : « À propos des cahiers scolaires », in M. Kucera, J.-Y. Rochex, S. Stech (dir.), *La Transmission du savoir comme problème culturel et identitaire*. Prague, Karolium, 2001, pp. 69-87.
88. CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean : « Método silábico e método global : alguns esclarecimentos históricos », *História da educação*, 10 outubro 2001, pp. 141-154
89. CHARTIER Anne-Marie : « On n'a jamais fini d'apprendre à lire », *Lieux de lectures, lieux d'enfance, Les Cahiers d'ACCES*, n° 5, novembre 2001, pp. 8-14 (propos recueillis par Joëlle Turin).

90. CHARTIER Anne-Marie : « La Enseñanza de la lectura : un enfoque histórico », in L. Martínez Moctezuma (dir.), *La Infancia y la cultura escrita*, Mexico, Siglo Veintiuno, 2001, pp. 147-190.
91. CHARTIER Anne-Marie : « Les modèles contradictoires de la lecture entre formation et consommation, de l’alphabétisation populaire à la culture de masse », *Cahiers de l’Association internationale des études françaises*, n° 54, mai 2002, pp. 361-380.
92. CHARTIER Anne-Marie : « Histoire et représentations scolaires de la littérature enfantine », in *L’enfance à travers le patrimoine écrit. Actes du colloque d’Annecy, septembre 2001, organisé par l’agence Rhône-Alpes pour le livre et la documentation (ARALD) et la Fédération française pour la coopération des bibliothèques, des métiers du livre et de la documentation (FFCB)*, Annecy, ARALD, Bibliothèque municipale ; Paris, FFCB, 2002, pp. 25-54.
93. CHARTIER Anne-Marie : « Um Dispositivo sem autor : cadernos e fichários na escola primária », *Revista Brasileira de História da educação*, Janeiro-Junho 2002, n° 3, pp. 9-26.
94. CHARTIER Anne-Marie : « La Littérature de jeunesse à l’école primaire : histoire d’une rencontre inachevée », in H. Zoughebi (dir.), *La Littérature dès l’alphabet*, Paris, Gallimard Jeunesse, 2002, pp. 141-157.
95. CHARTIER Anne-Marie : « Bibliothèques scolaires », in P. Fouché, D. Péchoin, P. Schuwer, *Dictionnaire encyclopédique du livre, tome 1 (A-D)*. Paris, Cercle de la Librairie, 2002, pp. 322-323.
96. CHARTIER Anne-Marie : « Se former à la littérature de jeunesse, mise en perspective », *Se former à la littérature de jeunesse aujourd’hui, Actes du colloque des 14-15 novembre 2002*, Argos, n° 4 hors série, printemps 2003, pp. 47-50.
97. CHARTIER Anne-Marie : « Culture scolaire et savoirs. Approche historique », *Culture(s) : entre fragmentation et recompositions, Ville-École-Intégration enjeux, migrants-formation*, n° 133, juin 2002, pp. 192-215.
98. CHARTIER Anne-Marie : « Les pionniers de l’éducation nouvelle au Brésil, entre histoire et mémoire », *Histoire de l’éducation*, n° 97, janv. 2003, pp. 79-96.

99. CHARTIER Anne-Marie : « Os Modelos contraditórios da leitura entre formação e consumo. Da alfabetização à cultura de massa », *História da Educação*, n° 13, abril 2003, Pelotas, pp. 35-49.
100. CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean : « Alfabetismo y escolarización desde el punto de vista de un historiador cultural », in T. Popkewitz, B. Franklin, M. Pereyra (Eds), *Historia cultural y educación, Ensayos críticos sobre coñocimiento y escolarización*, Barcelone/Mexico, Pomares, 2003, pp. 269- 293.
101. CHARTIER Anne-Marie : « Approche historique de l'illettrisme », *Prévenir l'illettrisme dès l'école : Pourquoi ? Comment ? Les rencontres de la DESCO*, mai 2003, Paris, 2003, pp. 9-14.
102. CHARTIER Anne-Marie : « Travaux d'élèves et cahiers scolaires : l'histoire de l'éducation du côté des pratiques », in A. Jiùenez Eguizábal (dir.), *Etnohistoria de la escuela, XII Coloquio Nacional de Historia de la Educación, Burgos, 18-21 junio 2003*, Universidad de Burgos, 2003, pp. 23-41.
103. CHARTIER Anne-Marie : « Teaching reading, an historical approach », in T. Nunes, P. Bryant (ed.), *Handbook of children's literacy*, Kluwer Academic publishers, 2003, pp. 493-497 et 511-538.
104. CHARTIER Anne-Marie : « Exercices écrits et cahiers d'élèves : réflexions sur des pratiques de longue durée », *Télémaque*, n° 24, décembre 2003, pp. 81-110.
105. CHARTIER Anne-Marie : « Écrire les pratiques. Réticences et résistances de praticiens », in C. Blanchard-Laville, D. Fablet (dir.), *Écrire les pratiques professionnelles*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 17-56.
106. CHARTIER Anne-Marie : « Réussite, échec et ambivalence de l'innovation pédagogique : le cas de l'enseignement de la lecture », in M. Grandière, A. Lahalle (dir.), *op. cit.* À paraître.
107. CHERVEL André : « Le Baccalauréat et les débuts de la dissertation littéraire, 1874-1881 », in B. Belhoste (dir.), *L'Examen, Évaluer, sélectionner, certifier. Histoire de l'éducation*, n° 94, mai 2002, pp. 103-139.
108. CHERVEL André : « L'Invention de la dissertation littéraire dans l'enseignement secondaire français », *Paedagogica Historica*. À paraître.

- 109.** CHOPPIN Alain : « Pasado y presente de los manuales escolares », in J. Ruiz Berrio (ed.), *La Cultura escolar de Europa. Tendencias históricas emergentes*. Madrid, Editorial Biblioteca Nueva, 2000, pp. 107-165.
- 110.** CHOPPIN Alain : « Los Manuales escolares de ayer a hoy : el ejemplo de Francia ». *Historia de la Educación*, 2000, n° 19, pp. 13-37.
- 111.** CHOPPIN Alain : « Aspekti illiustrirovania y consenptsii outchebnikov [= Aspects de l'illustration et de la conception des manuels scolaires], in E. Bakonis (coord.). *Outchebnik : dechat raznix mneinii (sbornik statei) [= Manuel scolaire : dix opinions différentes (recueil d'articles)]*. Vilnius, ESINJA, 2000, pp. 132- 153 [en russe].
- 112.** CHOPPIN Alain : « Les Manuels scolaires », in J. Michon, J.-Y. Mollier (dir.), *Les Mutations du livre et de l'édition dans le monde du XVIII^e siècle à l'an 2000*. Québec, Presses de l'université Laval ; Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 474- 483.
- 113.** CHOPPIN Alain : « Pasado y presente de los manuales escolares ». *Revista educación y pedagogía*, vol. XIII, n° 29-30 enero - septiembre de 2001, pp. 207-230.
- 114.** CHOPPIN Alain : « La Historia de España en los manuales escolares », in M. Boixareu, R. Lefère (coord.), *La Historia de España en la Literatura Francesa. Una fascinación...* Madrid, Editorial Castilla, 2002, pp. 27-36. (Literatura y Sociedad ; 73).
- 115.** CHOPPIN Alain : « Les Manuels scolaires de langues vivantes de 1789 à nos jours ». *Les Langues modernes*, n° 1, janvier 2002, pp.6-14.
- 116.** CHOPPIN Alain : « O Historiador e o livro escolar». *História da Educação*, n° 11, abril 2002, pp. 5-24.
- 117.** CHOPPIN Alain : « L'Histoire du livre et de l'édition scolaires : vers un état des lieux ». *Paedagogica historica*, vol. 38, n° 1, 2002, pp. 21-49.
- 118.** CHOPPIN Alain : « Textbooks and Textbook Researches in Western Countries », in *Textbook Improvement with a view to enhancing mutual understanding between countries*. Séoul : Korean Educational Development Institute (KEDI), 2002, pp. 10-18 et pp. 19-29. [texte en langue coréenne (pp. 10-18) et texte en langue française (pp. 19-29)].
- 119.** CHOPPIN Alain : « Textbooks in France : Compilation, Application and Training ». *Global Education*, vol. 32, n° 6, 2003, pp. 8-13. [texte en langue chinoise].

- 120.** CHOPPIN Alain : « Former les enseignants au choix et à l'utilisation de leurs manuels : histoire et actualité », in B. Germain, I. Le Guay, N. Robert (dir.), *Le Manuel de lecture au CP : réflexions, analyses et critères de choix*. Paris, ScéREN, Savoir Livre, 2003, pp. 12-16 (Lectures en jeu).
- 121.** CHOPPIN Alain : « L'Histoire d'Espagne dans les manuels scolaires », in M. Boixareu, R. Lefère (dir.), *L'Histoire de l'Espagne dans la littérature française*. Paris, Honoré Champion, 2003, pp. 27-37 (Bibliothèque de littérature générale et comparée ; 49).
- 122.** CHOPPIN Alain : « El Libro de texto », in *VI Congreso nacional de investigación educativa. Conferencias magistrales*. México, Consejo Mexicano de Investigación Educativa, 2003, pp. 357-379 [en espagnol].
- 123.** CHOPPIN Alain : « La Recherche sur l'histoire du livre et de l'édition scolaires en France ». Communication au congrès « Percorsi del Libro per la Scuola fra Otto e Novecento » *La tradizione toscana e le nuove realtà in Italia*, organisé par l'université de Florence et la Région de Toscane, Florence (Italie) (sous presse).
- 124.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « La Historia del tiempo escolar en Europa », in J. Ruiz Berrio (ed.), *La Cultura escolar de Europa. Tendencias históricas emergentes*, Madrid, Biblioteca nueva, 2000, pp. 19-41.
- 125.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « L'Histoire du temps scolaire en Europe », in C. Saint-Jarre et L. Dupuis-Walker (dir.), *Regards multiples sur le temps en éducation*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 2001, pp. 93-115.
- 126.** COMPÈRE Marie-Madeleine : articles « Les Facultés des arts », « Les Collèges d'humanités », in A.-M. Audic, G. Avanzini, R. Cailletau, P. Penisson (dir.), *Dictionnaire historique de l'éducation chrétienne d'expression française*. Paris, Don Bosco, 2000.
- 127.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Les Cadres institutionnels de l'enseignement des mathématiques au XVI^e siècle », *Revue d'histoire des mathématiques*, 2000, n° 6, pp. 271-292.
- 128.** COMPÈRE Marie-Madeleine, SAVOIE Philippe : « L'Établissement secondaire et l'histoire de l'éducation », in M.-M. Compère, P. Savoie (dir.), *L'Établissement scolaire. Des collèges d'humanités à l'enseignement secondaire, XVI^e-XX^e siècles*, *Histoire de l'éducation*, n° 90, mai 2001, pp. 5-20.

- 129.** COMPÈRE Marie-Madeleine, NOGUÈS Boris : « La Direction d'établissement dans les collèges de l'université de Paris sous l'Ancien Régime », in M.-M. Compère, P. Savoie (dir.), *L'établissement scolaire. Des collèges d'humanités à l'enseignement secondaire, XVI^e-XX^e siècles*, *Histoire de l'éducation*, n° 90, mai 2001, pp. 21-78.
- 130.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Loi générale sur l'Instruction publique créant les lycées et l'Inspection générale » in *Célébrations nationales 2002*. Paris, Direction des Archives de France, 2001, pp. 30-31.
- 131.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Visiteurs et inspecteurs des collèges avant la Révolution », in J.-P. Rioux (dir.), *Deux cents ans d'Inspection générale (1802-2002)*, *Mélanges historiques*. Paris, Fayard, 2002, pp. 13-26.
- 132.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « La Cuestión de las fuentes en la historia de la educación », in A. Civiera, C. Escalante, L. Elena Galván (coord.), *Debates y desafíos en la historia de la educación en México*. México, Instituto Superior de Ciencias de la Educación del Estado de México-El Colegio Mexiquense, 2002, pp. 239-360.
- 133.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « La Postérité du Père de Dainville en histoire de l'éducation », in C. Bousquet-Bressolier (dir.), *Un Géographe, pionnier de l'histoire de la cartographie et de l'éducation, François de Dainville (1909-1971)*. Paris, PRODIG-École des Chartes, 2003 (sous presse).
- 134.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « La Scolarisation secondaire en France dans une perspective historique », article à paraître en espagnol dans la revue mexicaine d'histoire de l'éducation, publiée par l'université de Michoacan.
- 135.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Français et latin dans une culture scolaire des XVI^e et XVII^e siècles », in M. Grandière, A. Lahalle (dirs.), *op. cit.* À paraître.
- 136.** CONDETTE Jean-François : « Traîtres fatigués ou élites administratives ? Une recherche en cours sur les recteurs d'académie de 1809 à 1940 », *Histoire de l'éducation*, n° 97, janvier 2003, pp. 37-77.
- 137.** CONDETTE Jean-François : « Les Recteurs d'académie de 1809 à 1940 : l'évolution d'une fonction au service de l'éducation », *Le Service de l'État à l'époque moderne et contemporaine*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 51-1, janv.-mars 2004, pp. 62-93.

- 138.** CONDETTE Jean-François : « Le Recteur et abbé Jamet : un pionnier de la prise en compte du handicap », colloque international des 26, 27 et 28 mai 2003, *Situations de handicap et systèmes éducatifs* organisé par l'université de Lyon 2 et l'Association francophone d'éducation comparée. À paraître.
- 139.** CONDETTE Jean-François : « La Crise des lycées de garçons à la fin du XIX^e siècle d'après les réponses des recteurs à l'enquête parlementaire de 1899 », Communication au colloque organisé en juillet 2002 par l'université de Paris IV et le SHE, *Lycées et lycéens de 1802 à 2002*, Actes à paraître aux Presses de la Sorbonne.
- 140.** CONDETTE Jean-François : « Les Recteurs napoléoniens et la difficile mise en place des structures académiques (1809-1815) », communication au colloque organisé les 14, 15 et 16 novembre 2002 par l'Institut Napoléon (Jacques Olivier Boudon), *La politique scolaire de Napoléon I^{er}*. Actes à paraître.
- 141.** D'ENFERT Renaud : « L'Enseignement du dessin dans les écoles centrales (1795-1802) », *Paedagogica Historica*, vol. 36, n° 2, 2000, pp. 601-629.
- 142.** D'ENFERT Renaud : « La Place du dessin dans la formation des ouvriers et des artisans en France, XVIII^e-XIX^e siècles », in G. Bodé, P. Marchand (dir.), *Formation professionnelle et apprentissage, XVIII^e-XIX^e siècles*, *Revue du Nord* hors série n° 17 ; INRP, Paris, 2003, pp. 99-112.
- 143.** D'ENFERT Renaud : « Manuel (Travail) : préparer au métier ou éduquer ? » in D. Denis, P. Kahn (dir.), *L'École républicaine et la question des savoirs. Enquête au cœur du Dictionnaire de pédagogie de F. Buisson*, Paris, CNRS, 2003, pp. 199-222.
- 144.** D'ENFERT Renaud : « Inventer une géométrie pour l'école primaire au XIX^e siècle », *Trema*, n° 22, septembre 2003, pp. 41-49.
- 145.** D'ENFERT Renaud : « Une Nouvelle forme d'enseignement du dessin au début du XIX^e siècle : le dessin linéaire », in M. Grandière, A. Lahalle (dirs.) *op. cit.* À paraître.
- 146.** FRANK Marie-Thérèse : « Les Mutations des années 1980 », in J.-P. Rioux (dir.), *Deux cents ans d'Inspection générale : 1802-2002*, Fayard, 2002, pp. 319-330.

- 147.** FRANK Marie-Thérèse, MIGNAVAL Pierre : « La Loi Savary : le regard des acteurs », in S. Hurtig (dir.), *Alain Savary : politique et honneur*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2002, pp. 239-260.
- 148.** HAVELANGE Isabelle : « Vingt ans de bibliographie d'histoire de l'éducation française (1979-1998) ». *Histoire de l'éducation*, n° 93, janvier 2002, pp. 59-90.
- 149.** HUGUET Françoise : Article « Guizot » dans le *Dictionnaire encyclopédique du livre*, Paris, Cercle de la Librairie, 2003.
- 150.** HUGUET Françoise : « Les Pensions et institutions privées secondaires pour garçons dans la région parisienne (1700-1940) », in M.-M. Compère, P. Savoie (dir.), *L'établissement scolaire. Des collèges d'humanités à l'enseignement secondaire, XVI^e-XX^e siècles*. *Histoire de l'éducation*, n° 90, mai 2002, pp. 205-221.
- 151.** HUGUET Françoise, LUC Jean-Noël : « Des salles d'asile aux écoles maternelles (1837-1939) » in J.-P. Rioux (dir.), *Deux cents ans d'Inspection générale (1802-2002), Mélanges historiques*. Paris, Fayard, 2002, pp. 157-175.
- LEPAGNOT-LECA Françoise : Voir BERNARD Danièle n° 45.
- 152.** MARTIN Jérôme : « Aux origines de la science des examens (1920-1940) », in B. Belhoste (dir.), *L'examen, Évaluer, sélectionner, certifier*. *Histoire de l'éducation*, n° 94, mai 2002, pp. 177-199.
- 153.** MARTIN Jérôme : « L'Orientation professionnelle et la définition des âges (fin XIX^e-années 1930) » in J.-P. Bardet, J.-N. Luc, J. Robin-Romero, C. Rollet (dirs.) : *Lorsque l'enfant grandit. Entre dépendance et autonomie*. Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003, pp. 217-227.
- 154.** MARTIN Jérôme : « L'Orientation professionnelle, un instrument de rationalisation ? France, Allemagne et Grande-Bretagne dans les années 1920 », *Histoire & Sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, n° 2, 2^e trimestre 2002.
- 155.** MARTIN Jérôme : « L'Orientation professionnelle et le mouvement artisanal dans l'entre-deux-guerres : de l'identité au divorce », *Questions d'orientation (Revue de l'Association des conseillers d'orientation psychologues)*, n° 3, septembre 2002.
- 156.** MARTIN Jérôme : « Le mouvement d'orientation professionnelle : l'éducation des aptitudes facteur de réduction des inaptitudes », in A.S. Bruno, C. Omnès (dir.), *Les mains inutiles. Inaptitude au travail et*

emploi en Europe, Belin, coll. Temps présents, janvier 2004. Actes du colloque « La construction sociale de l'inaptitude », université de Versailles-Saint-Quentin, septembre 2001.

MIGNAVAL Pierre : Voir FRANK Marie-Thérèse n° 147.

NOGUÈS Boris : Voir COMPÈRE Marie-Madeleine n° 129.

157. SAVOIE Philippe : « Autonomie et personnalité des lycées : la réforme administrative de 1902 et ses origines », in M.-M. Compère, P. Savoie (dir.), *L'Établissement scolaire. Des collèges d'humanités à l'enseignement secondaire. XVI^e-XX^e siècles. Histoire de l'éducation*, n° 90, mai 2001, pp. 169-204.

158. SAVOIE Philippe : « À chacun selon son grade », *Le Monde de l'éducation*, n° 2095, septembre 2001, p. 42.

159. SAVOIE Philippe : « La rude jeunesse d'un corps, 1802-1850 », in J.-P. Rioux (dir.), *Deux cents ans d'Inspection générale (1802-2002). Mélanges historiques*, Paris, Fayard, 2002, pp. 27-44.

160. SAVOIE Philippe : « La République des professeurs », *L'Histoire*, n° 268, septembre 2002, pp. 73-81.

161. SAVOIE Philippe : « The Role of Cities in the History of schooling : a French Paradox », *Paedagogica Historica*, vol. 39, n° 1/2, 2003, pp. 37-51.

162. SAVOIE Philippe : « L'Enseignement technique industriel en France : l'influence des écoles d'arts et métiers », in G. Bodé et P. Marchand (dir.), *Formation professionnelle et apprentissage, XVIII^e-XX^e siècles*, *Revue du Nord*, hors-série n° 17 ; Paris INRP, 2003, pp. 129-141.

163. SAVOIE Philippe : « Éléments d'analyse historique de la littérature officielle sur les enseignants du Secondaire », in J.-P. Obin, *Enseigner, un métier pour demain. Rapport au ministre de l'Éducation nationale*, Paris, La Documentation française, 2003, annexe n° 1, pp. 119-135.

164. SAVOIE Philippe : « Construire un système d'instruction publique : de la création des lycées au monopole renforcé (1802-1814) », in Actes du colloque *La création des lycées et la politique scolaire de Napoléon* (15-16 novembre 2002). À paraître.

165. SAVOIE Philippe : « Secondary Education, Institutional, Cultural and Social History » (introduction), in Ph. Savoie, A. Bruter, W. Frijhoff (Eds.), *Secondary Education, Institutional, Cultural and*

Social History, Numéro spécial de *Paedagogica Historica*, *International Journal of the History of Education*, XL, 1-2 (février 2004).

- 166.** SAVOIE Philippe : « L'Association de la classe et de l'étude : retour sur un modèle pédagogique disparu », *Éducation et Formation*, n° 65, janvier-juin 2003. *L'Aide individualisée. Réflexions et enjeux*, pp. 127-133.
- 167.** SAVOIE Philippe : « Le lycée : histoire, problèmes actuels et perspectives ». *Annales de la Société franco-japonaise des Sciences de l'éducation* (Japon), n° 31, avril 2002 / mars 2003, Actes du colloque annuel 2002, *Lycées en France et au Japon : histoire et questions actuelles*, pp. 19-26 (en japonais) et 27-35 (en français).
- 168.** SAVOIE Philippe : « Création et réinventions des lycées, 1802-2002 », in P. Caspard, J.-N. Luc, Ph. Savoie, Actes du colloque *Lycées et lycéens en France (1802-2002)*. À paraître.
- 169.** SAVOIE Philippe : « Les Enseignants du secondaire, XIX^e début XX^e siècles. L'évolution du métier », in M. Grandière, A. Lahalle (dir.), *op. cit.* À paraître.
- 170.** SAVOIE Philippe : Article « Lycée », in Paula S. Fass (ed.), *Encyclopedia of Children and Childhood*, New-York : Macmillan Reference, 2003.
- 171.** SAVOIE Philippe : « L'Enseignement technique industriel en France : l'influence des écoles d'arts et métiers », in G.L. Fontana (dir.), Actes du colloque *Istituzioni formative e agenti di sviluppo nell'Italia settentrionale secoli XIX-XX* (version italienne du n° 162).
- 172.** SAVOIE Philippe, BRUTER Annie, FRIJHOFF Willem : « Secondary Education : Institutional, Cultural and Social History », *Paedagogica Historica*, vol. 40, n° 1-2 : *L'enseignement secondaire*. À paraître.

SAVOIE Philippe : Voir COMPÈRE Marie-Madeleine n° 128.

III – COMPTES RENDUS DE LECTURE

Les chercheurs de l'unité ont contribué à analyser la conjoncture de la discipline en publiant 76 recensions d'ouvrages historiques, chiffre en progression sur celui des périodes précédentes, et qui traduit l'importance accordée à l'unité à une pratique relativement exigeante. 36 d'entre

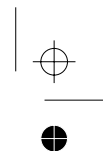
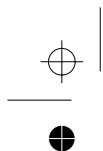
elles ont paru dans *Histoire de l'éducation*, 37 dans une dizaine d'autres revues : *Leseforum Schweiz* (13), *Annales. Histoire, sciences sociales* (6), *Le Français aujourd'hui* (4), la *Revue française de pédagogie* (5), *Le Mouvement social* (2), *Paedagogica historica* (4), *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (2), *Revue historique* (2), *Hermès*, *Historia mathematica* et *Revue historique neuchâteloise* (1 chacune). Comme les années précédentes, les lieux de publication se répartissent d'une façon à peu près égale entre la revue produite par l'unité, *Histoire de l'éducation*, et des revues appartenant à des champs assez variés de l'histoire et de l'éducation.

Les auteurs de ces recensions ont été Anne-Marie Chartier (27), Pierre Caspard (13), Annie Bruter (11), Marie-Madeleine Compère (9), Gérard Bodé (4), Renaud d'Enfert (3), Philippe Savoie (3), André Chervel (2), Jean-François Condette (2), Pénélope Caspard-Karydis (1) et Pierre Mignaval (1).

IV – PARTICIPATION À DES COMITÉS ÉDITORIAUX

Des chercheurs de l'unité sont membres du comité scientifique ou du comité de rédaction d'une quinzaine de revues d'histoire, ou de sciences de l'éducation ; outre *Histoire de l'éducation*, éditée par l'unité elle-même, dont le comité comprend P. Caspard, B. Belhoste, P. Savoie et P. Caspard-Karydis, il s'agit de *Mouvement social* (Paris), *Paedagogica Historica* (Gand), *Historical studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation* (Vancouver), *Historia de la Educación* (Salamanque), *Raisons éducatives* (Genève), *Annales Pestalozzi* (Yverdon) (P. Caspard) ; *Revista Brasileira de Educação* (São Paulo), *Raisons éducatives* (Genève), *Le Télémaque* (Paris), *Hermès* (Paris), *Recherche et Formation* (Paris) (A.-M. Chartier) ; *Revue d'histoire des mathématiques* (Paris) (B. Belhoste, qui en est le rédacteur en chef adjoint) ; *Carrefours de l'éducation* (Amiens) (P. Savoie) ; *Historia da Educação* (Pelotas) (A. Choppin). A. Choppin a assuré également une rubrique régulière sur l'histoire des manuels scolaires dans la revue *Livre Échanges*. Enfin, durant sa période de détachement dans l'unité, Jérôme Martin a été l'un des fondateurs de la revue *Histoire et Sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, dont le premier numéro est paru en janvier 2002 ; il est actuellement membre de son secrétariat de rédaction.

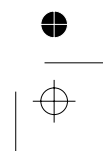
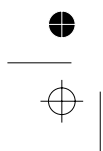
Depuis 1997, Bruno Belhoste et Pierre Caspard assurent, avec Jean-Noël Luc et Antoine Prost, la direction de la collection « Histoire de l'éducation » chez Belin. Depuis 2000, huit ouvrages sont parus dans cette collection, consacrés à l'enseignement aux États-Unis, l'enseignement de

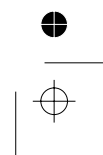
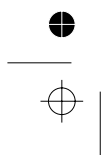
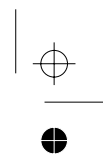
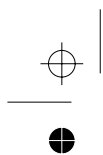


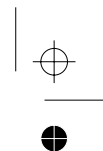
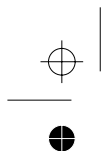
IV – PARTICIPATION À DES COMITÉS ÉDITORIAUX / 125

la gestion, le patriotisme et l'école, le certificat d'études, les étudiants, l'enseignement du dessin, l'École polytechnique, et la Fédération de l'Éducation nationale.

En 2000-2001, Pierre Caspard a réalisé la maquette et le programme d'une collection de « livres à la carte » (reprints à l'unité d'ouvrages anciens) en histoire de l'éducation, pour les éditions du Phoenix, mais ce projet n'a pas abouti.

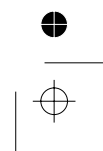
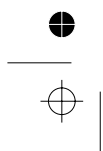


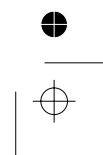
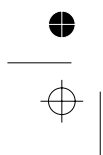
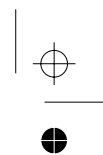
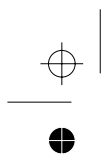




CINQUIÈME PARTIE

COLLOQUES, SÉMINAIRES, ENSEIGNEMENT







On a regroupé dans cette cinquième partie toutes les formes de communication orale par lesquelles les chercheurs de l'unité ont exposé les résultats de leurs recherches, ainsi que leur participation à des opérations d'enseignement et de formation.

Globalement, cette activité de l'unité s'inscrit en hausse sensible par rapport aux années antérieures, comme en témoignent les interventions prononcées dans des colloques et conférences : pour un nombre de chercheurs et ingénieurs resté proche de la douzaine depuis 1989, celui de leurs interventions est passé de 38 en 1989-92 à 48 en 1992-96, à 97 en 1996-2000 et à 85 en 2000-2003. La forte hausse constatée dans le rapport précédent se trouve donc confirmée, en phase avec l'activité croissante de l'unité dans l'organisation de colloques et de séminaires, et dans la formation. Elle témoigne d'un souci de transfert des connaissances et compétences acquises à partir de la création d'instruments de recherche lourds, qui reste son activité spécifique.

I – ORGANISATION DE COLLOQUES ET DE JOURNÉES D'ÉTUDES

L'activité de l'unité dans cet aspect de l'animation du milieu scientifique est restée soutenue. Au cours des trois dernières années, le SHE a en effet organisé ou coorganisé quatre journées d'études, trois colloques internationaux et un congrès international.

La gamme des objectifs visés par l'ensemble de ces manifestations était assez large : faire le point sur des champs de recherche privilégiés par l'unité (histoire de la formation des maîtres, histoire de l'enseignement technique) ; apporter une contribution historique à de grandes questions en débat (les examens, l'utilité des études) ; confronter les résultats de recherches internationales sur un problème original (les rapports entre les mathématiques et les États) ; commémorer un événement marquant de son administration de tutelle (la création des



lycées) ; contribuer, enfin, à l'activité de son association internationale d'appartenance, en organisant le XXIV^e congrès de l'ISCHE.

Est à souligner, enfin, la diversité des collaborations et partenariats dans lesquels se sont inscrits ces différentes manifestations : universités (Paris IV, Lille III), IUFM (Troyes, Versailles et Angers notamment), laboratoires de recherche (CERSATES de Lille, Centre A.-Koyré), associations de chercheurs (ISCHE, SMF), l'unité apparaissant ainsi comme un partenaire actif et recherché.

Les colloques et journées d'études organisés entre juillet 2000 et juillet 2003 ont été, par ordre chronologique, les suivants :

Journée d'étude : « Pour une histoire renouvelée des écoles normales ».

Organisée par Pierre Caspard et Annie Bruter, cette journée s'est tenue le 30 mai 2001 à l'INRP. Elle se proposait de faire un premier bilan de l'exploitation possible des fonds d'archives, d'ouvrages et de matériels repérés au cours de l'opération nationale coordonnée par le SHE et menée dans les IUFM d'une quinzaine d'académies (cf. *supra*). Des représentants de neuf de ces équipes sont intervenus : Dijon, Rouen, Rennes, Reims, Toulouse, Nantes, Amiens, Lille, Lyon. Quatre communications ont porté sur les lectures des normaliens (à partir des inventaires des bibliothèques et des registres de prêts) ; les autres sur l'apport de sources patrimoniales (l'architecture des EN, les films fixes, les gravures de cabinets d'arts plastiques), sur les fichiers de normaliens et les archives orales. Une part importante de la journée a été consacrée à une réflexion sur les problèmes d'inventaire, de conservation et d'indexation, ainsi qu'aux pistes de recherches ouvertes par ce premier bilan.

Colloque international d'histoire des mathématiques : « Mathématiques et État » (15-19 octobre 2001).

Ce colloque, organisé par Bruno Belhoste (SHE) et Thomas Archibald (Acadia University, Canada), avec le soutien de la Société mathématique de France, du Centre A.-Koyré, de l'INRP et de la Maison des sciences de l'Homme, a réuni pendant cinq jours au CIRM (Luminy) 32 chercheurs venus de dix pays (Allemagne, Canada, Chine, Danemark, France, Italie, Japon, Norvège, Royaume-Uni, Russie). Le thème général portait sur les rapports entre les mathématiques et l'État : contribution de l'État à la promotion des mathématiques, place de la communauté des mathématiciens dans le développement des États-nations, rôle des mathématiques dans la culture bureaucratique, et plus spécifiquement dans la sélection et la formation des élites administratives (voir programme et participants sur le site <http://www.cirm.univ-mrs.fr>).

Journée d'histoire de l'éducation : « Évaluer, certifier, sélectionner : un regard historique sur les examens ».

Cette première journée d'histoire de l'éducation organisée par Bruno Belhoste s'est déroulée le 31 novembre 2001 à l'École normale supérieure de Paris. À partir d'exemples précis, la journée visait à mettre en évidence, dans une perspective historique, certaines des formes et des fonctions de l'examen scolaire. L'accent a été mis, d'un côté, sur son caractère d'institution sociale, définissant et légitimant une compétence, de l'autre sur son rôle régulateur au sein de l'institution scolaire elle-même. À la suite de cette journée, la recherche sur le thème de l'examen de l'examen s'est poursuivie, donnant lieu à la publication d'un numéro spécial de la revue *Histoire de l'éducation* n° 94, mai 2002 (voir présentation et programme de la journée à l'adresse <http://www.inrp.fr/she/journees1.htm>).

Journée d'études sur l'histoire de l'enseignement technique.

Cette journée d'études s'est tenue le 17 janvier 2001 à l'Institut national de recherche pédagogique et précédait le colloque de Ville-neuve-d'Ascq évoqué ci-après. Elle avait pour objectif de dresser un premier bilan de l'inventaire historique national des établissements d'enseignement technique. Sept professeurs associés de l'équipe de Gérard Bodé ont présenté une communication sur leurs départements respectifs : P. Marchand, *Les cours spéciaux de l'enseignement secondaire du Nord (1820-1850)* ; E. Foltz-Gaveau, *L'école primaire supérieure et professionnelle de Saint-Céré (Lot)* ; H. Vènes, *Les acteurs locaux et l'enseignement technique de la Corrèze* ; F. Macé, *La politique municipale de Nantes en matière d'enseignement technique* ; M. Mieussens, *Les établissements d'enseignement technique de Seine-Inférieure dans les expositions nationales et internationales* ; B. Régaudiat, *Les cours professionnels de mécaniciens de la chambre de commerce de Marseille* ; et Y. Le Gallo, *L'enseignement technique militaire dans le Var*.

Colloque international sur l'histoire de la formation professionnelle en Europe du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle.

Ce colloque a été organisé par l'UMR 8529 CERSATES (Centre d'études et de recherches sur les savoirs, les arts, les techniques, les économies et les sociétés) de l'université Charles-de-Gaulle-Lille 3 (Philippe Marchand, Jean-François Chanet) et le Service d'histoire de l'éducation (Gérard Bodé). Partant du constat du renouvellement de la recherche sur l'histoire de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, il entendait adresser un bilan des multiples initiatives en ce domaine. L'appel à contribution privilégiait quatre axes majeurs : les politiques de formation professionnelle, les modèles de formation

technique et professionnelle, les changements, réceptions et résistances, et enfin la formation professionnelle et les populations ouvrières. Cet appel obtint une assez large audience et, après sélection des propositions reçues, près de trente communications de France mais aussi de l'étranger (Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Italie) ont été présentées.

Elles ont permis d'aborder l'enseignement technique sous toutes ses facettes, depuis l'apprentissage corporatif d'Ancien Régime jusqu'à la formation des adultes contemporaine, depuis l'enseignement industriel et commercial jusqu'à l'enseignement agricole. Des incursions ont été faites dans la formation médicale et paramédicale et dans la formation juridique. Ont aussi été abordés, selon des angles variés, les rôles des divers acteurs. Une comparaison a pu être menée entre divers pays (France, Allemagne, Espagne, États-Unis, Suisse) en tentant, notamment, de tracer d'éventuels « systèmes de formation » bien caractérisés. Le rôle des municipalités a été souligné par plusieurs communications (Amiens, Lyon, Roubaix), tout comme celui des milieux patronaux, notamment dans leurs rapports avec les autres acteurs (les Waroqué belges, les patrons du Nord ou de la Lorraine). Un seul déficit de taille est apparu, concernant l'implication des milieux ouvriers et des syndicats dans la formation professionnelle, qu'aucune communication n'a pu clairement établir, ce qui va à l'encontre d'un certain mythe de la formation syndicale que la recherche future devra donc approfondir.

Le colloque a été suivi, au total, par plus d'une centaine de participants. Les actes ont pu être publiés dans un délai raisonnable.

Colloque Lycées et lycéens en France (1802-2002).

Ce colloque a été organisé par le SHE (Pierre Caspard, Marie-Madeleine Compère, Philippe Savoie) et l'université de Paris IV (Jean-Noël Luc, professeur d'histoire contemporaine ; Centre Roland-Mousnier, UMR 8596 CNRS) sous le patronage du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, à l'occasion du bicentenaire de la création des lycées. Il s'est tenu à la Sorbonne, les 9 et 10 juillet 2002, devant un public d'environ 300 personnes au total. L'appel à communication visait à croiser les approches politiques, administratives, sociales, anthropologiques et culturelles de l'histoire des lycées au cours de leurs deux siècles d'existence. Il portait sur cinq thèmes principaux : le lycée, établissement d'État ; humanités classiques et diversification disciplinaire ; les élèves et la communauté scolaire ; le corps enseignant des lycées ; de l'établissement de l'élite au lycée pour tous. Les trente communications retenues ont couvert cette problématique de façon inégale, mais l'ont enrichie en lui ajoutant notamment une dimension architecturale et un questionnement sur la pratique religieuse et la laïcité.

Le programme a été bâti autour des points suivants : l'invention d'un établissement d'État ; pratiques religieuses, cultures et laïcité ; le lycée, lieu de travail et de vie ; des humanités classiques aux disciplines littéraires ; des enseignements sous tension ; les mutations du lycée républicain et la réforme de 1902 ; lycéen et lycéennes : profils, cultures et sociabilités ; un corps enseignant ou des corporations ? Au total, cet ensemble de communications a permis de confronter les approches très diverses dont ce champ de recherche fait l'objet et de mettre en lumière son incontestable renouvellement, qu'il s'agisse du secteur encore jeune et très dynamique des disciplines scolaires et des pratiques d'enseignement, de l'attention portée à l'établissement secondaire et à son rôle dans l'évolution de cette forme scolaire, ou de l'intérêt porté aux lycéens et aux lycéennes, d'un point de vue social et culturel. La publication des actes est prévue pour le courant de l'année 2004.

XXIV^e congrès de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation.

Le SHE participe activement à la vie de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation (ISCHE, International Standing Conference for the History of Education) depuis sa création en 1978. Après avoir organisé à Sèvres le troisième congrès annuel en 1981, il en a accueilli la vingt-quatrième édition au lycée Louis-le-Grand et à la Sorbonne à la suite de (10-13 juillet 2002) et en liaison avec le colloque *Lycées et lycéens en France (1802-2002)*. Également associé à l'université Paris IV pour cette manifestation, le SHE était cette fois le principal maître d'œuvre (Philippe Savoie, président du comité d'organisation ; Marie-Madeleine Compère, secrétaire). Le XXIV^e congrès de l'ISCHE entrait lui aussi dans le cadre de la commémoration du bicentenaire des lycées. Son caractère international et pluriculturel (une trentaine de pays représentés, de tous les continents, notamment l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud) a conduit les organisateurs à lui donner un thème en relation avec cet événement, mais compris dans un sens aussi large que possible : *L'enseignement secondaire. Histoire institutionnelle, culturelle et sociale*, l'enseignement secondaire désignant ici toute forme d'enseignement postélémentaire pour les adolescents, sans limite de temps ni d'espace. Ce thème général était décliné en quatre sous-thèmes principaux : histoire politique, institutionnelle et administrative ; l'établissement et la communauté scolaires comme objets d'étude ; les enseignants ; modèles, cursus et programmes.

250 personnes environ ont participé au congrès, dont plus de 180 ont présenté une communication dans une des quatre langues de l'ISCHE (français, anglais, allemand, espagnol), soit dans le cadre des sessions

parallèles, soit dans celui d'un des trois groupes internationaux de travail sur le genre (*Gender*), les échanges transculturels et le syndicalisme enseignant. La *gender history* est apparue, bien au delà de son groupe de travail, non seulement comme le courant le plus important en nombre de communications, mais comme un des plus intéressants en termes de qualité. La France y reste peu représentée, tout comme elle reste à l'écart des études relatives à la dimension ethnique et communautaire de l'histoire de l'enseignement, très présente dans les communications venues d'Amérique anglo-saxonne ou d'Australie. Trois conférences plénières ont été proposées, par Dominique Julia (CNRS), *Entre le local et l'universel : le collège jésuite* ; Robert Anderson (université d'Édimbourg), *The idea of secondary school in nineteenth century Europe* ; Simonetta Soldani (université de Florence), *S'emparer de l'avenir : les jeunes filles dans les écoles postélémentaires de l'Italie unifiée*. Ces trois conférences, ainsi que dix contributions, ont été sélectionnées pour publication dans *Paedagogica Historica* (sous la direction de Philippe Savoie, Annie Bruter et Willem Frijhoff) en février 2004 (n° 172). Un numéro spécial, composé de contributions présentées à ce congrès et relatives à l'histoire des enseignantes, a été publié par *Histoire de l'éducation* (mai 2003), sous la direction de Minneke van Essen et Rebecca Rogers. L'organisation de cet événement a illustré et renforcé la dimension internationale des activités du laboratoire, dont un des membres (Philippe Savoie) a été élu membre du comité exécutif de l'association.

Deuxième Journée d'histoire de l'éducation : l'utilité des études.

La deuxième journée d'histoire de l'éducation a été organisée le 12 mai 2003 (responsable : Philippe Savoie) autour du thème de *L'utilité des études*. Le sujet portait plus précisément sur l'utilité qu'on prête aux études dans une perspective qui engage l'avenir de celui qui étudie : projets professionnels, espoirs de réussite individuelle, position future à tenir, compétences à maîtriser. Il s'agissait de réfléchir collectivement à la façon dont cette question de l'utilité a pu, dans divers contextes historiques, être envisagée par les différents acteurs de l'éducation et de la scolarisation, et motiver les décisions individuelles, familiales et collectives d'investissement dans les études. Après une présentation générale de la problématique (Philippe Savoie), les interventions ont porté sur les stratégies familiales au XVIII^e siècle (Philippe Marchand, CERSATES), les politiques municipales motivées ou justifiées par l'utilité professionnelle (Gérard Bodé), et sur la notion d'utilité appliquée aux humanités classiques (Annie Bruter), à l'enseignement du dessin aux XVIII^e et XIX^e siècles (Renaud d'Enfert), et à celui de la gestion dans les

années 1960-1970 (Fabienne Pavis, université Bordeaux II). Les deux demi-journées ont été animées par Dominique Julia (CNRS) et Jean-Michel Chapoulie (université Paris I), la conclusion revenant à Patrick Fridenson (EHESS). Cette deuxième journée a réuni une quarantaine de personnes, venant principalement de la sphère de l'histoire de l'éducation, et a donné lieu à un débat soutenu. Elle a montré l'intérêt de la formule, qui repose notamment sur un important travail de préparation avec les orateurs en amont de la journée. Reste maintenant à en élargir le public.

Par ailleurs, la recherche sur l'histoire des établissements d'enseignement technique (G. Bodé), menée en coopération avec une quinzaine de correspondants départementaux, donne lieu chaque année à un ou deux séminaires internes, qui se tiennent dans les locaux du SHE à Paris ; ils permettent de confronter les résultats obtenus et les problèmes rencontrés par les différents membres de l'équipe, comme l'exige le bon déroulement d'une enquête menée nationalement, mais dans un cadre départemental.

Ce bilan ne tient pas compte de la participation de chercheurs de l'unité aux équipes organisatrices ou aux comités scientifiques de plusieurs colloques qui se sont tenus durant cette période, en France comme à l'étranger.

Projets de colloques.

Parmi les manifestations projetées par l'unité, deux peuvent être évoquées. L'une concerne la prochaine journée d'histoire de l'éducation, dont le thème devrait tourner autour de l'historiographie de l'éducation et de ses usages sociaux. Les débats dont – en France plus encore qu'ailleurs – l'école est constamment l'objet entrecroisent en effet, d'une façon inextricable, la question de son avenir et l'interprétation de son passé. Le « rôle social » de l'historien de l'éducation, tout comme la façon dont il écrit cette histoire, devraient donc être au centre de cette journée.

Seront également posés les premiers jalons d'une réflexion sur l'organisation d'une ou plusieurs manifestations qui pourraient se tenir au printemps 2008 sur le thème « L'État et l'éducation ». Cette date marquera le bicentenaire du décret du 17 mars 1808 organisant l'Université impériale – depuis son Grand-maître jusqu'aux maîtres d'étude – et jetant donc les bases du système éducatif contemporain organisé, financé et contrôlé par l'État. Par ailleurs, l'actualité ne cesse de reposer de multiples façons la question du rôle de l'État dans ce domaine, entre la construction d'un espace éducatif européen et l'émergence d'un marché éducatif mondial, d'une part, la tendance à la décentralisation des décisions ou l'affirmation de minorités ethniques et culturelles, de l'autre. L'action de l'État dans le

domaine éducatif, avec ses incidences culturelles, scientifiques, sociales et politiques, justifie donc que lui soit apporté un éclairage historique, comportant lui-même une dimension comparative. C'est pourquoi il est envisagé que les manifestations prévues en 2008 associent des partenaires scientifiques, institutionnels et politiques français et étrangers, que le SHE se propose de solliciter dans une double perspective de bilan des recherches et d'animation du débat public.

II – INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES ET CONFÉRENCES

BELHOSTE Bruno : « La culture technocratique des ingénieurs militaires », colloque Armement, stratégie, nation : de Gribeauval à la force de frappe, Centre des hautes études de l'armement, École militaire, Paris, 18 janvier 2001.

BELHOSTE Bruno : « Des sciences appliquées aux techniques : la culture d'ingénieur », congrès d'histoire des sciences et des techniques de la Société française d'histoire des sciences et des techniques, Lille, 25 mai 2001.

BELHOSTE Bruno : « Le rôle des figures dans l'exposition de la théorie des fonctions au XIX^e siècle », colloque d'histoire des mathématiques, congrès AMS/SMF, 24 juillet 2001.

BELHOSTE Bruno : « Les examens de mathématiques à l'École polytechnique au XIX^e siècle », colloque international d'histoire des mathématiques, CIRM, 17 octobre 2001

BELHOSTE Bruno : « Jean-Baptiste Dumas et la promotion des sciences appliquées au XIX^e siècle », colloque du Bicentenaire de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, 8 et 9 novembre 2001.

BELHOSTE Bruno : « Paris, capitale scientifique en 1800 », Pour une histoire comparée des capitales culturelles européennes, table ronde préparatoire, École normale supérieure, 2 mars 2002.

BELHOSTE Bruno : « Historique des classes préparatoires », colloque Démocratie, classes préparatoires et grandes écoles, École normale supérieure, 16 mai 2003.

BENOIST Pierre : « Les Formations du bâtiment et des travaux publics au XX^e siècle ». Colloque international : « L'Histoire de la formation tech-

nique et professionnelle en Europe du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle », CERSATES- INRP, Villeneuve d'Ascq, 18-20 janvier 2001.

BENOIST Pierre : « La cohésion nationale par la promotion sociale ». Colloque organisé par le Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième Siècle (CHEVS, FNSP), Paris, 14, 15 et 16 mars 2002.

BENOIST Pierre : « La gestion des lycées et l'évolution de l'administration centrale ». Colloque « Lycéens et lycées en France 1802-2002 », université de Paris IV-INRP, Paris, 9-10 juillet 2002.

BODÉ Gérard : « Déplacements de frontières et mutations socioculturelles. L'histoire de la formation professionnelle en Alsace-Lorraine 1871-1940 ». Communication au colloque « Grenzverschiebungen. Déplacement de frontières » (W. Brücher) organisé par l'université de la Sarre, 11 mai 2001.

BODÉ Gérard : « Le développement de l'enseignement technique dans la Loire de 1815 à 1940 ». Communication à la journée d'études « Former les travailleurs : enseignement professionnel et formation technique du XIX^e au milieu du XX^e siècle », université de Saint-Étienne (Brigitte Carrier-Reynaud), 6 février 2003.

BODÉ Gérard : « Formation professionnelle et technique en Alsace-Lorraine (1870-1918) : naissance d'un malentendu ». Communication au colloque « L'histoire de la formation technique et professionnelle en Europe du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle ». Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, Villeneuve d'Ascq, 19 janvier 2001.

BODÉ Gérard : « Französischunterricht im germanophonen Lothringen : wie Schullehrer Richard aus Gomelange zwischen Wirklichkeit und Verwaltungsdruck seiner pädagogischen Verpflichtungen nachkam ». Communication lors du colloque « Kulturelle Interzonenräume » organisé par la Hening-Haufman-Stiftung et l'université de la Sarre, Sarrebruck, 19 octobre 2001.

BODÉ Gérard : « Le ministre, le préfet et le proviseur : stratégie d'établissement, politique nationale et contingences locales 1800-1940 ». Communication au 127^e congrès des sociétés savantes, colloque Enseignement technique. Nancy, 18 avril 2002.

BODÉ Gérard : « Politiques municipales et études professionnelles et techniques (1815-1940) ». Communication lors de la Deuxième journée annuelle d'histoire de l'éducation, INRP, Paris, 12 mai 2003.

BRUTER Annie : « L'histoire de l'éducation en France : auteurs, problématiques, usages », congrès d'histoire de l'éducation, université de Patras (Grèce), 28 septembre 2000.

BRUTER Annie : « Histoire et identité : mariage indissoluble ou union passagère? », colloque « Identités, Mémoires, Conscience historique » coorganisé par la SIDH (Société internationale pour la didactique de l'histoire) et l'IUFM de Lyon, Lyon, 8 octobre 2001.

BRUTER Annie : « L'université de Paris, le collège de Clermont/Louis-le-Grand et le « mythe jésuite », XVI^e-XIX^e siècle », colloque du CISUI « Les Jésuites et les universités à l'époque moderne », Parme, 13 décembre 2001.

BRUTER Annie : « L'histoire enseignée au XVII^e siècle, de la lecture des historiens aux premiers manuels », colloque « Unité et globalité de l'Homme : des humanités aux sciences humaines », université Paris 7, 25 janvier 2002.

BRUTER Annie : « L'émergence de la discipline historique au début du XIX^e siècle », colloque en Sorbonne « Lycées et Lycéens en France, XIX^e-XX^e siècles », 9 juillet 2002.

BRUTER Annie : « L'enseignement de l'histoire dans les lycées napoléoniens », colloque « La création des lycées et la politique scolaire de Napoléon », Institut Napoléon/Bibliothèque Marmottan, 15 novembre 2002.

BRUTER Annie : « Les humanités, une matière « utile » ? », journée annuelle d'histoire de l'éducation organisée par le SHE, Paris, 12 mai 2003.

BRUTER Annie : « Les abrégés d'histoire français sous l'Ancien Régime », colloque « Les manuels scolaires d'histoire : passé, présent, avenir », université catholique de Louvain, 30 octobre 2003.

CASPARD Pierre : « Le patrimoine éducatif : le point de vue de l'historien », Journée annuelle d'études du Club des comités d'histoire, Paris, Hôtel des Invalides, 19 juin 2001.

CASPARD Pierre : « La recherche historique et la question des apprentissages ». Conférence à la journée d'études organisée par le réseau international « Les apprentissages et leurs dysfonctionnements », Paris, ministère de la Recherche, 2 février 2001.

CASPARD Pierre : « Du passé, faisons table ronde ! ». Conclusions du colloque « Lycées et lycéens en France, 1802-2002 », Paris, Sorbonne, 10 juillet 2002.

CASPARD Pierre : « La méthode historique », Conférence à la journée doctorale sur le thème « Les méthodologies de recherche sont-elles propres à chaque disciplines ? », organisée à l'université de Dijon le 6 juin 2002.

CASPARD Pierre : « Le système éducatif français et le développement de l'enfant : perspectives et problèmes ». Colloque international sur « Éducation contemporaine et développement des jeunes », université normale de l'Est de la Chine (ECNU), Shanghai, 26 juillet 2002 (avec André Hussenet), et Conclusions du colloque.

CASPARD Pierre : « Pourquoi faire des études? Le point de vue de F.-X. Gressot (1783-1868) ». Onzième congrès sur les Lumières organisé par la Société internationale d'étude du XVIII^e siècle, Los Angeles, UCLA, 6 août 2003.

CHAMOUX Henri : « Les colloques d'objets scientifiques des lycées, résultats d'une enquête », intervention à la journée d'étude « Mémoire de lycées : archives et patrimoine », Paris, Archives nationales, 8 juillet 2002.

CHAMOUX Henri : « Chimie organique et production de cylindres chez Pathé Frères (1896-1912) », intervention à la journée d'études « Pour une mémoire de l'édition phonographiques », Paris, BnF, 21 juin 2003.

CHARTIER Anne-Marie : « Les changements dans la formation des maîtres depuis la création des IUFM », colloque international « Brésil 2000 », organisé par l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (Paris III) et le CERLIS (Paris V), Paris, 18 octobre 2000.

CHARTIER Anne-Marie : « Quelles informations sur les Tsiganes dans la formation des enseignants et futurs enseignants? », colloque national sur « La scolarisation des Tsiganes », IUFM de Lyon, 23-25 novembre 2000.

CHARTIER Anne-Marie : « Recherche et politique : les effets du livre *Discours sur la lecture 1880-1980*, sur les politiques de la lecture et le développement des bibliothèques », université Paris X, Médiadix-Pôle métiers du Livre, 2 février 2001.

CHARTIER Anne-Marie : « Les modèles contradictoires de la lecture entre formation et consommation », congrès de l'association internationale des études françaises, Paris, ENS, 5 juillet 2001.

CHARTIER Anne-Marie : « La lecture de la littérature dans l'école primaire, perspectives historiques », Parcours de lecteurs et de lectrices, université d'été DESCO, Bordeaux, 28-29 août 2001.

CHARTIER Anne-Marie : « Les cahiers scolaires, supports d'écriture », colloque « L'écriture et son apprentissage. Question sur la didactique, apports de la didactique », Paris, INRP, 21-23 mars 2002.

CHARTIER Anne-Marie : « La crise de la lecture dans *les cahiers pédagogiques, 1947-1968* », congrès international de l'ISCHE, Paris Sorbonne, 11-13 juillet 2002.

CHARTIER Anne-Marie : « Perspectives sur les rôles respectifs des différents partenaires (enseignants, bibliothécaires, animateurs, chercheurs) », colloque BnF/Joie par les Livres, 14 novembre 2003.

CHARTIER Anne-Marie : « Transmission et médiation dans la bibliothèque et dans l'école », colloque « Transmission et lectures de l'école à l'université », université de Cergy-Pontoise, 21 novembre 2003.

CHARTIER Anne-Marie : « Les référents philosophiques du Dictionnaire », colloque sur « *Le Dictionnaire de pédagogie* de Ferdinand Buisson », IUFM de Paris, 12-13 décembre 2003.

CHARTIER Anne-Marie : « L'école en crise : crise des croyances ou crise des pratiques ? Le cas de la lecture », colloque « La crise de la culture scolaire », Paris I, 4 septembre 2003.

CHERVEL André : « L'histoire de l'enseignement de l'orthographe », journées inter académiques de Carry-le-Rouet, 1^{er} décembre 2000.

CHERVEL André : « Le baccalauréat et l'invention de la dissertation littéraire », Première journée annuelle d'histoire de l'éducation, Paris, INRP, 30 novembre 2001.

CHERVEL André : « En quoi une culture peut-elle être scolaire ? », colloque « La crise de la culture scolaire : origines, interprétations, perspectives », organisé par l'université Paris I et l'INRP, Paris, la Sorbonne, 4 septembre 2003.

CHOPPIN Alain : « L'histoire du livre et de l'édition scolaires dans le monde : vers un état des lieux ». Conférence plénière introductive au XXII^e congrès de l'ISCHE, Alcalá de Hénares (Espagne), 6 septembre 2000.

CHOPPIN Alain : « L'histoire de l'édition scolaire en France et en Italie : un bilan comparé ». Participation à la table ronde organisée à l'occasion de la présentation de l'ouvrage dirigé par G. Chiosso, Turin (Italie), 7 mai 2001.

CHOPPIN Alain : « L'histoire du livre et de l'édition scolaires : bilan et perspectives ». Conférence plénière au VI^e congrès national de recherche en éducation – Congreso nacional de investigación educativa. Universidad de Colima, Manzanillo (Mexique), 11 novembre 2001.

CHOPPIN Alain : « Le livre scolaire en France : exposé historique ». Communication à l'université normale de l'Est de la Chine, (ECNU) Shangai, 18 avril 2002.

CHOPPIN Alain : « Réglementation, production, choix et utilisation des manuels scolaires en France ». Communication à l'université normale de l'Est de la Chine, (ECNU) Shangai, 19 avril 2002.

CHOPPIN Alain : « Textbooks and Textbook Research in Western Countries ». Conférence plénière au colloque international « Textbook improvement with a view to enhancing mutual understanding between countries » organisé par le Korean Educational Development Institute (KEDI), Séoul (Corée), 16 octobre 2002.

CHOPPIN Alain : « Conception, utilisation et réception des manuels scolaires en France ». Conférence auprès de l'Association nationale des professeurs de coréen, Séoul (Corée), 18 octobre 2002.

CHOPPIN Alain : « La recherche sur l'histoire du livre et de l'édition scolaires en France ». Communication au congrès « Percorsi del libro per la Scuola fra Otto e Novecento – La tradizione Toscana e le nuove realtà del primo Novecento in Italia », organisé par l'université de Florence et la Région de Toscane (Italie), 21 février 2003.

CHOPPIN Alain : « Méthodologie de la recherche comparative des manuels scolaires ». Intervention au I^{er} colloque sur le Dialogue Franco-arabe organisé sous les auspices de l'UNESCO, Rabat (Maroc), 14 mars 2003.

CHOPPIN Alain : « How to select and use textbooks? A training course ». Communication à la VIIth Conference on Learning and Educational Media « Has past passed ? : Textbooks and Educational Media for the 21st Century » organisé par l'Association IARTEM et le Slovak National Institute for Education. Bratislava, Slovaquie, 27 septembre 2003.

CHOPPIN Alain : « A análise dos livros didáticos e estudos comparados : questões de método (Analyse des manuels scolaires et études comparatives : questions de méthode) ». Conférence donnée à la Faculté d'éducation de l'université de São Paulo (FEUSP), São Paulo (Brésil), 28 octobre 2003.

CHOPPIN Alain : « A análise dos livros didáticos e estudos comparados : questões de método (Analyse des manuels scolaires et études comparatives : questions de méthode) ». Conférence donnée à l'université de Campinas (UNICAMP), São Paulo (Brésil), 30 octobre 2003.

CHOPPIN Alain : « Livros didáticos : uma fonte para a pesquisa em educação (Les manuels scolaires : une source pour la recherche en éducation) ». Conférence donnée à l'université catholique pontificale (Pontificia Universidad Catolica – PUC) de São Paulo, São Paulo (Brésil), 4 novembre 2003.

CHOPPIN Alain : « Politique du livre scolaire et construction de l'identité nationale dans la France du XIX^e siècle ». Communication au colloque « Scuola e nazione in Italia e in Francia nell' Ottocento : modelli, pratiche e eredità. Nuovi percorsi di ricerca comparativa », organisé par l'Istituto Veneto et l'ENS Ulm, Venise, Istituto Veneto, 14-15 novembre 2003.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « La postérité du Père de Dainville en histoire de l'éducation ». Communication au colloque à la mémoire du Père François de Dainville, organisé par PRODIG, UMR 8586 CNRS, 6-7 juin 2002.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « Les boursiers nationaux : projets politiques et réalisations de l'Ancien Régime à l'Empire ». Communication au colloque sur le bicentenaire des lycées.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « Les professeurs des facultés des lettres et des sciences sous l'Empire ». Communication au colloque organisé par l'Institut Napoléon et la Bibliothèque Marmottan sur « La création des lycées et la politique scolaire de Napoléon », 15-16 novembre 2002.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « Des humanités à la culture générale, les finalités de l'enseignement secondaire en perspective historique ». Communication au colloque « La crise de la culture scolaire » organisé par Paris I et l'INRP, Paris, Sorbonne, les 4, 5 et 6 septembre 2003.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « D'Alembert au collège, le parcours scolaire d'un Parisien ». Communication au colloque international sur la « Formation de d'Alembert 1730-1738, université Charles de Gaulle-Lille 3, Maison de la recherche, les 18 et 19 septembre 2003.

CONDETTE Jean-François : « La crise des lycées de garçons à la fin du XIX^e siècle d'après les réponses des recteurs à l'enquête parlementaire de 1899 », colloque « Lycées et lycéens en France, 1802-2002 »,

organisé par l'INRP et l'université Paris IV, Paris, Sorbonne, 9-10 juillet 2002.

CONDETTE Jean-François : « Les Recteurs napoléoniens et la difficile mise en place des structures académiques (1809-1815) », colloque « La politique scolaire de Napoléon 1^{er} », organisé les 14, 15 et 16 novembre 2002 par l'Institut Napoléon.

D'ENFERT Renaud : « La place du dessin dans la formation des ouvriers et des artisans en France, XVIII^e-XIX^e siècles ». Colloque « L'histoire de la formation technique en Europe du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle », Lille, 18-20 janvier 2001.

D'ENFERT Renaud : « La place du dessin dans la formation des ouvriers et des artisans en France, XVIII^e-XIX^e siècles ». Colloque « Istruzioni formative e agenti di sviluppo nell'Italia Settentrionale (secoli XIX-XX) », Padoue, 25 et 26 janvier 2001.

D'ENFERT Renaud : « L'expérience en mathématiques : le cas de l'enseignement élémentaire de la géométrie au début du XX^e siècle ». Congrès de la Société d'histoire des sciences et des techniques. Atelier « Histoire de l'enseignement scientifique, état d'un champ de recherches » animé par Hélène Gispert et Nicole Hulin, Lille, 24-26 mai 2001.

D'ENFERT Renaud : « L'École – royale, nationale, impériale – de dessin et de mathématiques au milieu du XIX^e siècle : fréquentation, recrutement, débouchés ». Colloque « Formation au travail et enseignement technique », 127^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Nancy, 15-20 avril 2002.

D'ENFERT Renaud : « L'enseignement mathématique dans le primaire et le secondaire au début du XX^e siècle : vers une culture commune? » Colloque « Lycées et lycéens en France, 1802-2002 » organisé par l'INRP et l'université Paris IV, Paris, Sorbonne, 9-10 juillet 2002.

D'ENFERT Renaud : Animation de la 4^e demi-journée « Perspectives réformatrices et pesanteurs institutionnelles » du colloque « Le Dictionnaire de Ferdinand Buisson, mythe fondateur de l'école républicaine » organisé par les IUFM Versailles, Paris et Créteil, Paris, 12-13 décembre 2002.

D'ENFERT Renaud : « De l'école de Bachelier à l'École nationale des arts décoratifs ». Journée d'étude « Enseignement professionnel et formation technique, XIX^e-milieu du XX^e siècle », université de Saint-Étienne, 7 février 2003.

DUPONT Jean-Yves : « Deux siècles d'enseignement de la mécanique dans les classes préparatoires aux concours scientifiques ». Colloque « Lycées et lycéens en France, 1802-2002 » organisé par l'INRP et l'université Paris IV, Paris, Sorbonne, 9-10 juillet 2002.

MARTIN Jérôme : « Le Mouvement d'orientation professionnelle : l'éducation des aptitudes facteur de réduction des inaptitudes », colloque « La construction sociale de l'inaptitude », université de Versailles-Saint-Quentin, septembre 2001.

SAVOIE Philippe : « L'enseignement technique industriel en France : l'influence des écoles d'arts et métiers ». Colloque international « L'histoire de la Formation technique et professionnelle en Europe du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle » (CERSATES-SHE), Villeneuve-d'Ascq, 18-20 janvier 2001.

SAVOIE Philippe : « L'enseignement technique industriel en France : l'influence des écoles d'arts et métiers ». Colloque « Istituzioni formative e agenti di sviluppo nell'Italia Settentrionale (secoli XIX-XX) », université de Padoue (Italie), 25-26 janvier 2001.

SAVOIE Philippe : « The role of cities in the history of schooling : a french paradox (nineteenth-twentieth centuries) ». Conférence plénière au XXIII^e congrès de l'ISCHE (International Standing Conference for the History of Education), « Urbanisation and Education : The City as a Light and Beacon? », Birmingham (Royaume-Uni), 12-15 juillet 2001.

SAVOIE Philippe : « Succès et effets pervers d'une institution populaire : le certificat d'études primaires sous la Troisième République ». Première journée annuelle d'histoire de l'éducation organisée par le SHE à l'École normale supérieure (Paris), 30 novembre 2001.

SAVOIE Philippe : « Création et réinventions des lycées, 1802-2002 ». Colloque « Lycées et lycéens en France : 1802-2002 », La Sorbonne (Paris), 9-10 juillet 2002.

SAVOIE Philippe : « Le lycée : histoire, problèmes actuels et perspectives ». Conférence inaugurale du 20^e colloque annuel de l'Association franco-japonaise d'histoire de l'éducation, université Waseda de Tokyo (Japon), 12-14 septembre 2002.

SAVOIE Philippe : « Construire un système d'instruction publique : De la création des lycées au monopole renforcé (1802-1814) ». Colloque de l'institut Napoléon « La création des lycées et la politique scolaire

de Napoléon », Bibliothèque Marmottan (Boulogne-Billancourt), 15-16 novembre 2002.

SAVOIE Philippe : « L'utilité des études ». Exposé introductif à la deuxième journée annuelle d'histoire de l'éducation « L'utilité des études », organisée par le SHE à l'INRP (Paris), 12 mai 2003.

SAVOIE Philippe : « L'histoire de l'éducation : données actuelles », Colloque international « Éducation et formation: actualités et perspectives », Faculté des lettres et sciences humaines de l'université de La Réunion, (Saint-Denis de La Réunion, 13-15 novembre 2003).

III – SÉMINAIRES

1. SÉMINAIRES PROPRES DU SERVICE D'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION

En 2000-2003, le SHE n'a organisé aucun séminaire propre. En revanche, à la rentrée 2003, deux séminaires ont été simultanément mis sur pied.

Le premier, organisé par Gérard Bodé, porte sur l'histoire de l'enseignement technique. Sa substance sera empruntée à la fois aux recherches menées au sein du SHE et à celles de chercheurs appartenant à des secteurs très variés des sciences humaines et sociales. Quatorze communications portant sur l'enseignement technique supérieur, l'enseignement agricole, la formation des adultes, l'orientation professionnelle, la formation professionnelle patronale et la formation manuelle élémentaire s'échelonneront de novembre 2003 à mai 2004. L'objectif et le programme de ce séminaire sont accessibles sur le site du SHE.

Le second est le séminaire sur le cours magistral organisé par Annie Bruter (cf. *supra*), le SHE étant le laboratoire de référence pour cette recherche réunissant des membres appartenant à des institutions diverses (Centre d'histoire des sciences, université Paris X, Nanterre ; Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTTS), École nationale des Ponts et Chaussées, Marne-la-Vallée ; Département d'histoire de la science et de documentation, Faculté de Médecine, université de Valence (Espagne) ; Département de la Santé publique, université d'Alicante (Espagne) ; Centre d'étude de la langue et de la littérature françaises des XVII^e et XVIII^e siècles (CELLF), université de Paris IV, Paris). Conformément aux objectifs généraux de la recherche, le séminaire a pour but de rassembler des matériaux issus de disciplines diverses, et de les confronter en vue de constituer une méthodologie d'étude des traces

de cours (cahiers manuscrits, lithographies, photocopiés, ouvrages imprimés...) et de contribuer à une histoire de cette forme d'enseignement. Il a commencé à fonctionner en octobre 2003. La majorité des interventions qui auront lieu en 2003-2004 porteront sur l'enseignement sous l'Ancien Régime et la période révolutionnaire, principalement sur l'enseignement des sciences (mathématiques, physique, chimie), mais place sera aussi faite à l'enseignement des humanités et de la philosophie. D'ores et déjà, il est prévu que les communications faites en 2004-2005 portent sur une période plus récente (le XIX^e siècle) et sur un ensemble plus varié de disciplines. Les débouchés du séminaire seront l'alimentation des pages « cours magistral » du site du SHE et l'organisation de journées d'études pour un plus large public, la publication imprimée de certains travaux pouvant être envisagée à terme.

2. ORGANISATION D'AUTRES SÉMINAIRES

Depuis 2000, Bruno Belhoste a organisé un séminaire de recherche sur l'histoire de la mécanique appliquée au CNAM en collaboration avec Claudine Fontanon (EHESS). Par ailleurs, le SHE coopère au séminaire d'histoire de l'enseignement des sciences organisé par Hélène Gispert (GHDSO de Paris-Sud). Ce séminaire se tient chaque année à l'INRP, sur des thèmes, avec des intervenants et devant une assistance partiellement communs aux deux unités. Enfin, Jérôme Martin participe aux travaux du GREO (Groupe de réflexion et d'étude sur l'orientation).

3. INTERVENTION DANS DES SÉMINAIRES EXTÉRIEURS

En trois ans, les membres de l'unité ont prononcé en tout 47 exposés dans des séminaires de recherche, chiffre en augmentation très sensible sur ceux des périodes quadriennales précédentes. Géographiquement, 25 de ces séminaires se sont tenus à Paris et dans la région parisienne, 14 en province, 8 à l'étranger (Allemagne, Suisse, Angleterre, Brésil). Ces interventions ont été prononcées par Bruno Belhoste (6), Gérard Bodé (3), Annie Bruter (4), Pierre Caspard (4), André Chervel (1), Anne-Marie Chartier (8), Alain Choppin (6), Marie-Madeleine Compère (2), Renaud d'Enfert (8), Jean-Yves Dupont (1), Jérôme Martin (1) et Philippe Savoie (3).

IV – ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Les missions spécifiquement données à l'unité par ses arrêtés de fondation sont d'articuler recherches, ressources et services. Jusqu'à ce jour, elle n'a donc été tournée que secondairement vers l'enseignement et la formation, d'autant qu'elle ne comprend que trois enseignants-chercheurs (maîtres de conférences). Enseignement et formation sont cependant présents dans ses préoccupations, à des titres divers.

D'une part, plusieurs de ses chercheurs ou enseignants-chercheurs ont assuré des enseignements d'une façon systématique. D'autre part, les interventions ponctuelles ou sporadiques qui ont été faites représentent globalement un volume non négligeable. Enfin, l'activité récurrente de l'unité, dans ses activités de service et de ressources, représente une contribution à la formation peu reconnue, voire méconnue, mais qui paraît devoir être tout particulièrement soulignée, dans le triple contexte où s'engagera l'unité au cours des années à venir : celui de son rapprochement avec l'École normale supérieure, celui d'une redéfinition générale des services des enseignants-chercheurs de l'INRP, et celui des nouvelles missions de formation qui sont assignées à l'INRP par son contrat quinquennal, notamment en direction des IUFM. Pour cet ensemble de raisons, le bilan de l'unité en 2000-2003 dans le domaine de l'enseignement et de la formation apparaît comme transitoire, et annonciateur d'évolutions qu'elle se sent en mesure de maîtriser.

1. ENSEIGNEMENT

Jusqu'en juillet 2002, Bruno Belhoste a été maître de conférences à l'École des ponts et chaussées, chargé d'un enseignement d'épistémologie et d'histoire des sciences. Il est également chargé d'un cours au sein du DEA d'histoire des sciences de l'EHESS (Centre A.-Koyré) (une séance annuelle) depuis 1999 et d'un cours sur l'histoire de l'enseignement scientifique dans le DEA d'histoire des sciences de l'université Paris VII (trois séances annuelles) depuis 2002.

Depuis 2000, Henri Chamoux donne annuellement huit heures d'enseignement d'histoire de l'enregistrement phonographique et de l'ethnomusicologie, dans le cadre de la maîtrise d'ethnologie et du doctorat d'ethnologie de l'UF anthropologie, ethnologie, science des religions de l'université de Paris 7.

Pour chacune des années scolaires 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, Anne-Marie Chartier a eu la charge des cours de formation générale pour une filière de PE2 à l'IUFM de Versailles, centre

d'Antony : animation des séances de préparation et bilan des stages ; organisation du module sur la pédagogie en ZEP ; intervention dans les modules sur l'école maternelle et l'AIS ; préparations et bilans de stages, soit un total de 30 à 60 heures selon les années.

En 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003, Alain Choppin et Philippe Savoie ont assuré un enseignement d'histoire des institutions éducatives (une unité de valeur) pour les étudiants en licence de sciences de l'éducation de l'Institut supérieur de pédagogie de Paris (I.S.P.), dans le cadre d'une convention avec l'université Paris-XII. Pendant la même période, A. Choppin a également assuré dans ce même cadre, conjointement avec un enseignant de l'I.S.P., un enseignement d'histoire des institutions éducatives pour les étudiants en maîtrise de sciences de l'éducation.

Alain Choppin a assuré à l'IUFM de Paris l'animation de modules de formation au choix et à l'utilisation des manuels scolaires (deux modules en 2000-2001 et un en 2001-2002). Cette formation s'inscrit directement dans les recommandations du rapport de l'inspection générale de juin 1998 sur les manuels scolaires, auquel Alain Choppin avait collaboré à titre d'expert.

Par ailleurs, le SHE fait partie de l'école doctorale « Sciences sociales » de l'université de Paris 8, et coopérera à l'avenir avec la jeune équipe « Histoire et études des mouvements étudiants » (HEME) qui vient d'être reconnue par le ministère dans l'université de Reims-Champagne-Ardenne à l'automne 2003 (responsables : Gilles Rouet, Monique Lakroum, Thierry Côme, Jean-François Condette et Thierry Ponchon).

Plus ponctuellement, 42 conférences, cours ou sessions de formation à l'histoire de l'éducation ont été assurés en 2000-2003 par des chercheurs de l'unité. La moitié d'entre eux environ l'ont été dans des IUFM ; l'autre moitié dans des sessions de formation destinées aux formateurs, aux cadres de l'Éducation nationale, aux cadres syndicaux, ou à des professions diverses (archivistes, bibliothécaires...). Ils ont été assurés essentiellement par Anne-Marie Chartier (23) et Alain Choppin (13).

2. DIRECTION DE RECHERCHES

Durant la période 2000-2003, Anne-Marie Chartier a co-dirigé quatre thèses de doctorat : celles d'Éliana Albuquerque, enseignante à l'université de Recife, sur les pratiques enseignantes de la langue maternelle en classe d'alphabétisation à Recife (directrice de thèse, Professeur Paulina Graça, CEALE, Belo Horizonte) ; d'Andrea Brito, enseignante à l'université de Recife, avec Silke Weber (professeur de sociologie) sur « La fa-

brication du quotidien scolaire dans une école de favella » (comparaison avec une école de ZEP et une école privée au Brésil) ; de Max Butlen avec Éric Plaisance, Université de Paris V, sur « Les politiques de l'offre de lecture en France (1980-2000) » ; enfin, de Patricia Renard, doctorante de Danielle Manesse, Université de Paris I, sur les stratégies d'enseignement des maîtres de CP en ZEP (thèse en cours). Annie Bruter a encadré deux mémoires de DEA (université Paris 7) et un mémoire professionnel PE2 en histoire (IUFM Nord-Pas-de-Calais). Deux stages de DEA ont été organisés au sein de l'unité : celui d'Emmanuel Berthiaud (Paris I), qui a rédigé un mémoire sur la pratique des comptes rendus d'ouvrages d'histoire de l'éducation dans les revues françaises et étrangères (responsables : V. Alamertery et P. Caspard) et Clémence Cardon (ENS) qui a réalisé un dossier documentaire sur les réformes de l'enseignement du français depuis les années 1960 (responsable : A.-M. Chartier).

Des chercheurs de l'unité ont également participé à divers jurys. Jurys de thèse d'Isabel Frade (5 décembre 2000), Aracy Evangelista (7 décembre 2000), Katia Cardoso (11 décembre 2000), Eliana Albuquerque (université fédérale du Minas Gerais, 17 mai 2002), Paula Vincentini (USP, 19 mai 2002), Hélène Weis (Paris X, 15 janvier 2003) (Anne-Marie Chartier) ; de Delphine Mercier (Paris IV, 10 décembre 2002) et Élisabeth Berlioz (Paris IV, 17 janvier 2004) (Pierre Caspard) ; de Renaud d'Enfert (Paris I, janvier 2001) (Bruno Belhoste). Jurys de soutenance de plusieurs DEA en didactique de l'histoire au CFEED (université Paris 7) et d'un mémoire professionnel PE2 (IUFM Nord-Pas-de-Calais) (Annie Bruter). Jury de maîtrise d'histoire de Yann Aubry (Paris I) (Marie-Madeleine Compère). Pierre Caspard a également participé à quatre jurys de concours de recrutement d'ITRF (Lille : 2001 ; Paris INRP : 2002 (2) ; Paris EHESS : 2003), et Gérard Bodé à l'examen professionnel de chargés d'études documentaires principaux de 2^e classe (corps interministériel des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale).

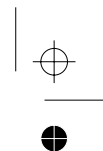
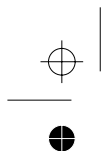
V – FORMATION DES PERSONNELS DE L'UNITÉ

Bruno Belhoste a soutenu une HDR d'histoire à Paris I en décembre 2001 (jury : Dominique Julia, président ; Christophe Charle, rapporteur ; Marie-Noëlle Bourguet ; Patrick Fridenson ; Pietro Corsi ; Christian Houzel), sous le titre : L'Histoire sociale des sciences et ses problèmes. Réflexions sur un champ de recherche ; il a été qualifié dans les sections 22 et 72 du CNU en 2002. Renaud d'Enfert a soutenu une thèse d'histoire à Paris I en janvier 2001. Jean-Yves Dupont soutiendra en 2004 un di-

plôme de l'EHESS sur « Science des machines et enseignement de la mécanique, XVII^e-XX^e siècles » (dir. Claudine Fontanon) ; Fabien Locher achève également la rédaction de sa thèse sur « Le temps, l'atmosphère et le climat en France, 1820-1870 » (dir. : Dominique Pestre), tout comme Jérôme Martin, sur les origines de l'Orientation professionnelle (dir. Jean-Noël Luc).

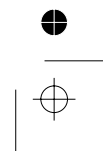
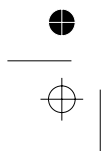
L'énoncé des formations diplômantes de chercheurs de l'unité pendant la période récente incite à dresser un bilan plus général du devenir de ses personnels depuis vingt ans. Hormis les personnels administratifs et ITRF, ils ont en effet été recrutés massivement parmi les enseignants du second degré, agrégés, certifiés et maîtres auxiliaires, en détachement sur des postes ou demi-postes de chargés de recherche. Un tiers d'entre eux étaient déjà docteurs lors de leur recrutement par l'unité ; les autres ont soutenu une thèse ou un HDR après leur entrée. Et on constate que quatorze d'entre eux, après une ou plusieurs années passées dans l'unité, l'ont quittée pour exercer des fonctions dans l'enseignement supérieur, la recherche ou l'inspection : quatre sont devenus professeurs en université ; trois, maîtres de conférences en université ou en IUFM ; un, directeur de recherches CNRS, et trois, ingénieurs de recherches CNRS ; un, conservateur de bibliothèques ; un, inspecteur général de l'Éducation nationale ; et un, inspecteur de l'enseignement technique. Deux autres sont devenus respectivement directeur de recherches INRP et maître de conférences affecté au même organisme.

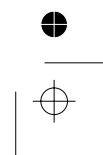
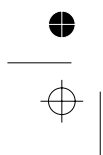
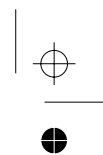
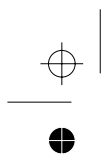
Au total, il apparaît que l'unité a été un vecteur de formation et de promotion professionnelles, externe beaucoup plus qu'interne, ce qui s'explique à la fois par son cadre d'emplois, son mode de recrutement et la nature de son programme d'activités. Ce constat méritait d'être fait au moment où il est demandé à l'unité de « développer l'accueil de doctorants et de jeunes chercheurs ».



SIXIÈME PARTIE

ACCUEIL, RELATIONS, CONSEIL







I. ÉTUDES MENÉES À LA DEMANDE D'ORGANISMES PUBLICS

Le programme d'activité de l'unité est fondamentalement construit pour intégrer son ministère de tutelle et les administrations qui en dépendent parmi les destinataires naturels de ses travaux et de ses recherches. L'unité est, en quelque sorte et de ce point de vue, un observatoire du système éducatif dans sa dimension historique et rétrospective, et se trouve donc en mesure d'éclairer sa tutelle sur de nombreux aspects de cette histoire, notamment celle des contenus d'enseignement et des politiques éducatives¹.

Évoquons d'abord, pour mémoire, les effets induits par l'implantation de l'unité dans un institut comme l'INRP. Sa participation quotidienne à l'activité de l'institut et sa représentation dans l'ensemble de ses conseils constituent, de facto, une présence de l'histoire dans la recherche et la réflexion pédagogiques, elles-mêmes censées éclairer la politique éducative définie et mise en œuvre par le ministère. La période 2000-2002, qui a vu l'INRP préparer à la fois sa délocalisation-refondation à Lyon et la préparation de son premier contrat quadriennal (quinquennal en l'occurrence) avec l'État, a constitué une phase de réflexion particulièrement intense, puisqu'en trois ans, le responsable de l'unité a participé à plus de 240 réunions, traitant de tous les aspects de la politique scientifique, documentaire et patrimoniale de l'Institut. Depuis lors, l'un des chercheurs de l'unité (A.-M. Chartier) est chargée de mission auprès du directeur de l'INRP pour définir les orientations de la politique de formation de l'institut et impulser les premières opérations dans ce domaine.

Au-delà, ce sont surtout les formateurs et les enseignants, plus que la tutelle ou des organismes publics en tant que tels, qui sont en situation de demandeurs envers les travaux de l'unité. On peut cependant évoquer un certain nombre d'études explicitement menées pour des organismes di-

(1) Cf. P. Caspard : « L'éducation, son histoire et l'État... », *art. cit.*



vers, ou d'éclairages historiques apportés à leur demande. Elles sont présentées ici selon les domaines où elles ont été formulées.

L'enseignement technique

Entre octobre 2000 et mai 2002, l'unité a été contactée par le ministère délégué à l'Enseignement professionnel pour mener deux actions relatives à l'histoire de l'enseignement technique et professionnel. Il a été demandé à Gérard Bodé de dresser une chronologie de l'enseignement technique, qui a été intégrée au site Internet du ministère. Le second projet du ministère était de publier un ouvrage destiné à un grand public cultivé, dont la base aurait été constituée par un recueil de textes littéraires et philosophiques français portant sur le thème « L'homme et le travail ». Cet ouvrage devait aussi comprendre une iconographie et une courte histoire de l'enseignement technique et professionnel. En décembre 2001, G. Bodé avait rassemblé une centaine de textes, empruntés à la littérature française du Moyen Âge à nos jours. Il n'est pas encore possible de prévoir la suite qui sera donnée à ce travail.

Simultanément, le ministre chargé de l'Enseignement professionnel a manifesté son intérêt pour les deux volumes de textes relatifs à l'enseignement technique (n° 6) en leur accordant une importante subvention et en donnant à l'ouvrage une préface rédigée par le ministre, Jean-Luc Mélenchon. La démarche a été la même pour l'ouvrage consacré à l'enseignement agricole qui doit paraître en 2004 avec le concours de la Direction de la Recherche du ministère de l'Agriculture.

Bicentenaire de la création des lycées et de l'Inspection générale de l'Éducation nationale

Les différentes manifestations organisées par l'unité dans ce domaine apparaissent ici comme la réponse à une demande sollicitée par l'unité elle-même. S'agissant du bicentenaire des lycées, le ministère a soutenu financièrement le colloque international tenu à la Sorbonne en juillet 2002 et lui a accordé son patronage, le ministre des Enseignements scolaires, Xavier Darcos, étant venu le conclure, en compagnie du recteur de l'Académie de Paris. L'accueil du congrès de l'ISCHE dans les locaux mis à disposition pendant trois jours par le lycée Louis-le-Grand doit également être souligné.

Concernant l'Inspection générale, Pierre Caspard a été vice-président de l'Association constituée pour la célébration de son bicentenaire.

Les contributions scientifiques des chercheurs de l'unité à ces travaux sont évoquées *supra*.

L'enseignement de la lecture et du français.

Comme durant les années précédentes, Anne-Marie Chartier a participé à de nombreuses activités d'expertise concernant l'enseignement de la lecture et du français. Depuis 1999, elle est membre du groupe national d'experts sur l'évaluation CE2-sixième en français : sélection des exercices, analyse et commentaire des résultats, proposition de pistes pédagogiques. En 2001-2002, elle a été membre de la commission présidée par le recteur Philippe Joutard sur l'élaboration des programmes pour l'école primaire (groupe des programmes de français). La même année, elle a été membre de la commission présidée par le recteur Michel Bornancin sur la rénovation de la formation des maîtres en IUFM. Plus ponctuellement, elle a été sollicitée comme experte par différentes instances, tel le PIREF (2003).

Le manuel scolaire.

Depuis plusieurs années, l'activité d'expertise et de conseil demandée à l'unité dans ce domaine ne cesse de croître, à mesure que se développe le programme « Emmanuelle » (A. Choppin) et que s'étendent ses collaborations à l'étranger ; durant la période de référence, elles ont émané d'organismes publics aussi bien que privés : commission française pour l'Unesco ; ministères de l'Éducation marocain et tunisien ; Korean Educational Development Institute (Séoul) ; université normale de l'Est de la Chine (Shangai).

Le métier d'enseignant.

Philippe Savoie a participé à la mission confiée par le ministre à l'inspecteur général Jean-Pierre Obin sur le métier d'enseignant. À ce titre, il a rédigé l'une des annexes du rapport, *Enseigner, un métier pour demain*, qui propose une réflexion historique sur l'évolution du métier (n° 163).

En septembre 2000, A.-M. Chartier avait présenté les résultats d'une recherche en coopération sur « la polyvalence des maîtres et la formation des professeurs des écoles » lors d'une journée qu'elle a organisée et animée à l'INRP ; cette recherche résultait d'une commande passée à l'INRP par la DESCO en 1997.

Par ailleurs, des chercheurs de l'unité sont membres de comités scientifiques d'organismes ou d'instances divers : 70^e section du CNU (A.-M. Chartier) ; réseau international « Les apprentissages et leurs dysfonctionnements » puis action « École et sciences cognitives » mis en place par le ministère de la Recherche en 2000-2003 (P. Caspard) ; conférence suisse pour la recherche en éducation, CORECHED (P. Caspard) ; centre Henri-Aigueperse de la Fédération de l'Éducation nationale (P. Savoie) ; Musée national de l'éducation (P. Caspard) ; prix de l'innovation éducative décerné par la Ligue de l'Enseignement (A.-M. Chartier) ;

prix de la recherche universitaire décerné par *Le Monde* (A.-M. Chartier) ; prix du concours « Bataille pour la lecture » décerné par l'association Savoir Livre et l'Association des maires de France (A. Choppin). Plus ponctuellement, certains d'entre eux ont été sollicités pour des rapports d'expertise par le Centre national des lettres, le Fonds national suisse de la recherche scientifique, les universités de Paris 8, Buenos Aires et Cordoba, l'association Savoir Livre, etc.

II – RELATIONS INTERNATIONALES

Les missions originelles de l'unité lui font obligation de s'intéresser prioritairement à l'histoire de son administration de tutelle ; l'essentiel de son activité s'inscrit donc naturellement dans un cadre français. Néanmoins, un élargissement s'impose ou est visé à plusieurs titres, qu'il s'agisse de tenir compte de la dimension internationale de l'histoire même de l'éducation – caractérisée par la circulation des hommes et des idées, ou le comparatisme, implicite ou explicite, présent chez nombre de législateurs –, de l'élargissement des cadres de la réflexion contemporaine à la dimension européenne, voire mondiale, ou de la nécessaire insertion d'un laboratoire de recherche dans une communauté scientifique globalement très active au plan international. Les relations internationales et la dimension internationale de l'activité de l'unité sont donc relativement importantes.

Certaines d'entre elles ont déjà été incidemment abordées dans plusieurs parties précédentes du rapport ; on en donnera ici une brève vue synthétique :

• PUBLICATIONS

Des ouvrages de chercheurs de l'unité ont été traduits en espagnol (2) et en anglais (1), pour paraître en Espagne, au Mexique et en Belgique. Trente-six de leurs articles ont été publiés en neuf langues : espagnol (13), anglais (10), brésilien (6), italien et allemand (2), japonais, russe et chinois (1). Ces chiffres sont à nouveau en augmentation très forte par rapport à ceux de la période précédente (+ 46 %). Au total, 46 articles, soit le tiers du total, ont été publiés à l'étranger dans 15 pays : Espagne (9), Belgique et Brésil (6), Mexique (5), Italie (4), Angleterre et États-Unis (3), Allemagne et Canada (2), Suisse, république Tchèque, Lituanie, Corée du Sud, Chine et Japon (1).

Inversement, les publications de l'unité ont intégré de diverses façons cette dimension internationale de la recherche. Deux ouvrages et onze articles des chercheurs de l'unité ont porté sur l'étranger et ont eu une

dimension comparative. S'agissant de la revue *Histoire de l'éducation*, l'international y occupe une place particulière. Entre janvier 2001 et mai 2004, deux de ses numéros spéciaux ont eu une dimension essentiellement internationale et comparée : *Les enseignantes. Formations, identités, représentations, XIX^e-XX^e siècles* (sous la direction de Rebecca Rogers et Mineke van Essen (mai 2003)) et *L'architecture scolaire*, sous la direction d'Anne-Marie Châtelet et Marc Le Cœur (mai 2004, sous presse). Au total, durant ces quatre années, la revue a consacré vingt articles à l'histoire de l'éducation dans un ou plusieurs pays étrangers : Allemagne et États-Unis (4), Angleterre (3), Suisse (2), Pays-Bas, Grèce, Afrique de l'Ouest, Afrique du Sud, Brésil, Chine et Australie (1), et deux à des bilans historiographiques internationaux.

Onze de ces articles ont été traduits d'une langue étrangère par les soins de la revue. Cette politique de traduction se révèle indispensable pour faire connaître en France non seulement l'histoire, mais aussi l'historiographie étrangère par rapport à laquelle la recherche historique française souffre parfois de certaines carences. C'est le cas des problématiques du genre et de la professionnalisation en éducation, auxquelles a ouvert le numéro sur *Les enseignantes*, en accordant une large place à des thèmes et problèmes familiers à la littérature anglo-saxonne, ou sur *L'architecture scolaire*, où l'alliance entre les réflexions des historiens et celles des architectes de l'école souffre en France d'un déficit certain, par rapport à certains pays étrangers. Quoique très coûteuse, aussi bien en argent (financements INRP) qu'en temps, pour la rédaction de la revue, cette politique de traduction constitue un mode d'intervention de l'unité dans le champ de l'international qui demandera à être poursuivi, même à un rythme un peu moins soutenu qu'il ne l'a été ces dernières années.

On observe qu'inversement, durant la période de référence, au moins huit articles d'abord publiés en français dans *Histoire de l'éducation* ont fait l'objet d'une demande de republication, après traduction, dans des revues ou recueils collectifs étrangers (Mexique, Brésil, Angleterre, États-Unis). Le bilan apparaît donc comme relativement équilibré, même si les flux géographiques ne sont pas exactement les mêmes. La revue contribue en tout cas clairement à la circulation de l'information scientifique au plan international. C'est à cet objectif que concourt également sa politique de comptes rendus. Durant la période 2000-2003, un tiers de la centaine de livres dont elle a rendu compte traitaient de l'éducation dans un ou plusieurs pays étrangers (européens pour la plupart).

- COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES ET SÉMINAIRES

La participation des chercheurs de l'unité à des conférences organisées à l'étranger a été importante. Sur 85 communications, 30 % ont été prononcées à l'étranger, dans 13 pays : Italie (6), Brésil, Chine (3), Allemagne, Corée du Sud (2), Angleterre, Belgique, Espagne, États-Unis, Grèce, Japon, Maroc, Mexique, Slovaquie (1). Ces chiffres se situent cependant en retrait sur ceux de la période précédente, où l'étranger représentait près de la moitié du total, ce qui peut s'expliquer par une relative polarisation des forces de l'unité sur le bicentenaire des lycées, événement dont la dimension nationale était nettement affirmée (plus d'une quinzaine de communications lui ont été consacrées). Enfin, un cinquième des exposés prononcés dans des séminaires de recherche l'ont été à l'étranger.

- MISSIONS DES CHERCHEURS À L'ÉTRANGER

Entre janvier 2000 et décembre 2003, les chercheurs de l'unité ont effectué 60 missions, totalisant 303 journées. 41 d'entre elles (soit les deux-tiers) ont été faites à l'étranger, totalisant 249 journées (82 % du total). Ce dernier chiffre est intermédiaire entre ceux de la période 1996-2000 (328 jours), et de la période 1992-1996 (190 jours). Il est à noter que 74 % des missions faites à l'étranger l'ont été sans frais pour l'INRP, ceux-ci ayant été pris en charge par les organismes invitants ; ce chiffre est très proche de celui qui avait été calculé pour la période précédente (71 %).

Le pays de destination qui arrive nettement en tête est le Brésil (67 jours, soit plus du quart du total) ; ceci correspond au courant d'échanges traditionnel et réciproque entre le SHE et ce pays, depuis les années 1980. Suivent loin derrière la Suisse (32), le Mexique (25), l'Espagne (24), l'Italie (20) et la Chine (15), la place de la Suisse s'expliquant essentiellement par le travail en archives requis pour l'une des recherches de l'unité, à la différence des autres missions, dont l'objet est principalement la participation à des conférences ou des congrès. Viennent ensuite onze pays où la durée totale des missions effectuées a été comprise entre 2 et 8 jours : Algérie, Allemagne, Angleterre, Belgique, Canada, Corée du Sud, États-Unis, Japon, Maroc, Portugal et Slovaquie. La géographie de ces destinations présente quelques caractéristiques qui valent d'être relevées : forte primauté du monde ibéro-américain, qui totalise plus de la moitié des jours de mission (51 %) ; émergence de l'Extrême-Orient (13 %) ; faiblesse du monde anglo-saxon (3 %) et de l'Europe centrale et orientale (2 %).

Dans l'unité, les missionnaires les plus actifs, France et étranger confondus, ont été A.-M. Chartier (85 jours) et A. Choppin (74), suivis de loin par P. Caspard (45) et P. Savoie (41) ; cinq autres chercheurs

(B. Belhoste, G. Bodé, A. Bruter, M.-M. Compère et R. d'Enfert) ont effectué moins de 20 jours de missions chacun.

• ACCUEIL DE CHERCHEURS ÉTRANGERS

Fonctionnellement, la présence de chercheurs étrangers dans l'unité n'est pas du tout symétrique de celle des chercheurs du SHE à l'étranger. Il s'agit essentiellement, dans leur cas, de séjours de longue durée, pour recherches et études. Par rapport à la période précédente, où 25 chercheurs étrangers avaient été accueillis dans l'unité pour une présence cumulée de 134 mois, les chiffres se sont effondrés en 2000-2003, ce qui ne s'explique que partiellement par la pause marquée par l'INRP dans l'ouverture de postes destinés à l'invitation d'enseignants chercheurs. On ne peut signaler, pour les années récentes, que l'accueil de Maria Helena Camara Bastos, de l'université de Rio Grande do Sul, pour un séjour post-doc de six mois (2^e semestre 2000), de Cecilia Lavena, doctorante à l'université de San Andrés, de Buenos Aires, pour un stage financé par l'Unesco (octobre-décembre 2000) ; celui de Kimberley Arkin, doctorante à l'université de Chicago, en mai 2003.

En revanche, l'accueil ponctuel de chercheurs étrangers venant dans l'unité pour s'informer et s'orienter reste très important ; il concerne notamment le domaine des manuels scolaires, où des informations bibliographiques et des conseils méthodologiques sont régulièrement sollicités.

Géographiques, deux courants d'échanges sont à signaler, parce qu'ils revêtent, depuis les années 1980, une assez grande régularité. Le premier, déjà relevé, concerne le Brésil et notamment les universités de São Paulo, Belo Horizonte, Rio Grande do Sul. Les collaborations sont multiformes, et y participent plusieurs chercheurs de l'unité, comme de nombreux collègues brésiliens. Le second concerne l'Extrême-Orient, avec lequel des relations stables se sont constituées, au travers de trois organismes ou institutions : pour la Chine, l'université normale de l'Est de la Chine (ECNU) ; pour le Japon, l'Association franco-japonaise de recherches en éducation, basée à l'université de Waseda (Prof. T. Ishidoh) ; pour la Corée du Sud, le Korean Educational Development Institute (KEDI). Depuis 2002, des conventions de coopération entre l'INRP, d'une part, l'ECNU et le KEDI, d'autre part, ont fait l'objet de négociations, à la demande de ces deux partenaires. La situation transitoire que connaît l'INRP n'a pas permis encore de les faire aboutir mais, s'agissant au moins de l'ECNU, les contacts établis par P. Caspard et A. Choppin pourraient trouver prochainement une issue positive, d'autant que l'ENS Ulm a elle-même des conventions de coopération avec l'ECNU.

- PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS D'ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

À la différence de beaucoup de pays développés, la France ne possède pas d'association nationale en histoire de l'éducation, même si, dans certains domaines, des associations spécialisées se sont plus ou moins récemment créées : sur l'histoire du scoutisme, de l'éducation populaire, de l'orientation professionnelle ou de la formation des adultes, par exemple. Mais il n'existe pas en France d'association d'historiens universitaires comme il en existe en Angleterre, en Espagne, en Italie ou aux États-Unis. Le SHE remplit donc, *de facto*, certaines des fonctions assurées ailleurs par des associations de ce type et joue notamment, pour la France, le rôle de correspondant de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation (ISCHE), ceci depuis la création de l'association, à la fin des années 1970. Au cours de la période 2000-2003, son rôle y a été particulièrement actif, puisqu'il a organisé le XXIV^e congrès de l'ISCHE à Paris, en juillet 2002 et que deux membres de l'unité figurent parmi les responsables de l'édition de ses actes. Par ailleurs, l'unité a élaboré (en collaboration avec l'ISCHE) puis mis en ligne le Guide international de la recherche en éducation, le site du SHE accueillant par ailleurs les pages officielles de l'ISCHE. Enfin, P. Savoie a été élu, en 2002, membre du comité exécutif de l'ISCHE, plus particulièrement chargé du site et des adhésions.

Dans les relations internationales de l'unité, le programme Emmanuelle a continué à tenir une place particulière. Si certaines relations sont déjà anciennes et donnent lieu à des échanges réguliers, les contacts avec les équipes universitaires ou les chercheurs qui travaillent sur le manuel à l'étranger se sont multipliés ces dernières années, comme en atteste le développement spectaculaire du courrier électronique. Le programme de recherche bénéficie, depuis près de quinze ans, d'une visibilité internationale : la plupart des publications, françaises ou étrangères qui traitent de ce domaine font aujourd'hui systématiquement référence aux recherches effectuées dans le cadre de ce programme. La mise sur Internet des informations relatives à l'avancement du programme de recherche et celle des banques de données qui y ont été constituées a sans nul doute contribué encore à asseoir cette image, et ce sera encore bien davantage le cas lorsque l'essentiel de ces informations aura pu être traduit en anglais.

Ces relations internationales se sont aussi diversifiées, dans la mesure où les demandes d'information ou de collaboration ne touchent plus seulement le domaine strictement historique, même si celles-ci restent les plus nombreuses. Depuis quelques années, la communauté scientifique n'est plus seule à s'intéresser à la recherche historique sur les manuels :

les sollicitations viennent toujours des universitaires ou des étudiants, ces dernières s'étant encore accrues ces dernières années, mais elles émanent aussi des partenaires du système éducatif, professionnels du livre, décideurs et praticiens (formateurs de formateurs ou enseignants). Ces relations peuvent être individuelles et/ou occasionnelles (demandes ou échanges d'informations scientifiques), mais elles peuvent également être formalisées dans le cadre de conventions ou de réseaux structurés. Le Service d'histoire de l'éducation conforte ainsi son statut de tête de réseau ou de centre de référence dans le domaine des manuels scolaires.

Ce peut être directement, par la signature de conventions bilatérales visant à l'extension à l'étranger du standard bibliographique que constitue la banque Emmanuelle. La dernière convention a été signée en septembre 2000 avec l'université de Turin, portant à neuf le nombre des accords bilatéraux signés depuis 1990 (université d'Ottawa). Mais l'influence peut aussi être plus indirecte. À ce jour, plus d'une cinquantaine de centres de recherche dans une vingtaine de pays, liés ou non par convention, ont recours aux méthodes mises au point au Service d'histoire de l'éducation pour développer leur propre programme de recherche sur les manuels scolaires. On peut notamment citer le programme *Mascofo* développé en Ontario par l'université d'Ottawa ; le programme *Manes*, développé par l'UNED, de Madrid, qui fédère la plupart des universités espagnoles et concerne aujourd'hui de nombreuses universités d'Amérique latine impliquées dans le recensement de leurs productions nationales respectives ; le programme *Eme*, développé par l'université do Minho, à Braga, au Portugal ; le programme *Libres*, développé dans plusieurs universités brésiliennes à l'initiative du Centro de Memória da Educação de la Faculté d'Éducation de l'université de São Paulo ; le programme *Manscol*, initié par le Centre interuniversitaire d'études québécoises, l'université Laval et l'université du Québec à Trois-Rivières ; le programme *Edisco*, qui fédère autour de l'université de Turin une quinzaine d'universités italiennes ; le programme *Picture This*, codirigé par les universités belges de Gand et de Louvain ; le programme *Histelea* lancé en Argentine par l'université de Lujan ; ou encore le programme *Aequatoria* pour la République démocratique du Congo.

Toutes ces initiatives se réclament explicitement du modèle français, et certaines collaborations sont particulièrement actives. C'est notamment le cas de l'université Laval, avec laquelle un programme de recherche commun pluriannuel va être entrepris à partir de 2004 dans le but de monter une exposition commune au Canada et en France ; c'est aussi le cas de diverses universités de l'État de São Paulo (USP, PUC, Campinas...) où la demande de formation méthodologique est forte. De nouvelles collabora-

tions se sont fait jour, notamment avec les pays de l'Europe centrale et avec l'Extrême-Orient. Déjà connu au Japon, le programme de recherche a retenu l'intérêt des responsables des systèmes éducatifs coréens et chinois.

Le rayonnement du programme à l'étranger passe également par le biais de réseaux associatifs : Alain Choppin a ainsi siégé pendant huit années, dont six comme trésorier, au bureau de l'International Association for Research on Textbooks and Educational Medias (IARTEM) dont l'unité est l'un des huit fondateurs (<http://www.iartem.no/>).

Il est également membre du Textbook Colloquium (<http://w4.ed.uiuc.edu/faculty/westbury/TextCol/>) créé par l'université de Swansea (Pays-de-Galles) et du réseau international de recherche sur les ressources éducatives développé par l'Unesco et le Georg-Eckert-Institut de Brunswick (Allemagne) (<http://www.gei.de/newsletter/nl-home.htm>).

III – ACCUEIL ET ORIENTATION DES CHERCHEURS

Dans un champ de recherches éclaté et très faiblement institutionnalisé, l'unité est l'une des rares structures possédant une visibilité nationale et internationale. Cette position se traduit par des demandes d'origine et de nature diverses, de l'ordre de l'information comme de l'orientation scientifique. Cette activité est difficilement quantifiable, car elle passe autant par la réponse à des courriers ou des courriels que par des échanges téléphoniques et des conversations de vive voix. La localisation de l'unité au cœur du Quartier latin favorise en tous cas les visites, programmées ou impromptues, de chercheurs et d'étudiants parisiens, provinciaux ou étrangers. Les quelques indicateurs donnés dans les précédents rapports scientifiques restent valables : c'est par dizaines que se comptent chaque année les demandes d'information et de conseil, certaines d'entre elles débouchant, quand elles proviennent de chercheurs débutants, sur une véritable guidance méthodologique.

Deux secteurs de recherches de l'unité sont plus particulièrement sollicités, celui des archives orales et celui des manuels scolaires. Dans le premier cas, l'investissement de l'équipe peut être important, lorsqu'il s'agit de donner aux chercheurs et aux étudiants l'accès aux bandes sonores ou aux archives écrites laissées par les témoins, en accord avec ces derniers. Dans le second, la banalisation des usages du Web a entraîné une multiplication des demandes de tous ordres. Elles vont de la recherche anecdotique à la commande d'une bibliographie de thèse... Mais les demandes sont généralement plus réalistes et on s'efforce de fournir une ré-

ponse, même succincte, en recherchant l'information ou en orientant l'interlocuteur ou l'internaute vers les sources pertinentes. Ces activités de service se traduisent aussi par des entretiens ou des rendez-vous demandés notamment par les étudiants en maîtrise, DEA ou thèse, parisiens ou provinciaux, qui sont envoyés directement par leur professeur ou que la rencontre de leurs recherches bibliographiques et des informations fournies par le site de l'INRP conduisent à solliciter une entrevue.

IV – EXPOSITIONS, VULGARISATION

Quelques chercheurs de l'unité ont été sollicités de participer à des opérations de vulgarisation.

André Chervel a collaboré à une exposition sur « L'enfant et la grammaire, XVIII^e siècle-1950 », organisée à l'INRP par la Fédération française pour la coopération des bibliothèques, des métiers du livre et de la documentation, du 17 septembre 2001 au 18 janvier 2002, dans le cadre du « Mois du patrimoine écrit » ; il a également contribué à la rédaction du catalogue (n^o 20). Alain Choppin a été l'un des maîtres d'œuvre de l'exposition « Voyage en lecture », organisée par l'Association des éditeurs scolaires. Savoir Livre, qui fut présentée au Salon du livre en 2002. Marie-Madeleine Compère a été sollicitée pour prononcer une conférence sur l'évolution du Quartier latin du Moyen Âge au XIX^e siècle pour la société historique du V^e arrondissement en mars 2004. Anne-Marie Chartier a donné une demi-douzaine de conférences pour des publics et en des lieux divers (Maison de l'Europe, librairies, bibliothèques, syndicats). Pierre Caspard a participé à deux tables rondes, sur les utopies pédagogiques (Rendez-vous de l'histoire à Blois, 13 octobre 2000) et sur les disciplines scolaires (Salon de l'éducation, 26 novembre 2000). Henri Chamoux a participé à la rédaction des articles « instruments scientifiques anciens » et « phonographe » dans l'édition 2003 du dictionnaire *Quid* ; il a également collaboré à la rubrique « Qu'est-ce que c'est ? » de *Sciences et vie découvertes*, dans quatre numéros datés de 2003.

V – PRESTATIONS DANS LES MÉDIAS

Des chercheurs de l'unité ont été sollicités par quelques médias écrits et audiovisuels.

Bruno Belhoste a participé à l'émission « 2000 ans d'histoire » sur France-Inter sur le thème : L'École polytechnique et les polytechniciens (13 mai 2003). Annie Bruter a été interviewée par Philippe Bonrepaux, du *Monde de l'éducation*, sur les manuels d'histoire (printemps 2002). Pierre Caspard a été interviewé par le *Monde de l'éducation*, sur les programmes des collèges (printemps 2003). Anne-Marie Chartier a rencontré des journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision à Mexico, Natal, Barcelone et Oran, sur des thèmes liés à la lecture et à l'alphabétisation. Elle a rédigé le supplément « Parents » à *Pomme d'Api*, n° 415, septembre 2000, pp. 4-9 sur le thème « La Maternelle, c'est vous qui posez les questions » ; sous le titre « La démocratisation, c'est fatigant ! », elle a publié un entretien avec N. Truong dans *Le Monde de l'éducation*, déc. 2003, pp. 26-29 (dossier consacré à la lecture). Marie-Madeleine Compère a donné des interviews au magazine *Ça m'intéresse* sur les examens avant le baccalauréat (printemps 2000), au *Monde de l'éducation* sur l'enseignement privé (déc. 2002), à la revue *Service public* sur l'histoire des économes d'établissement scolaire (2003). Enfin, P. Savoie a fait l'objet de deux interviews télévisées : par *France 3* (Journal « 19-20 », 10 juin 2001) sur le baccalauréat ; par *France 2* (Journal de la mi-journée, 9 juillet 2002) sur le bicentenaire des lycées. Il a également donné des interviews à *L'Étudiant*, hors série *Le guide des profs*, septembre 2002 (La lente progression vers l'école pour tous, pp. 226-227) ; à *L'Humanité*, 8-9 juin 2002 (sur le baccalauréat) ; et à *Service public*, octobre-novembre 2002 (Gestionnaire d'établissement public, pp. 27-29).



CONCLUSION

Ce rapport quadriennal est le quatrième que l'unité soumet au CNRS, et permet donc une mise en perspective de son activité dans une durée relativement longue.

Plusieurs conclusions nous semblent s'en dégager. La première porte sur la continuité du programme de recherches et d'activité de l'unité. Les grands axes de son activité restent en effet ce qu'ils étaient à la fin des années 1980. Cette continuité ne résulte pas de l'inertie conjuguée de chercheurs labourant avec persévérance le même sillon. Au contraire, on observe que, sur les seize chercheurs et ingénieurs en fonction en septembre 2003, sept sont entrés dans l'unité depuis moins de cinq ans, ce qui traduit un taux de renouvellement d'autant plus significatif que, depuis la rédaction du premier rapport, d'autres chercheurs et ingénieurs sont entrés dans l'unité puis l'ont quittée pour être appelés à d'autres fonctions.

La continuité observée tient donc essentiellement à celle des axes du programme de l'unité, en fonction desquels s'opèrent ses recrutements. Ces axes eux-mêmes ont peu varié, car ils ont un double fondement, qui tient à la nature du SHE, celle de Service historique implanté dans un Institut de recherche pédagogique, avec les priorités qui en découlent : mener des recherches et produire des instruments de recherche à la fois pour les enseignants – d'où la priorité donnée à l'histoire des disciplines – et son administration de tutelle – d'où l'accent mis sur les politiques éducatives et les institutions de l'enseignement. Fondée en raison, ces priorités ont vu leur pertinence confirmée dans la conjoncture scientifique et éducative qui a été celle de la période couverte par le présent rapport. En témoignent entre autres, s'agissant du premier axe, la façon dont l'unité a pu répondre à une ACI du CNRS « Histoire des savoirs », être sollicitée pour l'action « École et sciences cognitives », livrer de multiples expertises, éclairées par l'histoire, sur l'apprentissage de la lecture ou sur les manuels scolaires, leurs contenus, leur conception et leurs usages. S'agissant



du second axe, l'intervention de l'unité dans le bicentenaire de la création des lycées, auquel elle a donné une dimension scientifique nationale et internationale, montre sa capacité, construite dans la durée, à faire converger vers une institution ou un événement précis le capital de connaissances accumulés sur les politiques et l'administration de l'éducation.

Cette continuité nous semble un atout de l'unité, qu'il s'agisse de préserver, y compris dans la dénomination même de « Service d'histoire de l'éducation ». Il est clair que la recherche doit répondre aux déplacements incessants des frontières disciplinaires, aux mutations des grands paradigmes de questionnements, aux conditions techniques de l'accumulation et de la diffusion des savoirs, et, *in fine*, aux principes et priorités retenus par les responsables de la recherche publique, en reconfigurant régulièrement son dispositif d'organisation. D'un autre côté, la recherche a aussi besoin de mémoire, d'appuis et de repères, qu'un laboratoire de ressources et de services est particulièrement à même de lui donner, à condition de garder sa propre visibilité. Cette question n'a cessé d'être posée à l'unité depuis qu'elle a été implantée dans l'INRP, au gré des réorganisations ou projets de réorganisation dont cet institut a successivement été l'objet, et dont les précédents rapports se sont fait l'écho, en précisant à chaque fois dans quel sens l'unité les assumait, ou se sentait prête à les assumer, notamment en se fédérant dans une structure plus large, ce qui a été le cas à deux reprises dans son histoire (1977-1980 et 1989-2000). Elle se repose désormais avec une acuité toute particulière dans la phase d'exécution du contrat quadriennal de l'INRP, qui s'achèvera en 2006. Ce contrat prévoit la constitution du SHE en UMR entre l'INRP et l'ENS, l'association avec le CNRS continuant à être souhaitée et demandée.

Au plan proprement scientifique, on peut prévoir à ce rapprochement deux types de conséquences.

Les unes verront une évolution de son programme de recherches, déjà annoncée par l'unité elle-même dans les textes d'orientation récemment adressés à ses instances. Plusieurs inflexions peuvent ainsi être évoquées. L'une consistera à mettre davantage l'accent sur le passé proche, c'est-à-dire le XX^e siècle, particulièrement dans sa seconde moitié. Il est en effet avéré que le monde enseignant, comme les responsables de l'Éducation, sont demandeurs d'analyses historiques sérieusement étayées sur les origines les plus proches des questions éducatives actuelles, qui sont pourtant loin d'être celles qui sont le plus abordées par les historiens, notamment pour des raisons de méthodologie.

L'unité elle-même s'est longtemps tenue un peu en retrait. Une évolution sensible s'est cependant produite au fil des années, puisque le

« centre de gravité historique » de ses objets de recherches, qui se situait vers 1830 en 1989, est passé à 1880 aujourd'hui. Compte tenu du souci évident de conserver la longue durée comme dimension essentielle de son programme, puisque c'est dans la longue durée seule que se comprennent certaines des réalités éducatives les plus profondes, ce glissement chronologique traduit un intérêt porté au temps présent par un nombre croissant de recherches menées dans l'unité, ce dont témoigne le présent rapport. Ce mouvement se prolongera dans l'avenir, ce qui se traduit par exemple par le profil de deux postes proposés au recrutement dans l'unité à la rentrée 2004, tournés vers le XX^e siècle. Cette orientation nous semble être de celles qui répondent à la politique scientifique de l'INRP, telle qu'elle s'exprime dans son contrat avec l'État¹, comme aux attentes de l'ENS et de ses élèves.

Une seconde inflexion conduira l'unité à s'intéresser d'avantage à l'enseignement supérieur, notamment à son histoire la plus récente, étonnamment délaissée par la recherche historique française. Sa massification récente et les débats dont elle est l'objet, sa place ancienne mais croissante dans la production et la diffusion des savoirs, incitent en effet à orienter vers elle des recherches historiques aussi soutenues que celles qui portent depuis longtemps sur les niveaux d'enseignement primaire et secondaire. Le programme de l'unité prendra en compte plus nettement cette dimension, elle aussi susceptible de rencontrer l'intérêt des normaliens et de les associer à une entreprise collective qui devra notamment inclure l'élaboration de grands outils de recherche, tels l'inventaire des sources ou la constitution d'archives orales requis par l'écriture de cette histoire.

Enfin, l'histoire des disciplines scolaires, qui est depuis longtemps un axe majeur de l'unité, pourra trouver de nouveaux prolongements si elle est partagée avec un établissement d'enseignement supérieur formant des enseignants et des enseignants-chercheurs dans la quasi-totalité des disciplines, scientifiques et littéraires.

La conduite même de ce programme de recherches et de ressources devra aussi intégrer une dimension nouvelle, prévue par le contrat de l'INRP et découlant de la logique même de création d'une UMR avec l'ENS : c'est de contribuer à l'encadrement des normaliens et d'orienter certains d'entre eux vers les thèmes les plus porteurs de l'histoire de l'éducation, pour induire un renouvellement et un enrichissement signifi-

(1) Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche : *op.cit.*, p. 8 : « Comprendre l'évolution des systèmes éducatifs, analyser les politiques éducatives ».



catifs de ce domaine de recherches. Cette fonction d'accueil, d'encadrement et d'orientation, qui répond aux vœux depuis longtemps formulés par l'unité elle-même, ne devrait pas soulever de difficultés particulières, et pourra commencer à se concrétiser avant la fin même du contrat.

Reste posée la question des modalités d'institutionnalisation d'une unité mixte par accord avec les trois partenaires actuellement concernés : l'INRP, l'ENS et le CNRS. Les conseils scientifiques et d'administration des deux premiers organismes se sont prononcés favorablement sur le principe de cette création au printemps 2002 ; la direction du Département des SHS du troisième a manifesté, en janvier 2002, son intention de trouver une solution favorable à l'unité, au moment du renouvellement de son actuelle association. Nous espérons que le présent rapport contribuera à éclairer sur le sens des décisions à prendre.

